

- ▶ REVENDEICATIONS DES FOYERS IMMIGRÉS
- ▶ COMBATTRE L'INTOXICATION DU MONDE
- ▶ ALGÉRIE AU TEMPS DU HIRAK: MARCHES OU GRÈVES ?
- ▶ LUTTE ET RÉPRESSION DANS LE MAROC DE MOHAMMED VI

# Et gare ! à la revanche.

**"Les mauvais jours finiront."**



**"Quand tous les pauvres s'y mettront"**

## COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Un week-end par mois, une commission-journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non, d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une discussion sur un sujet d'actualité, ce qui permet la prise de décisions concernant les activités de l'OCL, si né-

cessaire. Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.), et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après. Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à **OCL/Egégore - BP 81213 - 51058 Reims cedex**, afin de pouvoir vous y rendre.

Ce numéro a été préparé à Strasbourg

La maquette à Moulins

La commission journal du numéro d'été aura lieu à Lyon

## POUR S'ABONNER

### ABONNEMENT 1 AN

- ☐ 10 numéros + hors séries 30 euros
- ☐ Tarifs réduits (pour les fauchés) 18 euros
- ☐ En soutien + de 30 euros
- ☐ A l'essai (3 numéros) 5 euros
- ☐ Un numéros sur demande **GRATUIT**

Abonnez-vous à l'international et envoi en nombre, nous contacter.

Chèque à l'ordre de "La Galère"  
OCL Egégore, BP 81213 - 51058 Reims cedex

Où payer par internet sur notre site

## CONTACTER LOCALEMENT

### l'Organisation Communiste Libertaire

#### ALSACE

oclstrasbourg@gmail.com

#### AUVERGNE

ocl-moulins@orange.fr

#### BRETAGNE

oclnantes@free.fr

#### CHAMPAGNE- ARDENNES

OCL c/o egégore BP 81213  
51058 Reims cedex  
lechatnoir@clubinternet.fr

#### ÎLE DE FRANCE

oclidf@riseup.net

#### LIMOUSIN

ocl.limoges@laposte.net

#### MIDI-PYRENNES

OCL c/o canal sud,  
40 rue Alfred Dumeril,  
31400 Toulouse  
ocltoulouse@sfr.fr

#### NORD

• Boulogne : OCLB c/o La  
mouette enragée, BP 403  
62206 Boulogne s/Mer cedex  
lamouette.enragee@wanadoo.fr  
• Lille : oclille@gmail.com

#### NORMANDIE

ocl-caen@orange.fr

#### PAYS BASQUE

ocl-eh@orange.fr

#### POITOU-CHARENTES

• ocl-poitou@Orange.fr  
• oclcognac@ymail.com

#### RHÔNE-ALPES

• Lyon : "courant alternatif"  
c/o Maison de l'écologie  
4 rue Bodin 69001 Lyon  
ocl-lyon@laposte.fr  
• Valence :  
ocl-valence@riseup.net

#### CONTACTS

Figeac, passer par  
oclibertaire@hotmail.com

## SOMMAIRE



### EDITO ► PAGE 3

### CORONAVIRUS

► PAGES 4/5 Vaccinodromes et résilience

► PAGES 6/7 Sans-frontières

### LUTTES SOCIALES

► PAGES 8/9 Les revendications des foyers immigrés

► PAGES 9/10 Réflexions sur la grève des livreurs Uber Eats à Boulogne-sur-mer

### ENVIRONNEMENT

► PAGES 11/13 Combattre l'intoxication du monde

► PAGE 14 Ils vont détruire des forêts pour planter des arbres !

► PAGE 15 Vertement écolo

► PAGE 16 A paraître - Courrier lecteur - Réponse de Pierre Bance

### DÉBATS...ET...RÉFLEXIONS

► PAGES 17/19 La société de vigilance et les réseaux sociaux

### NOTRE MÉMOIRE

► PAGES 20/23 La Commune de Paris et les mouvements en province

### FÉMINISME

► PAGES 24/25 Des violences aux femmes à la violence des femmes ?

### NOTE DE LECTURE

► PAGE 26 1918, un monde en révolutions : une révolution oubliée en Alsace-Lorraine

### INTERNATIONAL

► PAGES 27/30 A quel moment le Mexique a-t-il été foutu ?  
► PAGE 31 L'Algérie au temps du hirak : marches ou grèves ?

► PAGES 32/36 Lutte et répression dans le Maroc de Mohammed VI + Rencontres libertaires du Quercy

## CORRESPONDANCE

OCL c/o Egégore  
BP 81213 - 51058 Reims cedex  
oclibertaire@hotmail.com

Pour plus d'information, visitez notre site

<http://www.oclibertaire.lautre.net/>

COURANT ALTERNATIF  
n°310 - mai 2021

Mensuel anarchiste-communiste  
COM. PAR. 0625 G 86750

Pour les seules obligations légales  
DIR. PUBLICATION  
Nathalie Federico  
Imprimerie des moissons, Reims  
Imprimé sur papier recyclé  
Mise en page avec Scribus



## Et gare ! à la revanche.

À l'approche de la fête des travailleurs, dans un climat de commémoration de la Commune de Paris, l'idée d'un renouveau du mouvement social en cette seconde année de crise sanitaire du capitalisme semble poindre à l'horizon. Toutefois le constat sur la situation des luttes reste amer et les nombreux appels incantatoires à la solidarité venus de tous les coins de la gauche n'attirent pas le chaland. Certains y voient les conséquences de la pandémie sur nos vies, mais aussi des mesures coercitives du gouvernement qui limitent les possibilités de s'organiser. Ces explications sont-elles valables ? Rien n'est moins sûr, d'autant que le reflux de la conflictualité dans l'Hexagone est antérieur au virus. Le mouvement des GJ n'était-il pas déjà la traduction d'un désespoir latent d'une partie des plus précaires, face aux conséquences des décisions prises par les deux derniers gouvernements. Mais depuis la fin de ce mouvement, hors l'habituelle ritournelle de quelques-uns qui aiment se mirer dans leur propre agitation et se prendre pour une avant-garde, la rue reste désespérément sourde à tous les appels. Pourtant l'actuel gestionnaire du capital embusqué au n°55 de la rue du Faubourg-Saint-Honoré y aura mis du sien avec ses amis depuis plusieurs mois, entre multiples provocations islamophobes, loi sécuritaire ou sur le séparatisme, fake news, casse sociale (future réforme de l'assurance chômage), rien n'y manque. La colère devrait être là, mais c'est la sidération qui domine. Il y a peut-être des explications très matérialistes derrière ce mutisme des «premiers de corvée» qui se moquent bien des journées de mobilisation sans perspectives et du dandinement des bureaucraties syndicales. Quant aux petits patrons pleurnichards et à la réouverture des terrasses, il n'y a que la social-démocratie et les classes moyennes pour s'en émouvoir. Face à la situation actuelle, pour les prolétaires les préoccupations sont ailleurs, surtout quand le chômage menace d'en jeter plus d'un dans la galère. Ajoutons que c'est les femmes précaires des quartiers populaires qui paient déjà l'addition la plus lourde. Ils et elles n'ont que faire de la sauvegarde de la vie d'avant et des loisirs des nantis.

Il est bon de rappeler aussi que la pandémie ainsi que la poursuite des attaques du gouvernement contre le monde du travail n'ont fait qu'assombrir toutes perspectives d'avenir. Surtout que le capital peut dormir en paix, s'il y a bien une chose que sait faire son gestionnaire passé par les bureaux du parti socialiste, c'est la «guerre sociale» pour sa propre classe d'exploiteurs. Il n'y a qu'à voir comment son gouvernement fait couler l'argent à flot depuis des mois et des mois pour le patronat, alors qu'on nous disait qu'il n'y avait pas «d'argent magique». Il tente même de nous enfumer en essayant de naturaliser la pandémie pour mieux justifier les restrictions incohérentes et faire taire toute critique du productivisme venant des exploités. Le but final étant de faire accepter aux travailleurs-euses que c'est elles et eux qui doivent payer la crise sanitaire mondiale du capitalisme. On comprend mieux ainsi pourquoi celui qui vantait les «premiers de cordée» se met soudainement à nous parler d'unité et de «patriotisme républicain». Le démagogue en chef souffle sur les braises du nationalisme pour mieux dissimuler la politique de classe de son gouvernement. On reconnaît bien là la matrice rance du «chevènementisme» dans les discours et les décisions prises au sein du conseil restreint du monarque. Finalement, les arguments des rabatteurs de la social-démocratie sur le

péril de la montée des idées d'extrême droite apparaissent comme ridicules, puisque celles-ci sont déjà au pouvoir. Il suffit de voir avec quelle énergie l'administration (f)rançaise traque les sans-papiers ou s'attaque aux foyers immigrés pour s'en convaincre.

De cette situation, la bourgeoisie ensauvagée se frotte les mains, d'autant que le pouvoir actuel semble déterminé à imposer «quoi qu'il en coûte» le projet d'une «société de vigilance» basée sur le sécuritaire, la surveillance tous azimuts notamment numérique, l'infantilisation des travailleurs, la culpabilisation des privés d'emplois et la traque des «séparatistes». Ce que l'on retient surtout de ce délire est qu'il s'agit de faire en sorte que rien n'entrave la croissance des profits, qu'importent les conséquences sur nos vies (pollution des eaux, destruction de la forêt, pandémies...). Pour faire taire les grincheux et les récalcitrants, le jupitérien opportuniste n'hésite pas à jouer de la surenchère médiatique du bon père de famille et à faire donner de la seringue à tour de bras dans les «vaccinodromes». Il n'en oublie pas non plus sa future réélection en multipliant les effets d'annonces, afin d'escamoter ses errements en matière de lutte contre la Covid-19 et la concrétisation des promesses pour le secteur de la santé qui se fait attendre.

Ce tableau moisi pourrait nous faire désespérer, d'autant qu'un renouveau des luttes à l'international n'est pas à l'ordre du jour, à l'exemple de ce qui se passe au Maroc. Pourtant, si on regarde de plus près et que l'on fait un pas de côté, il ne sert à rien de s'arc-bouter sur une posture pessimiste. En effet, loin d'avoir sombré dans la paralysie totale, les travailleurs (avec ou sans syndicat) n'ont pas déserté les combats qui les concernent directement. Ainsi, on voit l'augmentation des grèves de livreurs et leur tentative de s'auto-organiser, comme en témoigne l'article sur Uber Eats à Boulogne-sur-Mer publié dans ce CA. Il ne faut pas non plus oublier les occupations des théâtres qui ont éclos un peu partout, ainsi que la multiplication des initiatives qui sont prises contre le capitalisme et ses nuisances. De même, proche de l'hexagone, en Algérie, on voit la reprise du hirak qui fait trembler l'ordre social d'un régime allié à la France.

Au final, si on est sûr d'une chose, c'est que le virus n'a pas congelé la lutte des classes; c'est cela qui nous réchauffe le cœur. D'autant que la pandémie aura bien mis en lumière que la socialisation de l'ensemble des hommes et notamment des prolétaires par le capitalisme est achevée, sous-entendant par là qu'une révolution sociale pour son abolition devient à nouveau pensable et que celle-ci sera forcément sans-frontières. Gare à la revanche !

OCL Strasbourg 30/04/2021

# Vaccinodromes et résilience

**«Nous avons sonné la mobilisation générale pour que nous allions encore plus vite, pour vacciner sans relâche, tous les jours y compris les week-ends» déclarait le Premier ministre lors d'une de ses allocutions.**

## Vacciner encore et toujours

Après l'impréparation de la politique gouvernementale dans la campagne de vaccination, le gouvernement français ouvre enfin des «vaccinodromes». L'heure n'est plus à l'annonce quotidienne du nombre de décès du Covid 19 mais au nombre de personnes vaccinées par jour. Pour faire accepter sa politique, il n'utilise pas de la peur comme hier, mais de confiance et d'espoir. Alors que depuis décembre, l'Allemagne vaccinait des centaines de milliers de personnes, en France où il n'était pas question que ces «supermarchés de la vaccination» voient le jour, seules quelques centaines de personnes avaient accès aux vaccins. Quatre mois après l'Allemagne, le gouvernement charge au pas de course et seringue en l'air. E. Macron, pour bien marquer qu'il décide seul, a mobilisé l'armée, en renfort pour la circonstance. Et quel meilleur décorum pour accompagner ce nouveau plan de bataille contre le Covid 19, que de situer l'ouverture du premier «vaccinodrome» au stade de France à Saint Denis, département le plus touché par l'épidémie.

Belle opération de communication censée masquer son changement de stratégie pour la suite de sa politique en la matière. Cette réorientation n'effacera pas les cafouillages logistiques, les retards de livraison de doses, ou même les erreurs de lieux à livrer en priorité.

## Silence, ils re-re-confinent

Fin janvier 2021, contre l'avis de nombreux scientifiques, Macron refusait d'envisager un nouveau confinement. Réalité oblige, dès le 19 mars, 16 départements, dont toute l'Île de France, étaient re-re-confinés pour les semaines à venir. Le président qui avait misé et joué notre santé sur l'opportunité du «trou de souris» s'était planté. La pandémie, annoncée et redoutée par les scientifiques, regagnait du terrain. Le confinement allait être généralisé, les vacances scolaires avancées pour aider à sa mise en place. Devant ce re-

tournement de politique sanitaire, le Premier ministre ne parlera pas de nouveau confinement mais de «mesures de freinage» contre la nouvelle propagation du virus. Et, pour faire accepter ce nouveau dispositif répressif à la population, le «Dedans avec les miens, dehors en citoyen» sera claironné partout.

Loin d'avoir une réelle stratégie de prévention des populations, le président et son gouvernement ont privilégié l'économie pour ne pas freiner la reprise, pour ne pas perdre «l'essentiel» cher au patronat qui redoute la concurrence. E. Macron refusait ce troisième confinement pour maintenir coûte que coûte l'activité économique, tel que le préconisait le patron du MEDEF: «Il faut faire en sorte que l'économie subisse le moins possible les conséquences des restrictions sanitaires». En misant sur cette infime possibilité offerte par ce «trou de souris», le président visait aussi l'élection présidentielle de 2022.

## Résilience

Le président et le gouvernement occupent plus que jamais les médias et y tiennent aujourd'hui des discours positifs, voire ambitieux. Ils gagnent du temps et laissent entrevoir un bout du tunnel, des lendemains qui chanteront pour bientôt: le joli mois de mai. Pour effacer doutes et critiques de ses électors, quoi de plus simple et pratique que de replacer l'armée: ce symbole d'unité de la nation et de la République. Après les pompiers, les vétérinaires... E. Macron implique les militaires dans la bataille de vaccination. «Plus il y a de corps professionnels, de compétences qui s'ajoutent mieux c'est...» nous expliquera A. Fischer le président du conseil d'orientation de la stratégie vaccinale. Et, le ministre de la Santé O. Véran de nous briefer: «Le service des armées va travailler à développer un certain nombre de grands centres de vaccination...». Ce à quoi les soignants rétorquent que c'est de «plus de doses pour vacciner dont ils ont besoin».

Cela n'est pas sans nous rappeler mars 2020: le président sur le terrain s'affichant devant les tentes militaires, avec l'hôpital de Mulhouse comme cadre d'action concertée et médiatique. Les tentes militaires trônaient devant l'hôpital, le porte-hélicoptère «Mistral» faisait route vers le sud de l'océan Indien et l'autre porte-hélicoptère «le Dixmude» croisait vers les Antilles. En fait l'Élysée redéployait ses forces armées comme au temps des colonies. Et si cette mission baptisée «Résilience» se voulait humanitaire pour porter secours aux soignants et populations d'outre-mer, elle comportait une clause plus discrète qui spécifiait: «de soutenir les forces de sécurité intérieure dans des missions de protection de sites sensibles ou de réassurance des populations»; une clause sans doute reconduite aujourd'hui, y compris pour la métropole, avec la même discrétion.

Et, aujourd'hui encore, l'armée nous rappelle que nous sommes en guerre contre le virus et que l'union nationale est nécessaire pour la gagner. Il est vrai que depuis le début de l'épidémie, les scandales et men songes en tout genre du pouvoir ont mis du plomb dans l'aile à cette unité nationale tant recherchée. Le président peine à conserver son électorat. Par ailleurs, l'état-major a aussi besoin de rehausser son prestige quelque peu terni par ses déboires en opérations extérieures notamment au Sahel.

La prestation de Mulhouse n'est plus qu'un vague souvenir. Les soignants qui se faisaient applaudir au «20 heures» et aux balcons, ont été dénoncés comme propageant le virus parce qu'ils/elles refusaient un vaccin douteux. Ils sont devenus les boucs émissaires pour camoufler la faillite vaccinale du gouvernement en manque de doses non fournies par les trusts pharmaceutiques. Quant à la population, elle attend toujours les concrétisations des déclarations du même président qui promettait alors des investissements massifs pour la Santé publique.



Vaccinodrome

### ***Vacciner Vacciner***

Nouveau plan de bataille du président, vacciner 30 millions de personnes d'ici l'été. Il est vrai que le temps électoral s'accélère contre lui et que le cap des cent mille morts a été dépassé. La France est sur le podium européen derrière la Grande-Bretagne puis l'Italie. Ces «vaccinodromes» deviennent les vitrines de la nouvelle politique sanitaire présidentielle. Cette campagne doit réussir à faire oublier les passifs et les attermoissements de la politique sanitaire menée jusqu' alors. Le président dirige, s'agit avec l'armée à ses côtés, mais ne répond pas aux problèmes de fond posés par les revendications des soignants. Toujours pas d'embauche dans les hôpitaux, mais encore des suppressions de lits. Toujours pas de salaires à la hauteur de la tâche mais des conditions de travail toujours aussi dégradées. En cette période de pandémie et de confinement, E. Macron préfère répondre à la demande policière et promet l'embauche de dix mille policiers et gendarmes qui seront plus utiles pour sa réélection. Pendant que le président s'affiche et s'épanche sur l'insécurité des français et que sa ministre M. Schiappa veut des «quartiers sans relous», les doses de vaccin se font attendre obligeant certains centres de vaccination à fermer. Un manque de vaccin qui résulte de la concurrence acharnée

entre les groupes pharmaceutiques qui protègent jalousement leur brevet, accompagnés par le protectionnisme nationaliste qu'affiche chaque gouvernement.

Le gouvernement, le président, la bourgeoisie savent bien que la production de vaccins dépend avant tout du bon vouloir des trusts capitalistes qu'ils soutiennent et des réseaux complexifiés de fabrication que ces derniers ont mis en place; des réseaux de production à bas coût qui assurent leurs profits. Le prix du vaccin Pfizer est passé de 12 euros à 15 euros. L'Union européenne, qui signe pour 900 millions de doses, le paye à 19,50 euros. On peut estimer les profits engrangés par le trust autour de 15 milliards pour 2021.

### ***France d'en haut et France d'en bas***

Alors que les personnes qui ne suivent pas les injonctions sanitaires du confinement sont immédiatement verbalisées, le gouvernement reste inactif lorsqu'il s'agit d'imposer aux laboratoires d'honorer leurs contrats, de tenir leurs engagements, une indulgence qui se chiffre à une centaine de milliers de morts aujourd'hui en France. Il est sans doute plus facile de dénoncer et réprimander des jeunes fêtards à Marseille que d'attaquer les profits des actionnaires qui se gavent. Cette «France d'en haut» s'offre des agapes

à 500 euros dans des restaurants clandestins, mais s'offusque contre la délation, et dénonce le populisme dès lors qu'une chaîne de télévision les surprend. La sénatrice LR qui s'est faite épinglée par Médiapart à la sortie d'un restaurant nous assure: «Il s'agit d'un repas d'affaires» puis d'ajouter: «Vous ne savez pas ce que sont nos journées de travail». Pendant ce temps, sur une plage de Montpellier, un couple et son jeune enfant sont verbalisés pour un pique-nique et un coup de «rosé», d'une amende de 450 euros. Les étudiantes, les précaires ne savent pas comment se nourrir. Les personnes pour qui le télétravail n'est pas possible n'ont plus de cantine et mangent le midi là où ils peuvent dans les parcs, leur voiture... Eux non plus ne savent pas! Et, toute cette «France d'en bas» ne doit pas savoir non plus ce qu'endure la sénatrice, ses collègues, la bourgeoisie, cette «France d'en haut» contrainte à la clandestinité pour garder son train de vie.

Décidément devant de tels dénis, de tels cynismes, se débarrasser au plus vite de cette «France d'en haut» est aussi urgent que d'éliminer le virus.

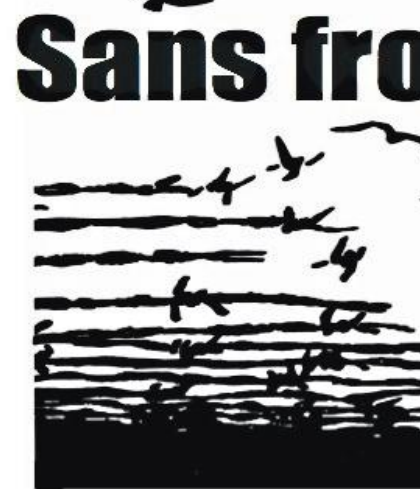
**MZ.Caen ; 15 04 2021**

## Vive tension dans les îles Canaries

Ce bout de territoire espagnol est redevenu une route migratoire importante du fait du blocage partiel et surtout du danger que représente la mer Méditerranée (voir plus bas). Mais sur ces îles, le gouvernement espagnol (socialiste!) empêche tout transfert vers l'Europe continentale tandis que les conditions de vie dans les camps sont détestables: manque de vivres, d'équipements, promiscuité, etc. C'est dans ce contexte que des affrontements entre migrants, mais aussi avec la police antiémeute ont eu lieu, début avril, dans le camp surpeuplé (plus de 1 500 personnes) de Las Raices, sur l'île de Tenerife. Huit personnes ont été arrêtées et plusieurs ont été blessées. L'État espagnol, responsable de cette situation humanitaire alarmante, répond que par la matraque et la menace. En effet, toute personne ayant participé à l'émeute ou voulant encore se rebeller sera expulsée immédiatement. Cela est

rendu possible par une diplomatie très volontariste de Pedro Sanchez qui multiplie les contacts avec les pays africains pour signer des accords binationaux. Récemment, il est allé rencontrer le président sénégalais pour signer un contrat: l'Espagne investit dans l'économie et dans le sécuritaire en échange de quoi le Sénégal doit retenir ses migrants quitte à les enfermer. Dans cette ambiance autoritaire, une petite victoire juridique a quand même fait un pied de nez aux mesures étatiques. Un juge de Las Palmas, aux Canaries, vient de rendre un jugement favorable auprès de migrants, demandeurs d'asile, qui avaient été bloqués à l'aéroport alors qu'ils avaient un billet pour Barcelone. Ils pouvaient rejoindre le continent s'ils «prouvaient [leur] identité avec un passeport» ou avec une «demande de protection internationale». Mais encore faut-il que cette décision fasse jurisprudence, ce qui est très compliqué dans les faits.

Source: Infomigrants



Réquisition place de la République - Paris

## Occupation éclair de la place de la République

Cette fois-ci, pas de charge policière comme en novembre dernier. A l'occasion de la «Nuit de la solidarité», le 25 mars dernier - opération annuelle de recensement des sans-abri - des associations regroupées dans un «collectif réquisitions» ont rassemblé quasiment 500 migrants sur la place parisienne dont une majorité de familles. Ce collectif avait déjà organisé l'occupation de l'hôtel-Dieu et d'une école maternelle (voir nos anciennes rubriques). Cette fois encore, elles ont réussi à s'imposer et obtenir des négociations avec les autorités (mairie et préfecture). Dans la nuit, des bus sont arrivés et une mise à l'abri a été obtenue pour tous les exilés présents. Déculotté, Darmanin a craché son venin dans les infos matinales en qualifiant d'irresponsable cette action en plein confinement. Vite de nouvelles occupations !

Source: Utopia 56

## Grève des avocats à la CNDA

C'est la Cour Nationale du droit d'Asile qui est le dernier recours juridique disponible quand un exilé a été débouté par l'OFPRA. Le 6 avril dernier, les avocats qui défendent les dossiers des déboutés ont fait grève pour dénoncer une véritable justice d'abattage. Au profit de la crise COVID et face à un engorgement des services faute de personnels suffisants, bon nombre de jugements se font sans avocats ni plaignants ! C'est alors que, par exemple, un couple d'homosexuels nigériens se voit refuser l'asile et est menacé d'expulsion dans un pays où franchement ils risquent leur peau. Face à cette situation inédite, un courrier d'avocats mobilisés a été adressé à la Défenseure des droits. Affaire à suivre.

Source: le Canard enchaîné

## Petite victoire contre la PAF de Menton

Dans notre rubrique du mois de février, nous avons longuement parlé des agissements de la police aux frontières mentonnaise, particulièrement violente: enfermement des migrants dans un vulgaire agelco pour un renvoi systématique à la frontière italienne, peu de nourriture ou d'eau, brimades, non respect du droit d'asile, etc. Début mars, le tribunal administratif de Nice a demandé à la préfecture des Alpes-Maritimes de permettre aux associations humanitaires - dont Médecins du monde et l'Anafé (association nationale pour l'assistance aux frontières pour les étrangers) - d'accéder aux préfabriqués de la PAF de Menton. Mais le diable se cachant toujours dans les détails, le référé judiciaire oblige le préfet à permettre un «accès ponctuel aux locaux». Rien sur la fermeture du lieu réclamée par les associations d'aide aux migrants.

Source : Infomigrants

## Prison ferme pour rébellion dans le CRA de Menil Amelot

En janvier dernier, une partie du CRA du Mesnil-Amelot - à côté de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle - était partie en flamme suite à la révolte de quelques enfermés. Ils venaient d'apprendre la prolongation de leur rétention au-delà des 3 mois légaux suite à un refus de test PCR. Des heurts avec la police avaient eu lieu marquant la détermination pour sortir de ce trou. Pour faire face à la répression, un collectif de soutien aux 7 inculpés s'est constitué en lien avec l'Assemblée contre les CRA Paris-IDF. Une réunion publique et une cantine ont été organisées pour préparer l'audience du 5 mars au tribunal de Meaux. Au petit matin, des dizaines de soutiens se sont rassemblés devant le tribunal, mais à cause de la jauge COVID, ils n'ont pas pu entrer. Ne se déclarant pas vaincus, ils ont organisé à une quarantaine, une manif pêchue dans les rues de la ville. Pour l'audience, une défense collective avait été décidée selon l'idée suivante: ne jamais parler des faits, ne pas rentrer dans le jeu de la justice qui essaie de

rendre coupable individuellement, mais plutôt démontrer que les seuls responsables sont l'État et le système judiciaire qui prolongent les rétentions administratives. Tous les inculpés ont tenu la ligne et n'ont pas répondu aux questions des juges et du procureur. Les avocat-es de leur côté avaient préparé des plaidoiries sur les conditions de rétention dantesques malgré la situation sanitaire et avaient souligné des vices de procédure. Mais cela n'a pas suffi quand on sait que le juge ce jour-là était l'ancien juge des libertés et de la détention du Mesnil-Amelot, connu pour être une caisse enregistreuse des décisions du Parquet. Sur les 7 inculpés, la plupart ont été condamnés à des peines de prison ferme, de quatre à seize mois, à l'exception d'une personne qui était sous contrôle judiciaire et qui a pris douze mois avec sursis. On retiendra ces paroles du juge: «nous ne sommes pas à une tribune politique (...) l'incendie de bâtiment public est absolument inacceptable. Si on tolère ça il n'y a plus de limite, après on peut mettre le feu à l'Arc de triomphe». Nostalgie des gilets jaunes quand tu nous tiens ...

Source : À bas les CRA



Départ du SEA EYE 4



## Nouveau navire de sauvetage en Méditerranée

L'association allemande Sea Eye vient de lancer son nouveau navire, le Sea-Eye 4. Il s'agit d'un bateau rénové et équipé pour le sauvetage avec notamment un mini-hôpital qui sera en mesure de traiter les malades atteints du coronavirus. Cette nouvelle initiative est portée par le collectif «United4Rescue» qui regroupe 744 partenaires, dont Médecins sans frontières (MSF), la Confédération allemande des syndi-

cats (DGB) ou encore la gauche radicale allemande Die Linke. Côté financement, une grande partie de l'argent vient de l'Église protestante allemande. Le navire est attendu sur la zone de détresse et de sauvetage (SAR zone) au large de la Libye, fin avril. À l'heure de l'écriture de ces lignes, seul l'Ocean Viking – de l'association française SOS Méditerranée – est en action. L'Open Arms – de l'ONG catalane Proactiva Open Arms – est bloqué dans un port sicilien pour une quarantaine de 14 jours à cause du contexte sanitaire; le Alan Kurdi – qui appartient aussi à l'asso-

ciation allemande Sea Eye – est en opération de maintenance. Enfin, le Sea Watch 3 – de l'association allemande éponyme – est bloqué par les autorités italiennes pour manquement aux normes de sécurité maritime (manque d'extincteurs, etc.). Quant au bateau «Louise Michel» affrété par l'artiste Banksy, il n'y a pas eu de sauvetages récents et sur son compte twitter, il semble à quai. Une chose reste constante, les gouvernements – italiens en tête – mettent des bâtons dans les roues à ces différentes initiatives associatives tandis que des gens continuent de mourir. Le 22 avril dernier, plus de 100 personnes se sont noyées faute de se-

cours. L'association Alarm Phone – qui assure une veille téléphonique d'urgence – dénonce un scandale d'État: côté libyen, les gardes-côtes ont refusé de prendre la mer à cause du mauvais temps tandis que l'agence européenne de surveillance Frontex a attendu 7 heures avant d'envoyer un avion de reconnaissance et de donner l'alerte. Pour rappel, depuis le début de l'année, au moins 292 migrants se sont noyés; en 2020, c'était 1 200 morts, ce qui en fait, selon l'ONU, la route migratoire la plus meurtrière du monde.

Source : Infomigrants, France 24

## L'Outre-mer reste un territoire «d'exception»

Une exception sécuritaire et répressive servit par des lois «adaptées», lointain héritage des pratiques coloniales. Nous concernant, il s'agit du non-respect du droit d'asile, en particulier dans le 5e département d'Outre-mer: Mayotte ! Une affaire vient d'être portée au Conseil d'État par la Cimade et pour une fois, cette justice administrative vient de condamner son employeur pour atteinte au droit d'asile. Cela concerne une femme originaire du Burundi qui vit

sans ressource avec son fils à Mayotte depuis janvier 2020: plus de logement, ni d'aide alimentaire. Derrière le fait divers, c'est en fait une situation générale qui est mise en lumière. À Mayotte, il n'y a pas d'allocation pour demandeur d'asile (ADA), elle est remplacée par des bons alimentaires qui dans la pratique ne sont distribués que pendant 6 mois. Pour le logement – supposé être une obligation légale de l'État – sur environ 3000 demandeurs d'asile en instance, il n'existe que 105 places d'hébergements. Or, du fait de la distance avec l'OFPRA (Office

français de protection des réfugiés et apatrides) et la CNDA (Cour nationale du droit d'asile) situés en métropole, les procédures sont très longues. Logiquement, cela entraîne le développement des bidonvilles sur l'île, comme cette femme burundaise qui a dû vivre des mois durant avec son enfant, dans une cabane surpeuplée, sans eau, ni électricité. Le Conseil d'État vient d'obliger l'État à lui verser sans délai une aide matérielle, la décision est portée en appel...

Source : Cimade

## Des bateaux de quarantaine au large de l'Italie

On reste au large avec cette fois-ci des bateaux bien autorisés à flotter par le gouvernement italien, mais pour enfermer des migrants. Cela a commencé, l'année dernière, en avril 2020 quand l'administration italienne (ministères et protection civile) a lancé des appels d'offres auprès des sociétés de croisières pour réaffecter leurs navires – bloqués à cause de la pandémie – pour des mises en quarantaine. À l'intérieur de ces mastodontes flottants, c'est la Croix-Rouge qui gère l'enfermement selon le principe suivant: tout le monde est soumis à un test, les «négatifs» sont mis quand même en quarantaine pendant 15 jours tandis que les «positifs» doivent attendre jusqu'à ce qu'ils soient guéris. Cette mesure a souvent pour consé-

Navire Azzurra qui enferme 700 migrants



quence de rallonger la quarantaine, car du fait de la promiscuité les personnes négatives se retrouvent souvent contaminées. Au total, cinq bateaux ont été affectés à cet isolement sanitaire, mais depuis on observe un glissement du sanitaire vers un enfermement administratif pur et simple. Ainsi des navires sont devenus de véritables «hots-pots» c'est-à-dire des centres de tri où on peut décider le renvoi direct d'une personne sans-papier notamment les personnes d'origine tunisienne, car un accord a été signé entre les deux pays. Le marchandage est le suivant: l'Italie finance la Tunisie pour la gestion de ses migrants, mais aussi refourgue ses poubelles qui offre un marché des déchets en échange de quoi, les sans-papiers tunisiens sont renvoyés systématiquement. La métaphore filée du déchet est cynique. Aujourd'hui, environ 8 navires affectés par l'entreprise GNV (Grandi Navi Veloci) font ce sale boulot de détention administrative offshore. L'Italie rejoint l'Australie dans ce type de «gestion à la Ellis Island» - île en face de New York où les migrants étaient mis en quarantaine avant d'être autorisés ou pas à aller sur le continent selon les besoins de main-d'œuvre. Depuis des navires de quarantaine sont aussi apparus au large de

Malte et de Lesbos en Grèce. Dans ce contexte, des luttes d'enfermés ont émergé. Le 11 août dernier, une manifestation a eu lieu sur le bateau Azzurra pour dénoncer les conditions de détention en lien avec une autre mobilisation à Lampedusa - où sont passées la plupart des personnes enfermées. Le 21 novembre, pendant l'accostage du ferry Rhapsody, des migrants ont réussi à se faire la belle en empruntant une échelle de corde. La dernière mobilisation date du 15 mars lorsqu'un groupe de Tunisiens a bloqué un pont du ferry et a diffusé des vidéos qui montrent les conditions d'enfermement. Depuis leur mise en place, les bateaux quarantaine ont déjà tué trois personnes : au mois de mai, une personne tunisienne se suicide en se jetant depuis le pont du bateau Moby Zaza ; en septembre Abdallah, un mineur migrant, meurt à l'hôpital de Palerme de tuberculose, suite au manque de soins à bord du bateau où il était enfermé, tandis que quelques semaines plus tard, en octobre, Abou, âgé de 15 ans, meurt au bout de 15 jours de quarantaine à bord du bateau Allegra, à cause là aussi d'un manque de soins.

Source : À bas les CRA qui reprend des articles de presse italiens

# Les revendications des foyers immigrés

*En proie à des attaques incessantes depuis une trentaine d'années, les foyers sont actuellement en pleine restructuration. Ils sont progressivement transformés en «résidences sociales», ce qui change beaucoup de choses. De fait, les attaques dont ils sont victimes sont à relier à l'ensemble des attaques contre l'immigration.*

*Pour expliquer ce qui se passe, je vais reprendre l'exemple du foyer des Ardoines à Vitry s/Seine, pas parce que ce foyer est historiquement connu, nos lecteurs les plus anciens se rappellent certainement de l'affaire du bulldozer de Vitry, quand le PCF s'était opposé à la construction du foyer à coup de bulldozers en décembre 80 <sup>(1)</sup>, mais parce que les résidents s'opposent à leur relogement en «résidence sociale» et que leurs revendications sont très claires. Cet article est rédigé en avril, mois qui a été fixé pour leur déménagement vers une «résidence sociale». Les citations proviennent du tract des résidents.*

## Les conditions du relogement

Tous ne sont pas relogés, et c'est le premier problème. En effet, les lits se transmettent familialement. Il y a des remplaçants qui paient les lits des membres de leurs familles partis à la retraite. C'est une pratique qui s'est imposée petit à petit et qu'on peut aujourd'hui considérer comme un acquis informel. Or, bien sûr, ces remplacements ne sont pas reconnus par l'organisme qui se réserve le droit de choisir les occupants (mais qui en attendant encaisse quand même les loyers!). Le relogement de ces «remplaçants» n'est pas prévu. De même que celui de ceux qui sont provisoirement coincés chez eux du fait de la situation mondiale. C'est une revendication aussi vieille que les luttes autour du relogement.

Comme le dénonce le tract des résidents, les «résidences sociales» sont un véritable racket: 450€ pour 15m2 là où le prix moyen du logement par mètre carré (en logement social) est de 6,89€. Le tout pour ne même pas bénéficier des droits d'un locataire.

Le tout aussi alors que l'entretien laisse souvent à désirer comme l'énoncent en creux les revendications: «fourniture des services contractuellement à la charge d'Adef, chauffage, eau chaude, ventilation salubre, numéro d'astreinte pour corriger les pannes de courant ou d'ascenseur, sécurisation».

## Avoir les mêmes droits que tout locataire

C'est une revendication récurrente des foyers en luttes depuis longtemps, revendication qui concerne tous ceux qui sont logés en

meublés ou en hôtels. Les résidents n'ont qu'une seule clef et un seul badge, et les gestionnaires se permettent d'entrer faire des vérifications dans leurs chambres sans leur autorisation ni mandat d'un juge. D'où la revendication du «droit à une vie privée égal à ceux dont jouissent les locataires». Et les résidents poursuivent: «droit d'héberger qui on veut, pour le temps qu'il faut pour que la personne puisse faire une demande de logement en son nom; ceci concerne notamment les nombreux hébergés «sans papiers» dans le foyer». C'est là un des nœuds du problème. Sous couvert de rénovation de foyers effectivement insalubres et surpeuplés, c'est un véritable contrôle policier qui est instauré, et c'est un objectif officiel de la politique de rénovation des logements des foyers immigrés.

Peu de gens ont suivi et se souviennent du rapport Cuq, rapport parlementaire qui dénonçait les foyers immigrés comme des zones de non-droit et préconisait leur destruction dès 1996 et qui posait la première pierre d'une politique officielle jamais démentie depuis. Henri Cuq était un député RPR des Yvelines, ancien flic et RG, qui s'est aussi illustré depuis par un rapport sur la délinquance des mineurs en 2001 pas piqué des hannetons non plus. Le malheureux est mort en 2010 et n'a donc pas pu voter la loi sur le séparatisme, loi qui l'aurait comblé, lui qui dénonçait les foyers comme lieux de trafics en tous genres favorisés par un communautarisme mafieux.

## Être respectés y compris dans leur culture et leurs droits collectifs

Les nouveaux contrats interdisent de s'absenter sur une longue durée. Or souvent les travailleurs immigrés africains ou maghrébins cumulent leurs congés sur plusieurs années (ou prennent des congés sans solde) pour partir 4 ou 5 mois dans leur famille.

Évidemment, dans ces «résidences sociales», finis les commerces informels et notamment les cantines bon marché. Loin de trafics mafieux, les foyers étaient un lieu où on était sûr de manger bon marché, où on pouvait à toute heure se dépanner en dentifrice, savon, cigarettes, où on pouvait prendre un café et manger du maïs grillé... Ouverts toute l'année et sur une grande amplitude horaire, ils faisaient un peu fonction de restos du cœur et d'épiceries sociales, et servaient de mosquée pour le quartier.

Mais surtout, plus d'espaces collectifs autogérés. La cuisine collective permet de manger à ceux des résidents qui n'ont pas de revenu, d'autres se cotisant pour eux. Les salles communes servent de salles de prières, mais permettent aussi la tenue des réunions villageoises qui financent les projets de développement au pays, ou de n'importe quelles autres réunions, associatives ou familiales. Les foyers sont en effet aussi un repère et un lieu de rencontres pour les familles qui vivent dans des appartements.

Oh, il y a toujours des salles polyvalentes. Mais insuffisantes, pas de salles de prières, et surtout gérées

1. Pour un rappel de cet événement: <https://94.citoyens.com/2020/il-y-a-40-ans-a-vitry-sur-seine-le-foyer-malien-passe-au-bulldozer,24-12-2020.html>



Manifestation du 24 avril à Vitry en soutien au foyer

par le gestionnaire à qui il faut demander la clef et rendre des comptes. D'où une autre revendication: «Il faut que le comité de résidents puisse jouer son rôle de coordonnateur de cette vie collective par des conventions renouvelables permettant au comité de disposer des clefs des salles et d'en ordonner l'usage.» En effet, les travailleurs immigrés ont acquis avec des décennies de lutte sur le logement une organisation collective que bien des français-e-s pourraient leur envier. Ils élisent des comités de résidents qui sont réellement représentatifs à la différence des associations de locataires souvent peu connues et mal implantées. Ils ont l'habitude de gé-

rer collectivement les différents aspects et soucis d'une vie quotidienne dans des bâtiments dont les habitants se comptent souvent par centaines.

Ce sont cette vie collective et la solidarité matérielle qu'elle permet qui sont dénoncées comme du communautarisme autrefois, du séparatisme aujourd'hui. Ce sont elles qui sont dénoncées comme des zones de non-droit. Pouvons-nous accepter sans rien dire qu'on enferme les immigrés qui ont laissé leur famille au pays dans des logements-prisons, qu'on leur interdise toute vie sociale ? Loin de se résigner à des ghettos, ces foyers sont aussi des lieux de solidarité ouvrière dont nous aurions à apprendre. Et c'est en

tant que lieux de solidarité qu'ils sont attaqués.

À Vitry, pour le moment, la situation est bloquée. Le gestionnaire, ADEF, et la préfecture refusent de négocier quoi que ce soit. Non seulement ils refusent la titularisation des remplaçants, mais par des expulsions ils ont fait tomber en 5 mois le nombre «d'officiels» de 516 à 454. Ils refusent toute dérogation à leur règlement intérieur, tout droit de regard des résidents sur le «restaurant social», etc. Ces derniers, avec ou sans papiers, ayant droit au relogement, remplaçants ou hébergés, restent unis pour refuser le déménagement. Un piquet permanent devant le foyer empêche les camions de déménagement de pénétrer (mais ceux qui veulent aller dans la nouvelle résidence le peuvent). Une manifestation sur le double thème du logement et des papiers a réuni pas loin d'un millier de personnes à Vitry le samedi 24 avril, ce qui est très bien pour une ville de banlieue. Ils ont même obtenu le soutien (du bout des lèvres) de la mairie. Il va maintenant falloir tenir longtemps pour obliger les autorités à céder.

Sylvie

## Réflexions sur la grève des livreurs Uber Eats à Boulogne-sur-mer

Nous publions ici un article paru sur le blog de *La Mouette Enragée* sur les actions des livreurs Uber Eats dont nous partageons les réflexions.

Pour une certaine fraction de la population urbaine, le désir de se faire livrer à domicile un repas préparé relève d'un acte anodin. Pourtant, à y regarder de près, ce geste simple s'inscrit au carrefour de multiples phénomènes qui en quelques années ont encore accentué l'emprise de la marchandise sur notre existence : exacerbation de l'individualisme, repli et

isolement sur la sphère domestique elle-même toujours plus réduite et colonisée par les technologies virtuelles<sup>(1)</sup>, tyrannie du temps mesuré, dépossession des savoirs et savoirs faire ...

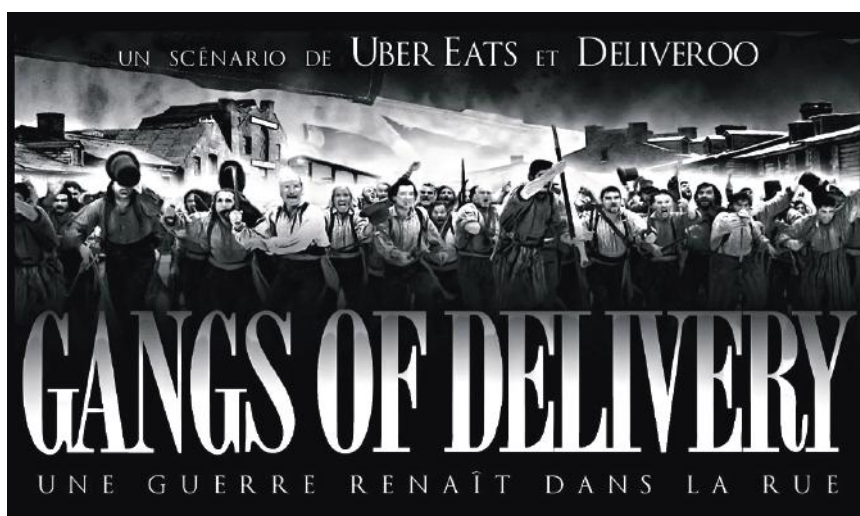
Ce glissement porte un éclairage pénétrant sur une époque dans laquelle la reproduction est devenue de par son élargissement une production

capitaliste à part entière. En l'absence de promesses de pro-fits escomptés grâce aux activités de l'industrie manufacturière, une frange du patronat à l'affût de gains instantanés bricole et recycle. Ainsi l'hybridation de la bicyclette et du calculateur numérique, du muscle, de la sueur et de l'immatérialité digitale jette une lumière crue sur la réalité d'un capitalisme de plateforme qui se pare des atours de l'hypermodernité et de la cool attitude.

### Des revendications ambivalentes

Dans le courant du mois de mars les livreurs boulonnais de la plateforme Uber Eats se sont mis en grève. Aux revendications mettant en cause leurs conditions d'exploitation, ils ajoutaient celle de l'arrêt du recrutement estimant que le nombre de livreurs était trop important pour la

1. L'expression «cellule familiale» ne s'est jamais tenue aussi près de la vérité pour dire la nature profondément carcérale de la famille qu'en ces temps de confinement



masse de tra-vail à se partager.

A elle seule, cette exigence pointe une ambivalence, celle de la représentation que se font ces gré-vistes de la position qu'ils tiennent dans les rapports de production et par conséquent de la nature de la revendication particulière qu'ils formulent. Vouloir refermer la porte derrière soi afin de se main-tenir dans une situation, aussi vulnérable soit-elle, n'est en rien exceptionnel. Depuis ses origines, l'histoire du mouvement ouvrier est ponctuée d'épisodes comparables. La plupart d'entre eux révèlent la faiblesse de la position qu'occupent les prolétaires à un moment précis au coeur du rapport de force qui les oppose au patronat. Néanmoins, espérer nouer une alliance contre nature, même ponc-tuelle revient à se laisser déposséder du peu de contrôle dont on dispose et ouvre à coup sûr la voie à des renoncements plus préjudiciables encore.

## Derrière le miroir aux alouettes

Illusionnés, peut-être, par leur statut juridique «d'indépendants» ou par la dissimulation de la figure patronale derrière les catégories du droit, les livreurs boulonnais estiment sans doute avoir leur mot à dire quant à la marche des affaires de leur employeur californien ; avec l'arrivée sur le port d'un nouveau donneur d'ordre, le londonien Deliveroo, nul doute que l'ambiguïté sera rapidement levée et la place occupée par chacune des deux parties en présence s'en trouvera parfaitement établie.

Que ce soit à Boulogne-sur-mer ou ailleurs, le recrutement massif des débuts n'aura été qu'un épi-sode transitoire momentanément amplifié par le confinement. Le nombre de livreurs en sureffectif accompagne désormais l'activité de ce secteur d'apparition récente. Un nombre restreint de plate-formes internationales se livrent entre elles à une guerre acharnée et exacerbent à leur avantage la mise en concurrence farouche de leurs prétendus «collaborateurs»<sup>(2)</sup>. La faillite de l'entreprise Belge Take Eat Easy a encore intensifié le phénomène<sup>(3)</sup>.

Comme n'importe quelle autre entreprise internationale, la plateforme ne saurait extorquer de la plus value et réaliser du profit sans légitimer sa pratique en formulant un discours idéologique qui aux premiers abords peut interpeller et séduire. Sans négliger par ailleurs la formidable capacité dont



font preuve ces idéologues à intégrer les critiques portées contre le travail salarié, à s'en nourrir pour finalement les retourner contre les travailleurs eux mêmes et ériger l'autonomie, la liberté et l'indépendance comme autant d'idéaux qu'ils se font fort de mettre à portée de pédalier.

Certains livreurs reconnaissent que la pratique d'une activité professionnelle en lien direct avec celle du sport compte dans les motivations qui les ont poussés à exercer ce type de job. De leur côté, les patrons des plateformes n'ignorent aucun des avantages qu'ils retireront en exploitant un imaginaire sportif qui mobilise physiquement et psychologiquement des pans entiers de la société, attise la concurrence et la compétition, promeut l'idéologie «du dépassement de soi».

## Jouer collectif ou disparaître

Mais au passionné de deux roues des débuts, le plus souvent étudiant, s'est substitué un vivier plus jeune et plus précaire composé parfois d'adolescents ou de travailleurs sans-papier, dans lequel le patronat du secteur puise jusqu'à satiété soumettant cette main d'oeuvre à un turnover ininterrompu ; désormais, un livreur demeure en moyenne six mois en activité sur une plateforme<sup>(4)</sup>. Quand aux femmes, elles sont sous représentées et endurent plus qu'à leur tour les remarques et les comportements déplacés ou sexistes des restaurateurs ; quand elles ne supportent pas en prime ceux de leurs propres équipiers ...

Depuis quelques temps, la rémunération, formulée en terme de «chiffre d'affaire» de ces «auto-entrepreneurs», ne cesse d'être revue à la baisse par les authentiques patrons du secteur. Demeurant encore, pour un temps au moins, un espace à défricher, l'exploitation de la main d'oeuvre s'y réalise autant sur le mode absolu que relatif. Soumis au contrôle direct de l'algo-

rithme le coursier se devra de travailler à la fois plus vite et plus longtemps pour obtenir en contrepartie une rémunération qui ne cesse de diminuer. A la fin du mois, la plupart d'entre eux sont loin d'approcher le Smic et pour rester dans la course certains mécanisent leur pratique et délaissent le vélo au profit du boos-ter. Le temps mesuré du capital menace l'intégrité physique du livreur, le nombre de blessés ne cesse d'augmenter et six coursiers ont trouvé la mort sur le bitume ces deux dernières années.

## S'organiser collectivement et à l'international

Les luttes de livreurs ont tendance à se multiplier et démontrent qu'il est malgré tout possible de s'organiser au sein des secteurs qui en apparence s'y prêtent le moins. Autre paradoxe et non des moindres, la revendication qui porte sur le statut juridique du travailleur. Louée au départ comme une alternative décontractée au rapport salarial, voilà que des «auto-entrepreneurs» réclament dorénavant la requalification de leur activité sous le régime du salariat; certains d'entre-eux ont d'ailleurs obtenu gain de cause aussi bien en France qu'en Grande Bretagne<sup>(5)</sup>.

C'est à l'échelle internationale que certains coursiers des plateformes ont décidé de porter leur action. En décembre 2019, un groupe de livreurs a rejoint Londres à vélo et rencontré des membres de l'IWGB l'Independent Workers Union of Great Britain<sup>(6)</sup> devant le siège de Deliveroo. Pour symbolique qu'elles puissent paraître ces rencontres n'en offrent pas moins une perspective plus émancipatrice pour l'ensemble des prolétaires que de s'en remettre à la «protection» du patron et à la loi du plus fort.

**Boulogne-sur-mer, le 17/04/21**

2. Des pratiques qui rejoignent parfois celles des mafieux. Les animateurs du Clap le Collectif des Livreurs Autonomes de Plateformes rapportent qu'à Lyon, des livreurs se plaignent que d'autres li-vreurs leur font la chasse : «J'y suis allez voir et effectivement je me suis fait coincer par 2 voitures. Ils m'ont menacé et dit de partir car : c'est leur terrain !» Pour en savoir plus sur le Collectif des livreurs autonome de plateformes : <https://fr-fr.facebook.com/clap75/> et [https://twitter.com/\\_clap75?lang=fr](https://twitter.com/_clap75?lang=fr)

3. Après avoir licencié leurs livreurs d'un simple clic de smartphone, les patrons d'Uber Eats travail-lent désormais à l'élaboration d'un nouveau modèle de vélo qu'ils pensent pouvoir écouler auprès des coursiers ...

4. Les animateurs du CLAP<sup>(1)</sup> analysent que la tarification à la course imposée par les patrons des plateformes «a entraîné de profonds changements dans la sociologie des coursiers».

5. «Le conseil de prud'hommes de Paris a requalifié en CDI les contrats liant deux coursiers à vélo à la société de livraison de repas Take Eat Easy, qui les rémunérait comme travailleurs indépendants».

<https://lexpansion.lexpress.fr/>

6. IWGB : <https://iwgb.org.uk>

# Combattre l'intoxication du monde

*La sensibilité environnementale s'accroît dans l'opinion publique: pollution, climat, déforestation, bétonisation... sont des thèmes récurrents de l'actualité nationale et internationale. Cependant, au-delà de la bien-pensance écologiste, de la croissance verte et durable, ou du catastrophisme comment penser et organiser une lutte globale contre le monde industriel et ses nuisances ?*

## Utiliser les outils du pouvoir ?

Dans *Courant Alternatif* de novembre 2020, nous faisons état du combat d'une association de quartier de Saint-Nazaire contre les pollutions industrielles, et comment avec d'autres associations de riverains de la zone industrialo-portuaire, elle était parvenue à révéler des chiffres alarmants sur la surmortalité par cancer et les surinfections respiratoires dans l'Estuaire de la Loire <sup>(1)</sup>.

À ce jour, ces associations <sup>(2)</sup> ont arraché aux pouvoirs publics la réalisation d'une étude de zone, à défaut d'une étude épidémiologique qu'elles réclamaient initialement.

Une étude de zone mesure les impacts des activités humaines sur les milieux et la santé. Son schéma est défini nationalement par l'INERIS, Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques. Placé sous la responsabilité du Ministère de l'Environnement, cet organisme est clairement au service des industriels: sa mission étant de conduire des recherches ou des études afin de prévenir les risques que les activités économiques font peser sur la santé, la sécurité des personnes, des biens ou de l'environnement. Par *prévenir* il faut comprendre *communiquer* pour rendre acceptables les menaces sanitaires et environnementales auprès des populations exposées.

Cette étude de zone prévoit de dresser **l'état des milieux** dans la zone et d'estimer s'il est compatible avec les usages qui en sont faits; **mesurer les risques sanitaires** en déterminant si les pollutions (et nuisances) observées constituent un risque préoccupant pour la santé de la population; **prévenir et gérer les risques établis**, envisager les actions à mettre en œuvre afin de préserver ou retrouver un état satisfaisant des milieux et ainsi diminuer l'impact potentiel sur la santé.

Pour cela un Comité d'orientation stratégique (COS) définit un programme de travail en concertation entre les représentants de 5 collèges:

administration (l'État), opérateurs publics ou privés (les industriels), collectivités territoriales, associations, personnalités qualifiées. C'est dans la définition même de ce COS que se situent les premières batailles: quels seront sa composition et son fonctionnement ? La seconde bataille concerne la définition même de la zone d'étude si sa superficie est limitée pour la faisabilité des études à 400 km<sup>2</sup>, les associations et les élus la revendiquent la plus large possible, alors que l'État et les industriels souhaitent la réduire à minima...

Suivront ensuite la question des financements et des éléments recherchés (types de pollutions: air, eau, sols...), du choix des laboratoires mandatés pour les études, puis de la communication des résultats et des propositions d'actions de prévention ou de réduction des risques. Le tout sur une durée d'au moins trois ans: 1 an pour déterminer le cadre d'étude et la méthodologie, 1 an pour la collecte des données et les campagnes de mesure, une troisième année pour analyser tout cela et savoir quoi en faire <sup>(3)</sup>.

Pendant ce temps, les dérogations pour l'utilisation de produits dangereux, les entorses au Code de l'environnement en termes de rejets atmosphériques ou aqueux se poursuivront. À noter par exemple que l'étude de zone estime l'exposition liée aux pollutions ambiantes, mais pas celle sur les lieux de travail. La santé au travail, celle des salarié-e-s des industries et du Port qui sont pourtant les premiers exposé-e-s est donc exclue. Il est fort à craindre pour les associations que cette victoire du dévoilement d'un problème de santé publique se transforme en étouffoir des revendications d'amélioration des conditions de vie et de travail. Si la question de la surmortalité n'est plus complètement dissimulée sous le tapis de la consommation d'alcool et de tabac, elle risque de se fondre dans des querelles d'experts qui tenteront de

démontrer qu'il n'y a rien de scientifiquement établi et que les corrélations entre pollution industrielle et santé publique sont trop complexes pour en tirer des conclusions sanitaires...

Dès lors, quel sens pour les associations de riverains à se retrouver dans un tel équipage ? La seule issue est d'espérer trouver un peu de grain à moudre pour alimenter les questions sur l'utilité sociale des procès industriels au regard de l'intérêt réel des populations, et pas seulement du développement économique et du bassin d'emploi. Si quelques brèches sont élargies de ce côté-là ce sera encore une avancée, mais au risque toutefois de réhabiliter l'État et son cortège de normes comme agent neutre œuvrant pour le bien public dans le respect des contraintes générales, et de déposséder encore plus les populations de leurs capacités politiques pour construire des alternatives à la soumission généralisée à l'industrie mortifère. C'est l'équilibre précaire du militantisme institutionnel.

## Multiplier les mobilisations ?

La dernière catastrophe industrielle d'ampleur dans l'Hexagone, l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen en septembre 2019, a remis concrètement la question du risque industriel sur le devant de la scène médiatique. Le confinement du printemps 2020 a de nouveau rendu visible une «nature», habituellement reléguée par l'urbanisme, l'industrie et le salariat. La pandémie de Covid est apparue pour beaucoup comme une des conséquences de l'artificialisation du monde. Dans ce contexte, un «Appel contre la réintoxication du monde» <sup>(4)</sup> a ainsi été lancé en mai 2020 par des réseaux autour de la ZAD de Notre Dame des Landes et à la faveur des mobilisations des jeunes pour le climat, ou des collectifs Extinction Rébellion:

«(...) de manière inédite dans le Capitalocène, les gaz à effet de serre ont diminué partout ou à peu près. Des pans de mer, de terres ont com-

1. Saint-Naz'air pollué, CA 304, novembre 2020 <http://oclibertaire.lautre.net/spip.php?article2459>

2. ADZRP (Donges), Association du Village de Gron (Montoir de Bretagne), Vivre à Méan-Penhoët (VAMP, St-Nazaire) et la LDH

3. Guide disponible sur internet décrivant plus précisément la démarche : <https://www.ineris.fr/fr/guide-conduite-etude-zone>

4. L'appel, le bilan des mobilisations et les appels suivants (17 novembre 2020, 17 avril 21) se trouvent sur le site <https://agir17.noblogs.org/>

mencé doucement à se désintoxiquer, tout comme l'air des villes suffoquées de pollution. Les oiseaux sont revenus chanter. Alors pour qui se soucie des formes de vie qui peuplent cette planète plutôt que d'achever de la rendre inhabitable, la pandémie dans laquelle nous sommes plongés, en dépit de tous les drames qu'elle charrie, pourrait aussi représenter un espoir historique. Nous avons paradoxalement vu se dessiner le tournant que l'humanité aurait dû prendre depuis bien longtemps: faire chuter drastiquement la nocivité globale de ses activités. (...)

Le gouvernement parle du mois de juin comme d'une "nouvelle marche" dans un déconfinement qui n'est pour lui qu'une remise en marche de l'économie et de la destruction du vivant. La seule «marche» sensée c'est au contraire d'agir concrètement pour l'arrêt des secteurs de productions les plus empoisonnants. Nous appelons donc à une première série de mobilisations simultanées le mercredi 17 juin.

Nous devons trouver des formes de mobilisations adéquates à la situation. Nous traversons une période où chacune d'entre elles peut avoir une portée décuplée. On peut initier beaucoup à peu, mais on doit aussi se donner les moyens d'être nombreux. Nous nous appuyons sur la ténacité des zads, la fougue des gilets jaunes, l'inclusivité et l'inventivité des grèves et occupations climatiques d'une jeunesse qui n'en peut plus de grandir dans un monde condamné. Nous agissons en occupant l'espace adéquat entre chaque personne et pourquoi pas masqués-e-s quand cela s'avère nécessaire pour se protéger les un-e-s les autres, mais nous agissons ! (...)



Cette «dynamique» a impulsé «les mobilisations du 17», celle du 17 juin 2020, puis du 17 novembre, et dernièrement celle du 17 avril 2021. Elles concernent une multitude de luttes locales très hétérogènes, visant aussi bien le développement de la 5G que les nuisances de cimenterie, en passant par l'installation d'entrepôts Amazon ou les défenses de jardins collectifs, la promotion du vélo, comme une multitude de luttes contre des grands projets inutiles et imposés (GP2I en novlangue acronymique) <sup>(5)</sup>.

Cependant une addition des luttes ne fait pas un mouvement, et le «localisme» conjugué à l'hétérogénéité des thèmes, comme des formes de luttes de cette galaxie d'initiatives, conduit à l'absence de cohérence globale de cette dynamique, et malgré le volontarisme activiste, la difficulté à construire une identité commune est prégnante.

C'est peut-être pour répondre à cette difficulté qu'en janvier 2021 a été lancé l'appel aux «Soulèvements de la Terre», impulsé une fois encore depuis la ZAD de Notre Dame des Landes <sup>(6)</sup>.

«La catastrophe écologique n'est pas à venir, elle est déjà là. Nous ne nous résoudrons pas à la contempler, impuissant-e-s, isolé-es et enfermé-e-s chez nous. Nous avons besoin d'air, d'eau, de terre et d'espaces libérés. Les causes et les responsables de la destruction des sols nous entourent : bétonisation, industries polluantes, et accaparement des terres vivrières par l'agro-industrie. Nous voulons cibler et bloquer ces responsables. Nous voulons aussi occuper et cultiver les terres qui nous ont été arrachées. Parce que tout porte à croire que c'est maintenant ou jamais, nous avons décidé de jeter nos forces dans la bataille.»

L'objectif est de rassembler des forces pour arriver à une masse critique, puis de monter une campagne d'actions et d'information dans la durée autour de deux axes: poser concrètement la question de l'avenir des terres agricoles - et ce qui en dépend-, mais aussi combattre les industries polluantes et destructrices. En posant la question du foncier agricole, les Soulèvements de la Terre agrègent à la fois un rapport au territoire, et une identité commune par des formes d'action paysanne: la réappropriation de terres et leur uti-



lisation vivrière pour construire une alternative concrète au modèle agro-industriel qui sert aussi de liant imaginaire, dans une période où le retour à la terre et aux activités productrices concrètes est sublimé.

Un premier «soulèvement» à Besançon en mars pour défendre les jardins «Les Vaites» contre un projet municipal d'éco quartier, a été suivi en avril d'un week-end de mobilisation en défense de la Prévalaye, un espace agricole de 450 hectares menacé par un projet d'extension du Stade Rennais. Ces mobilisations ont été des succès s'appuyant sur des luttes locales bien implantées, mais il est difficile d'estimer si un saut qualitatif a réellement été franchi. Une série d'actions sont prévues pendant l'été, devant déboucher sur un point d'orgue à l'automne, avec une marche populaire vers le Ministère de l'Agriculture. Le projet des *Soulèvements*, nettement plus ambitieux que la juxtaposition des «actions des 17», mérite d'être tenté. C'est une dynamique à suivre et à renforcer quand cela est possible.

## Construire ses propres outils ?

Sous les auspices de Lubrizol et du déconfinement, dans la lignée de la première vague d'actions du 17 juin 2020, une autre initiative mérite attention, celle de «Notre maison brûle», malgré la référence chiraquienne discutable <sup>(7)</sup>.

En septembre 2020, à l'occasion du premier anniversaire de l'incendie de Rouen, une organisation politique et d'éducation populaire «Émancipation collective», propose de rejoindre une tribune sur les risques industriels et la nécessité de les combattre.

«(...) Ces tragiques accidents industriels [AZF 2001, Fukushima



2011- explosion du port de Beyrouth 2020] sont l'arbre qui cache la forêt. Ils sont le fruit des logiques d'accumulation et de profit des multinationales, de la course effrénée à la croissance des États occidentaux et du mépris des conditions de travail et des impacts environnementaux des forces capitalistes. L'histoire des luttes et les fortes mobilisations des opprimé-e-s de tout ordre en 2019 et en 2020 nous montrent néanmoins que nous pouvons agir. (...)

C'est pourquoi nous pensons qu'il est temps de se mobiliser concrètement pour :

- produire un savoir ouvrier et populaire sur le travail et les dangers technologiques,
- empêcher l'allègement de la réglementation qui permettrait l'implantation dans des conditions inacceptables de nouveaux sites industriels tels que les 78 annoncés par le gouvernement en juillet 2020,
- agir pour la substitution des activités industrielles dangereuses remplaçables immédiatement,
- réduire et surveiller celles dont nous ne pouvons pas nous passer dans un premier temps.

(...) Nous appelons le samedi 26 septembre prochain, à 14 heures, un an après la catastrophe de Lubrizol, toutes les personnes et organisations déterminées à renforcer l'engagement populaire par la base et à se réunir devant les sites SEVESO et autres installations nucléaires autour de chez elles. Ainsi réunies, elles pourront constituer des groupes locaux d'enquête-action pour supprimer et remplacer les dangers inutiles que nos gouvernants nous imposent.»

La Tribune propulsée par *Médiapart* et *Libération* a été largement signée et le 26 septembre a vu se multiplier les initiatives locales. Un

millier de personnes ont manifesté avec difficulté à Rouen. La spécificité de «Notre maison brûle» est non pas de proposer d'enchaîner les mobilisations, mais de «constituer une plateforme pour une autodéfense populaire face aux dangers industriels. Elle propose de rendre visibles les sites dangereux aux yeux du grand public par une cartographie contributive <sup>(8)</sup>. Pour montrer qu'il est possible de remplacer efficacement ces dangers, mais aussi que les ouvrier-e-s, les riverain-e-s et les générations futures ne sont pas condamné-e-s à travailler et à vivre dans un environnement dangereux pour toujours. Il est urgent de constituer un savoir populaire des dangers que le capitalisme nous fait subir au quotidien pour éveiller nos esprits et se réapproprier nos terres face à l'emprise que les dangers industriels et technologiques font peser sur nos vies».

Elle propose aussi un «Observatoire des violences industrielles qui a pour objectif de permettre aux habitants et aux habitantes de tous les territoires de proposer un article sur le sujet des dangers industriels sous la forme de billet d'analyse, de témoignage ou de portfolio et de cartographier chaque accident industriel sur le territoire français et de revenir en détail sur un maximum d'accidents.»

Au-delà de cette information, «Notre maison brûle» propose également des formations et des interventions sous forme d'ateliers <sup>(9)</sup>. Il s'agit d'acquérir, le temps d'un week-end, la maîtrise d'outils pour un diagnostic des dangers et des violences industrielles dans un département. Un travail sur les sols pollués en raison d'une activité industrielle passée, l'accidentologie du département (incendie, explosion, pollution toxique...), les impacts ainsi que les risques technologiques. La restitution de ces travaux permet égale-

ment un moment de mobilisation des forces locales et de sensibilisation de l'opinion. La tournée, démarrée en février en Gironde, est passée par la Loire Atlantique en mars, et devrait s'achever par une semaine de mobilisation en septembre à l'occasion des 20 ans de l'explosion de l'usine AZF de Toulouse et des 2 ans de celle de Lubrizol à Rouen.

## Que faire, comme disait l'autre ?

Ce tour d'horizon montre que la question des nuisances industrielles monte en intensité dans les préoccupations politiques. Au-delà des dénonciations catastrophistes, il importe en premier lieu de mettre à mal le modèle industriel et technologique qui ravage la planète, opprime et empoisonne les populations. Les initiatives exposées dans ce texte tentent cela, avec des niveaux d'investissement, de politisation, et de stratégies assez différents. Il faut bien sûr appuyer ces dynamiques locales ou les impulser quand c'est possible, en gardant en ligne de mire qu'il s'agit en premier lieu de combats anticapitalistes et non de simples luttes environnementales. Car au-delà de leurs différences, ces luttes convergent parce ce qu'elles visent une appropriation par les gens eux-mêmes de la maîtrise de leur environnement et de leurs conditions de vie. Ce n'est certes pas la révolution, mais ça peut certainement y contribuer, en tout cas ça permet de perturber les sirènes de la croissance verte et de l'économie écoresponsable par lesquelles on tente de nous acclimater.

**Saint-Nazaire, 24 avril 2021**



8. La cartographie des risques industriels par «Notre maison brûle» se trouve sur <https://dangersindustriels.gogocarto.fr/>  
9. Calendrier sur leur site <http://www.notremaisonbrule.net>

# Ils vont détruire des forêts pour planter des arbres !

*En ce temps de pandémie, le prélèvement d'emplois à venir est précédé d'un prélèvement en forêt domaniale de bois toujours plus important. La baisse des prix du bois aboutit mécaniquement à la hausse des quantités de bois coupées, sans parvenir à l'équilibre financier de l'ONF, chaque année l'office est déficitaire d'environ 50 millions d'euros, dû en partie à la non rétribution par l'Etat des missions non commerciales de l'ONF.*

## Il y a inventaire et inventaire

Quand la méthode pour inventorier la superficie de la forêt française ne convient plus pour la politique forestière, il suffit de changer la norme. Ce qui fut fait en 2005, et hop plus de surface comptabilisée, donc plus de coupes de bois possibles. A quoi servent les inventaires ? Eh bien, à calculer la croissance de la forêt, ce qui permet d'en déduire le pourcentage de «prélèvement de bois» sur l'accroissement annuel des forêts.

Tout cela est théorique, car dans le réel la situation est bien différente. Pour le comprendre il faut revenir aux inventaires. Avant 2005, le comptage se fait en prenant pour base une surface de 2,25 hectares pour avoir le droit de l'appeler forêt. Mais depuis la surface nécessaire pour l'appellation forêt est passée à 0,5 hectare. Donc, mathématiquement la surface totale de la forêt augmente et les coupes de bois aussi. Mais ce n'est pas tout, avant 2005 le comptage se faisait au sol sur des placettes de 2500 m<sup>2</sup> par les techniciens de l'ONF (Office National des Forêts), aujourd'hui le comptage se fait par satellite, ce qui implique que les surfaces des chemins, mares et autres clairières ne sont pas déduites, d'où un accroissement artificiel de la surface forestière. A cela vient s'ajouter la non déduction des surfaces de forêts mise à blanc (coupe rase), souvenons-nous que l'accroissement annuel des bois se calcule par rapport à la surface. Comme nous le verrons par la suite au paragraphe « ONF », l'autre incidence est cette fois sur le nombre d'employés nécessaires au comptage qui est en forte diminution depuis plusieurs années.

Par la modification de la norme, aucune comparaison n'est possible entre les inventaires avant 2005 et aujourd'hui. Donc quand nous entendons que la forêt française prolifère, méfions-nous et posons-nous la question, par rapport à quoi ?

## Une forêt bourbonnaise qui se tient sage

Entre deux confinements une petite balade en forêt s'impose. L'adaptabilité des forêts domaniales au changement climatique se poursuit. La vision d'une société d'économie capitaliste, pour l'adaptabilité des forêts, est simple, comme pour une entreprise la coupe dans les effectifs, ramenée à la forêt cela se nomme «la coupe rase». Mais en ces années de pandémie, le public confiné n'a pas pu voir ce

qui se tramait dans les forêts. Pas une parcelle n'est épargnée, à croire que le changement climatique est pour demain. Sur tous les chemins forestiers, le même constat, un alignement d'arbres au moins centenaires, des monticules de rondins qui finiront en chaleur ou en électricité qui pour cette dernière avec ses 30% de rendement est loin d'être écologique. Le constat pour le Bourbonnais, est aussi valable pour les autres départements. Quand le choix de couper des forêts pour planter des arbres est choisi, cela s'appelle la sylviculture, synonyme de champs plantés, donc très loin de l'appellation forêt. Le programme prévu pour la forêt domaniale, est «la plantation de 50 millions d'arbres», en majorité des résineux. Quand nous devons planter des arbres c'est que la forêt n'est plus.

## Le démantèlement de l'ONF

La dernière trouvaille pour continuer le démantèlement de l'ONF est cachée dans le projet de loi ASAP (d'Accélération et de Simplification de l'Action Publique) en son article 33. Cet article stipule que la qualité de fonctionnaire assermenté de l'ONF, pourra être octroyée à des contractuels de droit privé et que le conseil d'administration verra le nombre de ces postulants réduits. Nous pouvons supposer que cette réduction concernera les représentants d'associations environnementalistes, voir même des représentants syndicaux pour plus «d'efficacité» au changement climatique, versus industrialisation/rentabilité.

Depuis 1985, 6 000 postes ont été supprimés, il en reste moins de 9 000 à ce jour. En 2019, un poste sur 20 n'a pas été remplacé, tout ceci implique qu'un agent ONF gère 2000 hectares au lieu des 800 hectares des années 80. En 15 ans, 50 suicides ont eu lieu au sein des personnels de l'ONF.

La délégation aux contractuels de droit privé des attributions de police des agents de l'ONF, fait penser à la délégation aux sociétés de sécurité et autres polices municipales des prérogatives de la police nationale et autre gendarmerie. Le libéralisme macronien a de la suite dans les idées.



## Les luttes pour la sauvegarde des forêts

Le 1er mars à Paris près de l'assemblée nationale s'est tenue une manifestation de 200 personnes pour contester la loi ASAP et son article 33. Des représentants syndicaux et associations de défense de la forêt ont formé le gros des participants.

Des initiatives citoyennes continuent, comme l'achat collectif de forêts. Dans les Hautes-Pyrénées à Lannemezan un projet de méga-scierie est contesté, pour la sauvegarde des hêtres, dans le Morvan, en Dordogne, dans le Limousin, dans l'Est, donc un peu partout des actions sont menées pour la conservation de l'appellation forêt des sites boisés et contre l'industrialisation et l'exploitation des forêts.

Mais cela reste très marginal, face à la campagne d'industrialisation de la filière bois. Les luttes citoyennes seules ne suffiront pas, en interpellant les pyromanes du gouvernement pour plus de compréhension sur l'écologie forestière cela est de toute évidence un chemin semé de bâches. L'exemple récent a été la convention citoyenne sur le climat, avec son article sur l'abandon des coupes rases et l'augmentation des effectifs de l'ONF, article passé à la trappe dans la loi climat.

Décidément le libéralisme ne fait pas bon ménage avec la cause écologique et encore moins avec le communisme - version anarchiste - qui pour nous reste la solution, par l'auto-organisation des luttes et en définissant collectivement dans quelle société nous voulons vivre.

## OCL Moulins



Manifestation 1er mars 2021 - Paris près de l'assemblée nationale



## Que d'eau, que d'eau !

Dans notre pays et dans bon nombre de pays dits «développés» l'accès à une eau potable est tellement banal et réflexe (il suffit d'ouvrir un robinet) qu'on a l'impression qu'elle a toujours été là et sera toujours là sauf en cas d'évènement exceptionnel (destruction des infrastructures, pollution...) ou de stage survivaliste en eau trouble. De plus, pour des populations très majoritairement urbaines, les épisodes maintenant récurrents de sécheresse apparaissent encore comme lointains.

Or, la réalité est tout autre. Si la Terre est majoritairement recouverte d'eau: (70% de la surface terrestre) 97,5% de cette eau (maritime ou terrestre) est trop salée, et donc inutilisable pour les besoins vitaux de la faune (dont l'animal humain), la flore et la fonge occupant les terres émergées.

2,5% d'eau douce cela fait quand même quelques dizaines de millions de Km<sup>3</sup>, mais problème: la quasi-totalité de cette eau est inaccessible, car stockée sous forme de glace et de neige (du moins pour le moment), peu accessible (lac Baïkal en Sibérie) ou sous forme de vapeur dans l'air.

L'eau des rivières qui est la plus facilement utilisable et utilisée représente environ 2% de l'ensemble des eaux douces soit 2100 Km<sup>3</sup>.

Par comparaison, il y en a 6 fois plus sous forme de vapeur d'eau. Et les organismes vivants stockent eux 1100 Km<sup>3</sup> d'eau nécessaire à leur vie biologique.

De plus, cette eau est très inégalement répartie en quantité à la surface de la planète (soumise à des aléas climatiques (sécheresse, inondations...) et sa qualité est inversement proportionnelle à la densité de population : excellente en Amazonie, Grand Nord américain et sibérien, mauvaise à très mauvaise en Europe, États-Unis, Maghreb, Chine, Inde... Bref partout où se concentre la population, et là où industries, technosciences, aliénation par la consommation et capitalismes de toutes nuances règnent en maître.

Selon l'OMS «844 millions de personnes sont privées de tout service élémentaire d'eau potable, 1,8 milliard boit de l'eau non dépolluée sans protection... contre la contamination d'origine fécale...»<sup>(1)</sup> Mais en général selon la Banque Mondiale (BM) quand l'économie d'un pays progresse ces questions d'hygiène «ont tendance à décroître graduellement.»

Las, dans leur étude ces mêmes humanistes constatent que la mauvaise qualité de l'eau concerne tous les pays «riches comme pauvres... Mais la nature des polluants de l'eau change selon la richesse du pays».

La BM s'est intéressée à deux polluants: les nitrates (résidus des engrais azotés de l'agriculture industrielle) et le sel. Trop de nitrates dans l'eau provoquent des retards de développement

physique et intellectuel: en Inde dans les zones où l'on a accès de la naissance à la mort à de l'eau nitratée à donf, la «taille moyenne des femmes adultes y a baissé approximativement de 4 centimètres au cours du siècle dernier.»

Au Bangladesh, un tiers de la population boit de l'eau trop salée et «dans les régions côtières du pays, environ 3% des morts infantiles peuvent être attribuées à la consommation d'eau salée...»

L'augmentation de la salinité de l'eau douce est aussi liée au dérèglement climatique: sécheresses importantes et régulières qui concentrent le sel dans l'eau et pollution des eaux douces par la montée du niveau des mers.

Cette maligne salinité fait même flipper les viticulteurs multipollueurs et multimillionnaires du Bordelais. Les pauvrets: le dérèglement climatique (incontrôlable) met en péril leur business plan mondialisé. Quel gâchis après toutes ces années d'empoisonnement méthodique et légalisé des eaux et des habitants aux pesticides.

## Ceci n'existe pas

Selon la dernière étude de l'UFC<sup>(2)</sup>, l'agriculture industrielle est la principale responsable de la pollution des eaux potables. «Plus d'un million de consommateurs, surtout en zones rurales, boivent une eau polluée essentiellement par des pesticides...» Si en revanche la qualité de l'eau en milieu urbain s'est améliorée, cela s'est fait en faisant payer le cochon de consommateur: «Le coût de la dépollution des pollutions agricoles représente entre 750 millions et 1,3 milliard d'euros par an, intégralement financé par les consommateurs via leurs factures d'eau».

De plus, selon les départements, l'ingéniosité des préfectures, laboratoires d'analyse, syndicats des eaux se déploie dans toute sa splendeur pour sauver les soldats FNSEA et Coordination Rurale. S'il y a bien 750 molécules différentes de pesticides qui se baladent dans la nature, seules 206 sont potentiellement recherchées. Par miracle, dans certaines zones d'agriculture industrielle, les analyses se limitent à 106 produits à Château-Gontier (Mayenne) voire 12 dans le département de l'Aisne. L'adage qui veut que l'on ne trouve que ce que l'on cherche est ainsi pleinement démontré.

## Ceci n'est pas une rivière

Face à l'augmentation régulière des quantités de pesticides déversés dans les campagnes (plus 25% en 10 ans selon la fondation Hulot) au fil des plans Écophyto (I, II et II+) censés en diminuer les quantités, la FNSEA et les ministres de l'agriculture successifs ont créé un nouvel adage: «on ne trouve que là où l'on veut bien chercher» qui complète le précédent.

Comment ? Il est interdit d'épandre des pesticides le long des cours d'eau. On appelle ces zones des ZNT (Zones de Non Traitement). Mais «la FNSEA... et ses alliés ont d'abord choisi d'attaquer la définition même d'une rivière. Car, sans le statut protecteur de «cours d'eau», un écoule-

ment se retrouve hors des radars des lois encadrant les pratiques agricoles et limitant les travaux de calibrage, les constructions et autres barrages hydrauliques)»<sup>(3)</sup>. Ceci fait, l'État a renvoyé aux préfets la mise en pratique «... beaucoup en ont profité pour redéfinir les points d'eau, en réduisant au passage le linéaire protégé». Résultats étourdissants: moins 30% de ZNT en Tarn-et-Garonne, moins 43% en Indre-et-Loire, moins 55% dans l'Aude. De nombreux arrêtés ont été contestés en justice et le Conseil d'État a donné raison aux associations plaignantes, mais comme tout reste dans le flou entre la réglementation et les contestations, c'est toujours la fête du slip pour les empoisonneurs.

**«Soyez féconds et prolifiques, remplissez la terre et dominez-la. Soumettez les poissons de la mer, les oiseaux du ciel et toute bête qui remue sur la terre.» (Genèse, 1 28).**

Après avoir mesuré depuis l'espace les variations saisonnières du niveau de près de 230 000 retenues d'eau naturelles et artificielles pendant 2 ans, une étude parue dans la revue «Nature» «démontre que les variations saisonnières dans les réservoirs d'eau de la planète dépendent en majorité des activités humaines.»<sup>(4)</sup>

Dans les retenues artificielles, la variation du niveau de l'eau est 4 fois plus importante que dans les naturelles et «57% de la variabilité comptabilisée dépend directement des bassins artificialisés, qui ne représentent pourtant que 3,9%» de l'ensemble de tous les bassins. Ils sont tous liés à l'agriculture intensive, l'industrie et à la production électrique.

«Du fait de l'anthropisation, le stockage de l'eau, dans les lacs et dans les sols est désormais majoritairement d'origine humaine» et ceci modifie directement le «débit des cours d'eau dépendant de ces lacs artificiels» et entraîne une modification des écosystèmes associés. De plus la gestion humaine de l'eau douce (retenues, pompage massif des eaux souterraines) tend à modifier en l'artificialisant le cycle de l'eau (évaporation, condensation, précipitation et retour à l'océan) lui-même déjà modifié par le dérèglement climatique en cours.

N'oubliez pas: buvez frais tant que c'est possible !

**Freux et Eugene the Jeep**

1. Qualité de l'eau: la Banque Mondiale sonne l'alerte. J. Guitton-Boussion. Le Monde du 22/08/2019

2. UFC-Que choisir: En France, l'agriculture est la première cause de pollution de l'eau potable. 20 Minutes et AFP du 20/04/2021

3. Le gouvernement laisse les cours d'eau à la merci des pesticides. Lorène Lavocat. Reporterre du 31/01/2020

4. Les activités humaines dérèglent le cycle planétaire de l'eau. Fabien Houy-Delalande. Reporterre du 17/03/2021

Editions  
**Acratie**  
L'Essart  
86310  
La Bussière  
editions.acratie@orange.fr

A travers  
l'engagement politique,  
l'histoire, ou la littérature  
une vision libertaire  
pour un monde  
à imaginer et à bâtir

## UTOPIE 2021

Léon de Mattis



Acratie

Léon de Mattis est l'auteur de :  
« Mort à la démocratie », 2007, ed. L'Altiplano.  
Crises, 2012, ed. entremonde.

### PROPOS

Utopie 2021 a pour ambition de répondre à une question : est-il encore possible d'imaginer, de nos jours, un monde totalement différent du monde actuel ? Un monde qui ne soit pas dominé par le capitalisme, et dans lequel il n'y ait ni propriété, ni argent, ni classes sociales ?

Le retour en force de la critique des excès du capitalisme depuis la grande crise de 2007-2008 s'est en effet accompagné d'un curieux phénomène : l'incapacité à aller au bout de cette critique.

Les utopistes contemporains, ceux qui veulent changer le monde, imaginent toutes sortes d'alternatives : des monnaies alternatives, une propriété alternative (« les communs »), des formes d'organisations politiques alternatives (plus démocratiques), des moyens de production alternatifs. Mais très peu, voire aucun, ne semble capable d'imaginer une société où il n'y ait plus d'État, plus d'argent et plus d'échange marchand du tout.

Utopie 2021 prend le contrepied de la tendance actuelle. Son objectif est de montrer qu'il est possible d'imaginer une société sans domination et sans exploitation, de se figurer la création d'un tel monde dans un moment révolutionnaire et de concevoir, à partir des luttes actuelles, le surgissement d'une telle révolution.

L'utopie, on le sait depuis Thomas More, ne nous parle ni de l'ailleurs ni du futur : l'utopie, ou l'uchronie, ne sont situées hors de l'espace et du temps actuels que pour mieux décaler le regard. La réflexion utopique menée par Utopie 2021 ne cherche donc pas tant à penser à quoi pourrait ressembler un monde différent qu'à imaginer par quelles voies il serait possible de l'atteindre : comment et pourquoi les luttes pourraient se transformer en autre chose que ce qu'elles sont maintenant. C'est ici que l'utopie rejoint la critique sociale dont elle n'est, somme toute, que le versant positif. L'utopie sert d'abord à critiquer la société de son temps, et c'est pourquoi elle a toujours une date. C'est ce qui explique le titre du livre : Utopie 2021.

Imaginer la création d'un monde différent ne signifie pas croire en son surgissement réel. Une nouvelle organisation sociale, de toute façon, ne pourra jamais naître de cette manière. Un rapport social ne sort pas du cerveau d'un seul individu, quel qu'il soit, mais est toujours le résultat de l'activité d'un nombre incalculable de personnes.

L'utopie, bien qu'elle soit imaginaire, n'est pas non plus le fait d'un seul. Les manques et les défauts que chaque lecteur ne manquera pas de relever dans cette utopie seront des défauts pour ce lecteur, mais l'ensemble du projet lui permet de comprendre que c'est à lui de recomposer cette utopie pour y ajouter ce qui manque ou corriger ce qui, selon lui, ne va pas.

Un livre qui parle de la révolution est nécessairement un « livre-dont-vous-êtes-le-héros ». L'ambition d'Utopie 2021 n'est pas de décrire un futur radieux, mais de proposer une réflexion collective sur les formes que peuvent prendre la critique en actes de la société actuelle.

### PLAN

Utopie 2021 est composé de trois parties précédées d'une introduction. Les parties sont intitulées : « communisme », « production du communisme » et « critique en actes du capital ». Cependant, le terme « communisme » pourraient être remplacé par « anarchisme » dans tout le livre sans que le sens n'en soit le moins du monde changé, et ces trois parties pourraient donc aussi bien s'intituler « anarchisme », « production de l'anarchie » et « critique en actes du capital ».

La première partie présente, en des termes généraux, l'idée que l'on pourrait se faire de l'organisation d'un monde différent. La seconde partie est un aperçu de la manière dont la révolution peut s'envisager à l'heure actuelle. La troisième partie, enfin, analyse les luttes contemporaines en cherchant comment elles pourraient conduire à la révolution. Au premier abord, on pourrait penser que la première partie nous parle d'après-demain (le communisme ou l'anarchisme achevé), la deuxième partie de demain (la révolution) et la troisième partie d'aujourd'hui (les luttes actuelles). En réalité, chacune de ces parties, conformément à la manière dont est définie l'utopie dans cet ouvrage, ne nous parle que du présent.

9 euros, 132 pages  
Commander en librairie  
ou directement à  
Acratie, L'Essart, 86310 La Bussière  
(10 euros port compris)  
Editions.acratie@orange.fr

### Courrier des lecteurs - ou du lecteur Henri Simon en l'occurrence- suite à la présentation dans le Courant Alternatif n°309 du livre «La fascinante démocratie du Rojava» de Pierre Bance.

Bien que je conteste son orientation et des conclusions, le dernier ouvrage "La fascinante démocratie du Rojava" de Pierre Bance est une somme complète d'informations sur ce qui se passe dans cet Etat artificiellement créé par les USA uniquement pour ses intérêts pétroliers et introniser son fidèle allié le général Abdi qui,

avec des troupes (SDF), a occupé militairement ce territoire érigé en Etat.

Le général Abdi membre de toujours du PKK et fidèle d'Abdullah Öcalan, leader du PKK - qui a récemment troqué la tunique rouge du léninisme pour la chasuble immaculée du municipalisme de Murray Bookchin - est en fait au Rojava un dictateur qui a mis en coupe réglée cette «fascinante démocratie» en y créant une véritable dynastie familiale où jusqu'au plus petit cousin occupe des postes lucratifs de responsabilités militaires et surtout économiques.

Pour les américains, peu importe

pourvu que le général Abdi fasse ce qu'on lui commande de faire eu égard aux intérêts pétroliers US. Ce qu'il s'empresse d'ailleurs de faire, rencontrant Trump à Davos (il est aussi question que Biden l'invite à la Maison Blanche) et y négociant la cession de toute l'exploitation du champ pétrolier (plus de 60% de la production pétrolière syrienne avant la crise) à une firme pétrolière américaine qui livre aujourd'hui une partie de cette production à Damas.

Il y a, malgré ce qui peut paraître conflictuel, une collaboration entre la Russie et les USA, une complicité de fait et un échange de «bons procédés»

qui assurent la survie du régime de Damas.

Quant aux «avancées» de la «fascinante démocratie», il faut y regarder de près, comme par exemple la récente mesure du Général Abdi d'imposer le service militaire obligatoire aux garçons et filles (vive l'égalité des sexes) que l'on peut voir comme un embrigadement des jeunes.

Tout cela est bien documenté. Un bon sujet de discussion

Henri Simon

### Précisions de Pierre Bance sur les observations d'Henri Simon

Le Rojava ne serait-il qu'un «État artificiellement créé par les USA», comme l'écrit Henri Simon ? La protection des puits de pétrole, avancée par les Américains pour justifier leur présence, n'est pas liée à la production, peu significative sur le marché mondial, mais au seul but d'empêcher Assad d'en prendre le contrôle. Plus souvent est invoquée l'installation d'un État non arabe au cœur du Proche-Orient, allié aux Occidentaux, faisant le pendant d'Israël, lequel soutiendrait d'ailleurs ce projet. Cette hypothèse est-elle crédible ? L'histoire le dira. Pour l'instant, à voir comment les Américains ont lâché les Kurdes lors des trois invasions turques suivies d'occupations (2016, triangle Azaz-Bad-Jarablous; 2018, canton d'Efrîn; 2019, bande Girê Spî-Serêkaniyê), on peut douter de cette intention. Par ailleurs, aujourd'hui, ce sont les

Russes qui ont la main au Rojava. Ce qui n'est pas mieux pour les Kurdes, les Russes les ayant trahis en 2018 à Efrîn, et ne faisant rien actuellement pour faire respecter le cessez-le-feu qu'ils ont conclu avec la Turquie.

La charge d'Henri Simon contre Mazloum Abdi est certainement justifiée. Le général en chef, qui ne s'est pas révélé un stratège militaire, qui tend à s'approprier des pouvoirs relevant de l'auto-administration civile, est visiblement proche des Américains. On ne peut cependant tout lui mettre sur le dos. Il n'a pas rencontré Donald Trump à Davos. L'information est fautive et vient de Trump lui-même qui a confondu Abdi et le président du Kurdistan irakien, Netchivan Barzani (<http://www.slate.fr/story/186662/davos-trump-president-kurdistan-irakien-confond-syrien>). La seule autorité de la Fédération de la Syrie du Nord ayant rencontré Trump, en janvier 2019, est Ilham Ahmed, présidente de l'exécutif du Conseil démocratique syrien (coalition politique autour du

Parti de l'union démocratique - PYD). Celle-ci, femme de caractère, personne-clé de la révolution, n'est pas l'amie des Américains et elle a sévèrement reproché à Abdi ses propos d'allégeance à Trump. Ce qui peut faire douter qu'Abdi soit bien en vue dans l'appareil du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et plus encore au sein du PYD. Enfin, ce n'est pas Abdi qui a imposé la conscription qui existe depuis une loi du 14 juillet 2014, modifiée par une loi du 22 juin 2019 du Conseil général de l'Administration autonome de la Syrie du Nord et de l'Est. Cette loi ne concerne que les hommes, il y a donc une rupture d'égalité contrairement à ce que dit Henri Simon.

Affirmer que le leader du PKK Abdullah Öcalan est «au Rojava un dictateur», qu'il a mis le pays «en coupe réglée», qu'il a casé sa famille à des «postes lucratifs», mériterait d'être sérieusement documenté. Öcalan n'a plus de réels pouvoirs ni sur le PKK, ni au Rojava, par le fait même qu'il est

emprisonné et à l'isolement. C'est devenu un symbole unificateur, entretenu par un insupportable culte de la personnalité. Par ailleurs, aucune information ne vient confirmer le népotisme de la famille Öcalan. D'autant qu'être un dirigeant civil ou militaire, là-bas, n'est pas une sinécure. D'autant que la Fédération est pauvre et que ses seules richesses, le blé et le pétrole, sont étroitement contrôlées par l'Administration autonome dont on imagine mal qu'elle couvre une telle corruption.

Tous ces points, et quelques autres évoqués par Henri Simon, comme la diplomatie des uns et des autres, sont développés et soumis à la critique anarchiste dans La Fascinante Démocratie du Rojava (Éditions Noir et Rouge, 600 pages, décembre 2020). Une présentation en a été faite par Patsy dans le numéro 309 d'avril 2021 de Courant alternatif, page 25).

Pierre Bance

# La société de vigilance et les réseaux sociaux

*La société de vigilance, que Macron appelle à bâtir, s'inscrit dans la continuité des politiques du tout sécuritaire des gouvernements successifs, quelle que soit leur couleur politique. Amplifiée par la crise sanitaire, cette gestion sécuritaire infantilissante et culpabilisante s'appuie de plus en plus sur les technologies numériques. On pense, par exemple à la surveillance généralisée par l'utilisation des caméras et drones (loi sécurité globale), mais qu'en est-il dans ce contexte des réseaux sociaux ?*

*Le développement de la vitesse des interactions à la fois entre les personnes et l'information elle-même facilite l'intoxication, la délation mais également le développement du secteur marchand et la surveillance politique. Nous nous proposons ici de questionner l'utilisation des réseaux sociaux que ce soit par les capitalistes, le pouvoir, la population et les militant-e-s.*

## Mise en abyme

Pour commencer donnons une définition des réseaux sociaux, telle qu'on peut la trouver sur l'encyclopédie participative Wikipédia :

«En 2007, Boyd et Ellison les définissent comme une plate-forme de communication basée sur le Web qui permet aux individus de :

- disposer de profils associés à une identification unique qui sont créés par une combinaison de contenus fournis par l'utilisateur, par des «amis» et par des données du système
- exposer publiquement des relations susceptibles d'être visualisées et consultées par d'autres
- accéder à des flux de contenus incluant des contenus générés par l'utilisateur (notamment des combinaisons de textes, photos, vidéos, mises à jour de lieux et/ou liens) fournis par leurs contacts sur le site. »

## Des profits numériques

Dans la société capitaliste, le secteur marchand s'immisce partout où il le peut et c'est ainsi que dès leur création, les réseaux sociaux présentés comme «la collaboration en ligne de l'intelligence collective» se sont avérés être l'espace idéal pour le matraquage publicitaire. Google a été le premier à lancer le concept de publicités ciblées, mais aujourd'hui tous les GAFAM<sup>(1)</sup>

pratiquent un modèle publicitaire agressif. Facebook s'apparente plus à un espace commercial qu'à un réseau social : par la publicité des achats sont faits directement depuis cette plateforme, les commerçants se voient contraints de créer leur page Facebook pour être visibles... Aujourd'hui les réseaux sociaux sont le lieu de passage obligé pour la plupart des relations liées au secteur économique et ceci même pour la recherche d'un travail (LinkedIn ...). Pour les jeunes générations, c'est souvent toute la vie qui s'organise à partir de là : sorties, rencontre, informations... Les réseaux sociaux ont même réussi à détrôner cette bonne vieille télé (!) notamment grâce au partage d'informations sous forme de vidéo (YouTube, Brut...). Les adeptes purs et durs des réseaux sociaux y débattent tout d'eux et d'elles-mêmes et ceci bien souvent tout à fait volontairement. En cause, le triomphe du libéralisme qui a développé l'individualisme et le culte de l'ego depuis les années 80, mais également les algorithmes et les manipulations psychologiques capables de rendre les individus de plus en plus addicts à l'utilisation des réseaux sociaux.

Ainsi, une entreprise comme Facebook peut connaître les goûts, les opinions et même les déplacements de chacun, non seulement la vente d'espace publicitaire y est optimisée, mais cela permet de mettre en place un inquiétant business à partir de nos données personnelles.

## Le filon des politiques

De nombreux scandales ont dévoilés que lorsque des profits conséquents sont en jeu, les entreprises privées s'invitent par le biais des réseaux sociaux dans le politique. Ainsi, récemment, le New York Times a révélé

que Huawei avait créé de faux comptes pour décrédibiliser le projet de loi belge sur la régulation des antennes 5G.<sup>(2)</sup>

Dans ce contexte, où l'ensemble de la société et des acteurs économiques se rue sur les réseaux sociaux, l'État et la classe politique ne peut pas en faire l'impasse. Le net devient un espace à dominer pour le pouvoir, le dernier en quelque sorte, car c'est un accès direct à nos vies, nos pensées, nos idées, notre vie intime.

Les exemples d'utilisation des réseaux sociaux à des fins purement politiques fleurissent. On a vu l'influence des Russes dans les deux dernières campagnes présidentielles américaines. Noyer les réseaux sociaux sous de fausses informations afin de manipuler l'opinion publique est aujourd'hui facile, rapide et réalisable pour un coût vraiment modeste. Évidemment, la propagande et le phénomène de rumeur ont toujours existé pour manipuler les foules, mais, aujourd'hui, les réseaux sociaux ont une portée bien supérieure aux canaux précédents. Les informations (ou la désinformation) auxquelles nous avons accès sont directement sélectionnées par l'algorithme lui-même.

On peut citer aussi l'exemple de Bolsonaro qui en plus d'avoir utilisé massivement les réseaux sociaux pour diffuser des contre-vérités, afin d'arriver plus facilement au pouvoir, utilise ceux-ci dans sa gouvernance.

Sans être paranoïaque, le phénomène de cyberguerre est en bonne voie : aujourd'hui des campagnes dans le cyberspace permettent d'influencer l'opinion publique avant même qu'un conflit ait lieu, tel le conflit entre l'Ukraine et la Russie.

1. GAFAM = acronyme des géants du Web (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) qui dominent le marché du numérique  
2. <https://www.nytimes.com.cdn.ampproject.org/c/s/www.nytimes.com/2021/01/29/technology/commercial-disinformation-huawei-belgium.amp.html>



Affiche de l'IRA « les bavardages coûtent des vies. Dans les taxi, au téléphone, dans les bars, aux matchs de foot, à la maison avec des amis, partout ! Quoi que tu dises, ne dis rien ! »

### Un outil de contrôle

Quand il s'agit de régime s'apparentant à des dictatures, où l'accès à internet peut être coupé ou filtré, cela ne surprend pas. Mais il est dans la logique de tout pouvoir de développer les dispositifs répressifs (de police et de justice) pour contrôler internet. Ainsi, l'État français qui était frileux sur sa présence sur les réseaux sociaux semble de plus en plus les investir massivement. Le service d'information du gouvernement (SIG) français a vu son budget doubler en 2020 en pleine crise sanitaire. Les jeunes sont des cibles privilégiées en tant qu'utilisateurs de réseaux sociaux – exemple la campagne pour le SNU – mais une autre cible du gouvernement sont les militants politiques.

En effet, les réseaux sociaux ont joué un rôle très important dans le mouvement des Gilets Jaunes en France et dans tous les mouvements populaires dans le monde ces dernières années. Cet outil peut aider des mouvements sociaux à s'organiser par sa forme agora. Les manifestations à HongKong, les printemps arabes, etc. ont ainsi bénéficié de ce catalyseur afin d'accélérer la création de liens.

### Dévolement des réseaux

Outils perçus comme démocratiques, car ils permettent d'échanger rapidement entre tous, les réseaux sociaux peuvent aussi catalyser la tendance inverse : l'autorité de petits chefs et de censeurs. Comme dans tous les lieux à enjeux politiques (en AG, ou dans les radios libres...), on peut y voir des tentatives de contrôle. Si on ne prend pas garde de communiquer les mots de passe à tous, les administrateurs peuvent diriger les choses en sous-main et censurer des posts.

Il arrive même de voir dans le cadre des milieux politiques alternatifs, l'utilisation des réseaux sociaux pour déstabiliser des adversaires politiques ou harceler des personnes qui sortent d'une certaine norme militante. On assiste en quelque sorte à une forme d'auto-surveillance des militant-e-s entre eux qui passe par une «rééducation» sur le Net des déviant-e-s – pour leur bien, cela va sans dire -. Cela n'est pas nouveau, dans les années 70 dans le milieu militant féministe, on employait le mot de «trashing» pour parler de cette «forme de sabotage de réputation, manipulatrice, malhonnête et excessive», «destinée à dénigrer et détruire»<sup>(3)</sup>. Mais la puissance des réseaux sociaux permet à ce type de phé-

nomène d'avoir une ampleur redoutable, pouvant complètement détruire la vie sociale d'un militant.

### Big Brother

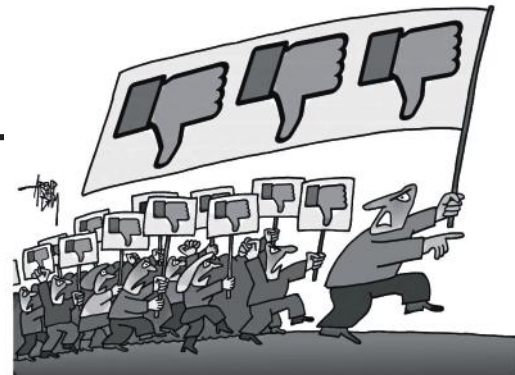
Le danger principal des réseaux sociaux, sans être paranoïaques, nous semble être la surveillance accrue qu'ils permettent. Le numérique offre des possibilités très poussées pour espionner ce qui circule sur Internet. On peut globalement dire que tout ce qu'on met sur Internet et qui n'est pas chiffré (système d'échange de clés, passage par des systèmes type Tails pour naviguer en secret) est « ouvert » (échanges mail, post sur réseaux sociaux, recherches internet...), c'est-à-dire que c'est comme envoyer une carte postale. Le minimum à faire est donc d'éviter de donner des informations personnelles par ces canaux, telles les adresses, numéros de téléphone, etc.

Dans le cadre de poursuites pénales ou de mouvement social dérangeant, on sait que la police est très en pointe : utilisation d'IMSI catcher – qui capture les numéros de téléphone -, comme pendant un des procès de Bure ou l'infiltration d'une indic à Toulouse pendant les GJ, etc.

Elle mobilise tout l'arsenal des technologies numériques et les adaptations légales autour du monde du web et des nouvelles technologies mis en place ces dernières années.

Ainsi, l'utilisation des réseaux sociaux sans conscience des limites que ce média pose à la liberté individuelle a été un vrai problème lors du mouvement de néo-militant-e-s des Gilets Jaunes.

Ceux-ci se sont beaucoup appuyés sur Facebook pour s'organiser. Ainsi, les photos/vidéo ont pu être utilisées pour reconnaître des gens et les réprimer. Les profils perso et les profils militants ont facilement pu être mis en rapport, le couplage vidéo-surveillance et réseaux sociaux est assurément fait pour mieux suivre les militant-e-s et déboucher sur des condamnations. Il faut garder en tête que ce qui intéresse la police ce n'est pas que nos convictions politiques mais bien notre façon de fonctionner, nos relations affectives et amicales et notre vie privée pour avoir des moyens de pression. Sur ce point, s'il est difficile d'estimer l'intensité de la surveillance « routinière » des militant-e-s, il semble évident qu'aux traditionnels RG (devenus RT) des manifs, fouinant et photographiant,



issues du site [www.libex.eu/il-centro-librexpession](http://www.libex.eu/il-centro-librexpession) - Joep Van Dam

s'est ajouté une surveillance active des réseaux sociaux, pour construire des réseaux, des fiches, et préparer la future répression.

Ainsi certain-e-s considèrent qu'il vaut mieux utiliser Facebook et les réseaux sociaux pour une utilisation politique, comme diffuser nos communiqués, mais, qu'il faut autant que possible se garder d'y indiquer des informations personnelles. Cette recommandation s'ajoutant à celle de ne pas se munir de son portable en manif. En effet, on rappelle que même hors fonction de la puce GPS, on peut être géolocalisé par la triangularisation des antennes relais de communications, que le code pin du téléphone saute facilement et que seul un chiffrement du téléphone est un frein pour la police.

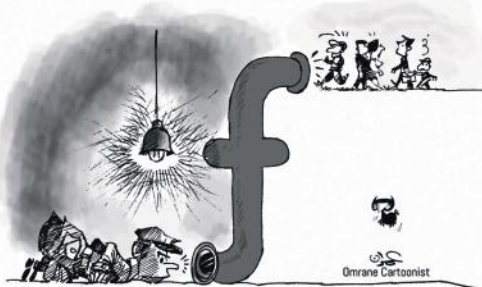
Face à ces constats, nous nous sommes demandés comment nous pouvions, en tant que militants politiques, nous intégrer dans les réseaux sociaux sans subir la répression étatique ou l'enlèvement dans un défouloir haineux ? Et s'il était possible de nous emparer de ces outils anti-démocratiques dans leur fonctionnement (quelques administrateurs décident, que l'info qui fait le buzz ou qui choque est privilégiée...) et contrôlés par les algorithmes des GAFAM ?

### To be or not to be sur les réseaux sociaux

Il nous est apparu important de distinguer la question de l'utilisation ou pas des réseaux sociaux et des messageries instantanées de la question de l'utilisation des outils appartenant aux GAFAM.

Certains parmi nous, ont directement questionné l'intérêt d'utiliser ce mode de communication, plutôt qu'une organisation dans «la vraie vie». Comme nous l'avons évoqué, pour de plus en plus de gens, l'ensemble de leur existence est régi par les réseaux sociaux, rien d'étonnant dans ce contexte que l'action militante soit d'intervenir sur les réseaux sociaux bien plus que dans la rue ou dans les entreprises. Image de la société, les réseaux sociaux reflètent la misère poli-

3. citation de Jo Freeman, lire l'article de [neonmag.fr](http://neonmag.fr), «pureté militante, culture du callout quand les activistes s'entre-déchirent»



issues du site [www.libex.eu/il-centro-librexpession](http://www.libex.eu/il-centro-librexpession) - Tawfiq Omrane

tique ambiante, le manque d'imaginaire collectif d'une grande partie de celles et ceux qui les utilisent. Beaucoup n'ont qu'une vision gestionnaire de la société capitaliste avec comme limite les élections et leurs petits privilèges. Tout comme il pouvait y avoir une journée de mobilisation par corporations, maintenant il y a une journée pour un statut (#jesuis\*\*).

L'immédiateté des réactions a également été soulevée, est-ce si nécessaire d'être connectés en permanence, toujours joignables, de réagir au quart de tour à chaque annonce ?

La réponse semble être qu'on le veuille ou non, aujourd'hui, les gens sont sur les réseaux sociaux. Ils utilisent cet outil pour les prises de décisions collectives. Pour organiser des mobilisations le réflexe est aujourd'hui de créer un groupe Facebook. Refuser alors de les utiliser nous exclurait de fait. De plus, dans l'ensemble lorsque mouvement il y a, le lien entre les personnes se tisse ensuite également dans la réalité des manifs et des actions, la mobilisation et les relations ne sont pas que virtuelles.

Par contre questionner l'utilisation des outils fournis par les grosses boîtes du numérique est un autre débat. La version des réseaux sociaux des GAFAM doit être interrogée en tant que telle : espionnage, données récupérées mais aussi dépossession de l'autonomie des gens vis-à-vis du numérique. Au même titre que la technique n'est pas neutre, l'outil numérique n'est pas neutre<sup>(4)</sup>. Les algorithmes ne sont pas neutres dans la mesure où il s'agit de technologies hiérarchisées : il y a ceux qui les créent et ceux qui les utilisent. Nous sommes entre les mains du concepteur d'algorithme voir de l'intelligence artificielle. Il faut donc critiquer ces outils en tant que tels (même s'il y a des façons plus ou moins bonnes de s'en servir) et pouvoir autant que possible se passer des GAFAM.

### La parade ?

Il nous semble qu'une partie de la solution réside dans la maîtrise des nouvelles technologies et des outils numériques. La grande force des GAFAM qui nous espionnent est de faire croire qu'ils sont les seuls et les plus simples d'utilisation. Ce bourrage de crâne pro-réseaux sociaux, pro-numérique et pro-GAFAM débute dès l'école avec les contrats passés entre le ministère de l'Éducation et les GAFAM et le passage obligatoire de la certification Pix pour les élèves<sup>(5)</sup>.

Les GAFAM inondent le marché, mais des outils plus sécurisés existent et ne sont pas plus complexes à utiliser. À Mantes, un serveur autonome avec une messagerie instantanée, qui permet de fournir des outils aux militants pour échanger entre eux de manière sécurisée a été mis en place. Ce serveur « de lutte » héberge ainsi de nombreux services : mail, pads chiffrés, partage de fichiers... Internet ce n'est pas les GAFAM, des usages décentralisés et (relativement) sécurisés sont possibles. Sans aller jusqu'à créer son propre serveur, se renseigner sur les outils alternatifs est déjà une bonne chose : utiliser Signal à la place de WhatsApp, Jitsi à la place de Zoom, les logiciels libres et collaboratifs comme ceux proposés par Framasoft, etc.

En première instance, il ne faut pas hésiter à se tourner vers les groupes de libristes qui organisent des ateliers pour installer Linux sur son ordinateur, pour acquérir des connaissances sur la sécurité informatique, etc.

Nous avons conscience qu'utiliser Framapad (fournisseur associatif d'outils libres) plutôt que Google n'est pas autonomisant, car nous restons dans un usage hétéronome des outils numériques. L'utopie d'un usage complètement autonome d'internet, nous semble difficile à atteindre, s'approprier les savoirs numériques nécessite le temps, l'envie, les capacités que nous n'avons pas forcément. Il semble évident qu'on ne pourra pas « s'emparer » d'internet et des réseaux sociaux. Ainsi, l'image du hacker qui pourrait nous permettre la révolution, serait aujourd'hui la représentation romantique de l'avant-garde éclairée.

En sommes, s'il revient à chacun de se poser la question du compromis qu'il est prêt à faire avec le système pour sa vie personnelle : est-on prêt à utiliser des moyens de communication mis en place par des capitalistes ? Pour l'aspect collectif et militant, la solution

de ne pas être connectés, ne peut être retenue de part l'omniprésence des réseaux sociaux. On doit continuer de discuter de ces problèmes et dénoncer les méfaits d'internet ou des réseaux sociaux (répression, délation, contrôle social...). Cela nous permettra d'avoir une attitude plus consciente des risques lors de l'utilisation de ces outils. À ce sujet on conseillera, la lecture du guide de survie présent sur le site de la ZAD du carnet.<sup>(6)</sup> Enfin, certains exemples de réussite (comme à Mantes) doivent nous laisser espérer que, comme il a pu y avoir des radios libres et des journaux alternatifs, il reste envisageable de reprendre la main sur la production d'informations et de liens.

### En conclusion

Il nous semble qu'aujourd'hui il y a encore trop peu de luttes sur le terrain des technologies du numérique. Ces questions ont été soulevées avec la loi sécurité globale et l'implantation massive de la vidéo-surveillance. Cela nous inquiète particulièrement, car une fois les caméras installées, il sera aisé de les doter de gadgets de contrôle pour permettre par exemple la reconnaissance faciale généralisée. Dans la rue et les lieux publics, on habitue la population à la présence de caméras et ceci dès l'enfance, les collectivités les imposant déjà dans les établissements scolaires. Dans les pays ayant pris les devants sur ce terrain – comme la Chine ou le Royaume Unis – les caméras et la reconnaissance faciale sont appuyées par la mise en place de dénonciation populaire.<sup>(7)</sup> Depuis les kits de terrorisme en Australie pour signaler les comportements suspects, aux applications pour dénoncer le voisin qui n'a pas respecté le confinement en Italie (1Safe). Ce phénomène a souvent existé dans l'histoire, mais aujourd'hui les réseaux sociaux favorisent encore plus la banalisation de l'auto-surveillance et la répression participative. Ainsi, malgré l'attrait que ces nouvelles technologies peuvent susciter sous couvert de modernité, tenons-nous prêts à opérer quelques coupures de courants salutaires.

### CJ de Strasbourg

5. <http://sudeeducation78.ouvaton.org/Numerique-pedagogique-c-est-de-pire-en-Pix>  
6. <https://zadducarnet.org/index.php/2021/01/10/guide-de-survie/>  
7. lire La société de vigilance — Auto-surveillance, délation et haines sécuritaires aux éditions Textuel de Vanessa Codaccioni

# LA COMMUNE DE PARIS ET LES MOUVEMENTS EN PROVINCE

(1ère partie)

*Si nous commémorons cette année le 150ème anniversaire de la commune de Paris, c'est que cette insurrection fut le mouvement le plus abouti et le plus durable de cette période de transition entre le second empire et la troisième république. Certains prétendent que la Province (entendons là, la majorité des français de province) a laissé les réactionnaires versaillais écraser le peuple de Paris. Ce n'est pas complètement faux, mais c'est une vision réductrice.*

*Pour avoir une vision claire de ce qu'a été cette période de combats révolutionnaires, il ne faut pas limiter son étude à la seule ville de Paris et à la seule période du 18 mars au 28 mai 1871, mais recenser tous les foyers d'agitation pendant les deux années 1870-1871. On ne peut faire l'impasse de mettre en relation les lieux d'agitation révolutionnaire avec la révolution industrielle du 19ème siècle et les grands déplacements de population occasionnés. Il est nécessaire enfin de se représenter la diversité et les divergences des courants révolutionnaires.*

## Qui étaient les Communeux ?

Entre 1796 (fin de la Révolution Française) et 1871, la population parisienne est passée de 550 000 habitants à 1 850 000. Une augmentation de 1,3 million d'habitants en 75 ans, liée bien sûr à l'annexion des villages de proche banlieue mais surtout à une très importante migration interne à la France. La majorité des Parisiens sont des provinciaux ! Mais ces provinciaux devenus parisiens (temporairement pour une partie) ne sont pas des ouvriers d'industrie. La grande industrie ce sont le Nord-Pas de Calais, l'Est depuis la Lorraine jusqu'au Lyonnais, et puis les petits bassins miniers et sidérurgiques du pourtour du Massif Central.

Les prolétaires parisiens et parisiennes travaillent plutôt dans les secteurs artisanaux traditionnels et le commerce. Ceux venus de province travaillent dans la construction et le pavage pour les hommes et dans la confection et les services pour les femmes. Mais Paris, c'est aussi une ville bourgeoise et intellectuelle. Si pendant la Commune certains bourgeois se terrent chez eux, beaucoup, surtout parmi les plus aisés, ont fui, soit à l'arrivée des prussiens à l'automne 70, soit lors de la proclamation de la Commune. Les intellectuels qui participent à la Commune sont soit issus du prolétariat (Eugène Pottier, Nathalie Le Mel), soit des bourgeois ou des nobles en rupture avec leur classe d'origine (Jean-Baptiste Clément, Elisabeth Dmitrieff). Le reste de la petite ou moyenne bourgeoisie ralliée à la commune l'a fait surtout

par réflexe de défense nationale (On ne va pas laisser les Versaillais nous livrer aux Pruscos qui nous ont affamés pendant des mois). De plus ils sont vraiment républicains face aux « faux républicains » qui s'appuient sur l'assemblée monarchiste.

Lorsqu'on étudie les parcours des figures principales de la commune (les élus du Conseil de la Commune de Paris, mais aussi certains responsables organisationnels ou militaires), on est surpris de la très forte représentation des provinciaux. Sur 128 de ces figures, j'ai compté seulement 28 parisiens et banlieusards (dont 5 enfants d'immigrés). Il y a par contre 91 provinciaux (dont 4 enfants d'immigrés), ainsi que 8 étrangers et 1 français né à l'étranger (de parents français). Les étrangers de première ou seconde génération sont principalement Polonais, Belges et Italiens. De même En recensant les femmes citées dans le *Petit dictionnaire des femmes de la Commune*<sup>(1)</sup> pour lesquelles il est fait mention du lieu de naissance, on relève 31 parisiennes ou d'Ile de France, mais 153 sont nées en province et 19 à l'étranger.

Si les leaders de la Commune sont très majoritairement des provinciaux, cela veut-il dire pour autant que les « troupes » qui se battent pour la Commune sont majoritairement d'origine parisienne ? Evidemment non, les communeux de base sont peuvent aussi bien être parisiens que provinciaux. Certaines régions ou départements sont plus représentés que d'autres. Pour les morts pendant les combats de la semaine sanglante, ce sont les Creusois (maçons et paveurs)

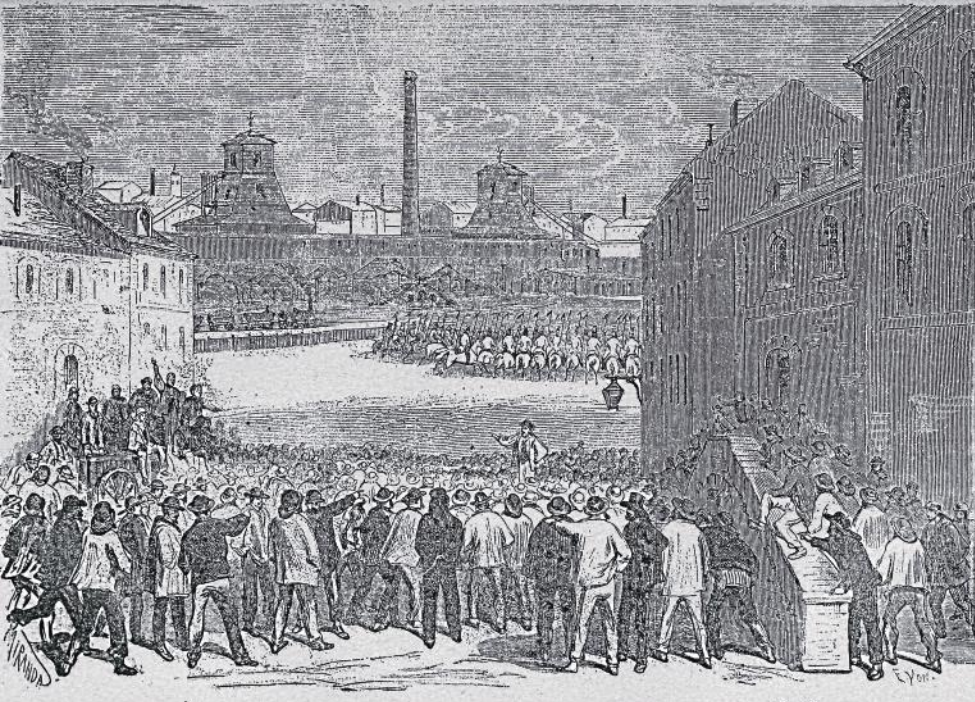
qui ont payé le plus lourd tribut après les départements de la Seine et la Seine-et-Oise, avec une estimation de 380 à 400 morts. Sur 10147 condamnés par les tribunaux militaires après la Commune, 464 étaient limousins (en majorité Creusois). Sur 201 femmes condamnées, 11 étaient limousines.

Les provinciaux n'étaient pas réactionnaires au pays et révolutionnaires à Paris. Ces travailleurs d'origine rurale, souvent mobiles et précaires, étant donné leurs conditions de vie très difficiles, étaient en position de comprendre les positions républicaines avancées, voire socialistes des ouvriers de l'artisanat parisien. Les idées révolutionnaires ont circulé avec ces hommes et ces femmes qui revenaient dans leurs régions d'origine, mais elles ne touchaient encore que très minoritairement les départements ruraux.

## Quelles tendances révolutionnaires ?

Au sein de la Commune de Paris, toutes les tendances politiques républicaines et socialistes sont représentées. Il y a les jacobins, admirateurs de la Révolution de 1789 et plutôt centralisateurs, les radicaux partisans de l'autonomie municipale et d'une république démocratique et sociale, les blanquistes, adeptes de l'insurrection avant-gardiste, les proudhoniens, dont les plus radicaux sont adhérents à l'Internationale, tandis que d'autres ont une vision plus mutualiste. Les autres adhérents de l'Internationale se référant explicitement à Marx sont

1. Rey (Claudine), Gayat (Annie), Pépino (Sylvie), Petit dictionnaire des femmes de la Commune de Paris, 1871 : les oubliées de l'histoire, Le Bruit des autres (2013).



Grève du Creusot

peu nombreux, de même que ceux proches de Bakounine. Il y a encore quelques communistes « néo-babouvistes », des socialistes utopiques, voire mystiques et enfin des indépendants. Tous ont en commun de rejeter l'empire, les royalistes, mais aussi les républicains bourgeois, ceux qui ont réprimé l'insurrection de juin 1848, ont constitué l'opposition parlementaire sous l'empire et viennent de revenir au pouvoir.

En province on retrouve les mêmes diversités d'opinion parmi les militants révolutionnaires, et avec une force bien moindre qu'à Paris. Puisque la plus grande partie des « éléments avancés » est partie vers les grandes villes, il en reste peu dans les zones plus rurales. De plus, le mouvement des idées peut avoir un train de retard dans les régions les plus rurales. Comme l'explique Eugène Le Roy une trentaine d'années plus tard dans *L'année rustique en Périgord*, les petits paysans, les métayers et journaliers ont bien compris que les gros bourgeois qui sont devenus propriétaires à la place des nobles ne valent pas mieux qu'eux. Mais ils ne savent pas trop comment agir puisque les révolutions précédentes n'ont pas réussi à sortir le peuple des campagnes de la misère ni de faire d'eux de véritables citoyens :

« Il est plus que temps que les métayers, les bordiers, les tierceurs, les journaliers, tous les mercenaires soient libérés du prolétariat agricole ; que ces derniers restes de la conquête et du brigandage féodal disparaissent ; que les descendants des serfs, des mainmortables, des manants, deviennent effectivement des citoyens, et aient, avec la terre, le bien-être dû au travail, ainsi que la réalité des droits civiques dont ils n'ont que l'ombre... Sans quoi, gare à

la prochaine révolution : *Quan lous peds-terrous levas dreits Lou bigot sus l'eschino, E lous minours negreis, E lous oubriers de l'usino, coudeis sar-rats, e fiero mino, Marcharan tous per counquesta, Terro, util, machino E liberta ! »*

A la fin de l'empire, en province, il y a des républicains partout. Dans les villages et petites villes rurales, l'image est encore celle de la « grande » révolution. Ces républicains-là sont jacobins, montagnards, et très minoritaires. Dans les villes de provinces, il y a pas mal de républicains bourgeois, de ceux qui ont approuvé la révolution de 1848... et le massacre du peuple parisien en juin. Les républicains plus avancés, ayant connaissance de certains courants socialistes (proudhoniens et utopistes) se trouvent plutôt dans la petite bourgeoisie, les intellectuels, artisans et ouvriers de métier. Le fait nouveau, c'est le commencement d'organisation des travailleurs dans l'AIT, mais c'est une organisation très jeune. Elle a démarré en 1864 entre quelques individus, et son premier congrès ne date que de 1866.

Pourtant, déjà des travailleurs et travailleuses se regroupent, s'organisent dans des « sociétés ouvrières », surtout dans les villes et les centres industriels. Ils ont déjà pour une partie d'entre eux des idées politiques qu'ils apportent avec eux en y entrant. Les français sont surtout proudhoniens, mutuellistes, ils n'ont pas de notion du « socialisme scientifique ». Et puis de nombreux nouveaux adhérents ne se définissent pas par rapport à un courant d'idées, ils sont d'abord ouvriers, et républicains pour l'égalité.

Les communes et mouvements insurrectionnels de provinces vont se

dérouler dans ce contexte. La thèse marxiste qui considère qu'il était trop tôt pour lancer un mouvement révolutionnaire n'est pas fautive. Objectivement, même en s'unissant sur les objectifs principaux, les différents courants révolutionnaires étaient encore trop faibles en effectifs, trop minoritaires dans la population, pour pouvoir gagner, surtout en province. Par contre, l'autre partie de la thèse marxiste qui considère que ce qui manquait c'était un parti « socialiste scientifique » capable de diriger cette révolution n'est pas valable pour moi. Lorsque le peuple s'auto-organise, même en situation de guerre, au-delà de certaines erreurs ponctuelles, le résultat en matière sociale est fécond. Cela s'est vu pendant la Commune de Paris, comme en Espagne en 1936. Et cette démarche est à même d'entraîner des couches de populations qui n'étaient pas révolutionnaires au départ.

## De quelques caractéristiques des mouvements en province

A Paris, la somme des différents courants républicains est plus forte que celle des différents courants monarchistes. En province, ce n'est le cas que dans quelques villes et certaines régions industrielles. Lors du référendum du 8 mai 1870<sup>(2)</sup>, il n'y a que deux départements qui votent non à plus de 50% : la Seine et les Bouches du Rhône. Les départements où le non dépasse les 35% se trouvent dans le sud-est et l'Est ainsi que les départements avec une grande ville : Haute-Garonne, Gironde, Loire Atlantique, Seine-Maritime... et un département très rural se distingue aussi : la Creuse.

Le résultat des élections législatives de février 1871 est un coup de massue : L'assemblée est en grande majorité monarchiste avec 214 orléanistes, 182 légitimistes et 20 bonapartistes. Les républicains radicaux<sup>(3)</sup> ne sont que 38. Il n'y a pratiquement pas eu de campagne électorale (surtout en zone occupée) et le mode de scrutin (scrutin de liste départementale) a favorisé des alliances inattendues. Les départements qui ont élu uniquement des républicains sont l'Aisne, la Moselle, la Meurthe, le Bas-Rhin, le Haut-Rhin, la Côte d'or, la Haute-Savoie, les Alpes maritimes, le Var et les Pyrénées orientales. Ce ne sont pas ces départements qui vont connaître des mouvements révolutionnaires. Une remarque : les députés Alsaciens et lorrains étaient de

2. Ce référendum manipulateur comprenait une seule question pour deux volets : l'approbation de mesures dites « libérales » et la transmission héréditaire de l'empire.

3. Rappelons que les républicains radicaux sont loin d'être des révolutionnaires : c'est le parti de Gambetta. A leur droite, il y a les républicains modérés et les libéraux.

22 courant alternatif - n°310 - mai 2021

Grèves, manifestations, tentatives de Communes en province 1870 1871

Les manifestations en province ont commencé bien avant la fin de l'Empire. Par exemple, à Bordeaux, c'est les 7 et 8 juin 1869 qu'ont lieu de grandes manifestations républicaines et ouvrières entraînant 157 arrestations et 29 condamnations. Comme il faut bien se limiter, voici la chronologie des années 1870-1871 jusqu'à l'écrasement de la Commune.

Janvier 1870

Les obsèques du journaliste républicain Victor Noir, tué par le prince Pierre Bonaparte entraînent une manifestation énorme à Paris, mais aussi dans plusieurs villes de province, en particulier à Marseille. Première grève au Creusot contre Schneider, dirigeant des mines le président de la Chambre. Elle échoue, des centaines de mineurs sont licenciés.

Mars 1870

Deuxième grève au Creusot et nouvel échec. Grand congrès ouvrier à Lyon organisé par l'AIT française.

Mai 1870

Procès à Blois contre l'AIT accusée de complot. Le 8 mai, référendum pour ratifier les inflexions prétendument libérales du régime. Le plébiscite par 8 millions de Français semble fortifier Napoléon III. Les républicains n'ont réellement d'audience que dans les villes, et surtout les plus grandes.

Juin 1870

Le gouvernement fait arrêter les principaux dirigeants de l'Internationale dans tout le pays et dissous de nouveau l'AIT, emprisonnement préventif de Blanquistes.

Juillet 1870

Nombreuses grèves à Limoges en juillet et août. Le 16 : Manifestation contre la guerre à Lyon (3 jours avant l'entrée en guerre) 28 arrêtés. Parmi les arrêtés, Louis Andrieux, jeune avocat républicain qui sera libéré le 4 septembre, deviendra procureur, fera condamner les insurgés lyonnais d'avril 71, sera préfet de police de Paris et procréera un fils qu'il refusera de reconnaître : Louis Aragon.

Août 1870

De nombreuses manifestations contre la guerre et contre l'empire. Les trois plus importantes ont lieu à Marseille, à Lyon, à Bordeaux et au Creusot. A Marseille, les 7 et 8 août, 70 à 80 000 manifestant.es, prise de l'Hôtel de ville par un « Comité révolutionnaire » mêlant républicains radicaux et ouvriers de l'AIT. Trop indécis, ils sont délogés par la police qui procède à des arrestations, et l'armée (état de siège). L'état de siège est aussi proclamé au Creusot suite à la manifestation menée le 8 par Dumay, militant ouvrier licencié. A Lyon du 9 au 16 nombreuses manifestations. Un notaire rural, Lentillon, proclame la république. Au cours de son arrestation un gendarme est tué. A Bordeaux les manifestations sont quotidiennes du 7 au 17 août. Elles ont, comme à Lyon, un caractère antimilitariste : les chefs militaires de métier sont des incapables et maltraitent les soldats, et aussi anticlérical : contre ces planqués de religieux qui échappent au service. Les 23 et 24 manifestations à Arquian, bourg de la Nièvre.

Septembre 1870

En Martinique, insurrection de milliers d'ouvriers et de paysans. Le 4 au matin, la république est proclamée à l'Hôtel de ville de Lyon. Les prisonniers politiques sont libérés. Un comité de salut public est proclamé. A Paris, c'est l'après-midi que la République sera proclamée. D'autres villes font de même : Toulouse, Marseille, Grenoble, Alger (eh, oui, l'Algérie, c'était trois départements français)... Manifestations avec drapeau rouge à Rennes, Nantes, Avignon, Foix, Varilhes et Pamiers. Comme à Paris, les municipalités républicaines qui se mettent en place sont issues de compromis entre les différents courants républicains. Les ouvriers, les socialistes y sont minoritaires. Il n'y a qu'à Marseille et à Toulouse que la coloration est plus radicale, mais ça ne durera pas. Par exemple, le député radical Alphonse Esquiros est nommé « Administrateur supérieur des Bouches du Rhône » le 5 septembre mais comme il prend certains arrêtés jugés trop brutaux (dissolution de la congrégation des jésuites de

Marseille), il est désavoué par le gouvernement et poussé à une première démission, il reprend et aussitôt redémissionne. A la demande du gouvernement et après la fuite de Schneider en Angleterre, le nouveau préfet de Saône-et-Loire nomme l'ouvrier Dumay maire du Creusot, mais c'est un piège car le conseil municipal largement bonapartiste et à la solde du maître des forges reste en place. Le 18 : Sous l'impulsion des radicaux marseillais, création d'une Ligue du Midi regroupant 14 départements du sud-est, ainsi que l'Algérie. Le programme est assez révolutionnaire : impôt sur la richesse, réquisition des biens des traîtres, séparation de l'église et de l'Etat, suppression des écoles religieuses, transformation de la magistrature, liberté de la presse, journée de travail limitée à 8 heures dans les mines... La deuxième réunion se tient à Nîmes le 24 Les internationaux (AIT) créent des comités sous diverses appellations : comité central républicain à Saint-Etienne le 20, Comité de vigilance à Rouen le 22 Le 21, à Grenoble, les émeutiers prennent l'hôtel de la division militaire. Le 28, A Lyon, tentative révolutionnaire avec Bakounine. La Garde nationale y met fin.

Octobre 1870

Le 2 à Brest : tentative de prise de l'Hôtel de ville Du 17 au 19 à Marseille manifestations pour le maintien d'Esquiros et contre Dufraisse, nommé par le gouvernement provisoire. Le 19 à Lille, manifestation d'un Comité républicain socialiste. Le 25 à Toulouse Déclaration de principes de la Ligue du Sud-Ouest, créée à l'image de la Ligue du Midi. Du 30 octobre au 2 novembre, comme à Paris, suite à la capitulation de l'armée de l'Est (Bazaine à Metz), nombreuses manifestations contre les militaires : à Grenoble (2e prise de l'hôtel de la division militaire, à Toulouse, Nîmes, Saint-Etienne, Lannemezan (un général lapidé par une manif de femmes), Perpignan, Alger, Oran, Constantine, Philippeville (aujourd'hui Skikda).

Novembre 1870

Le 1er et le 2, à Marseille : émeute avec prise de l'Hôtel de ville, mais indécisions des émeutiers et débandade. Le 3 et le 4 : Tentative d'insurrection à Lyon menée par le Comité central fédératif (ancien Comité de salut public). Le préfet dissout ce comité et 32 de ses membres sont arrêtés.

Décembre 1870

Le 5 : Tentative insurrectionnelle de prise de l'Hôtel de Ville à Rouen. Le 6 : Mutineries dans la garde nationale à Bordeaux. Nouvelles émeutes à Lyon le 7 et le 20 décembre. Un mort le 20. Encore des troubles le 25 et le 31. Le 23 : Agitation à Saint-Etienne Le 28 : dissolution officielle de la Ligue du midi

Janvier 1871

Le 1er : manifestation de la Garde nationale à Bordeaux. Début de grève des ouvriers de la porcelaine à Limoges. Début janvier : Mutineries de spahis en Algérie qui refusent d'être envoyés combattre en France. Le 29 : manifestation contre l'armistice à Bordeaux.

Février 1871

Le 3 : désordres à Lyon. Les 21 et 26 agitation à Saint-Etienne.

Mars 1871

Le 3 : en signe de deuil, le drapeau noir remplace le drapeau rouge sur la mairie de Lyon Les 8 et 9 Grèves à Roubaix Les 12 et 13 manifestations des mineurs d'Epinac en Saône et Loire Le 16 mars : début de l'insurrection Kabyle en Algérie. 6 insurrections provinciales durent plusieurs jours et peuvent être qualifiées de Communes : Lyon du 22 au 25 mars réprimée de façon sanglante :150 morts, Marseille du 23 mars au 4 avril, Toulouse du 23 au 27 mars, Saint-Etienne du 24 au 28 mars (le préfet est tué), Narbonne du 24 au 31 mars et Le Creusot les 26 et 27 mars. Durant la même période, et début avril, il y a de nombreuses manifestations, émeutes et blocage de troupes à : Grenoble, Voiron, Perpignan, Périgueux, Auch, Tarbes, Avignon, Nîmes, Cuers, Lavelanet, Foix, Auch, Pamiers, Varilhes, Manosque, Montluçon, Thiers, Clermont, Chalon sur Saône, Sarlat, Cosne, Fleury sur Loire, Neu-

vy, La Charité sur Loire, Vierzon, Sancoins, Pouilly, Le Mans, Montereau, Montargis, Coulommiers, Souppes sur le Loing, Nemours, Château-Landon, Rouen...

Avril 1871

Les 4 et 5 avril : Commune de Limoges. Au départ c'est une manifestation pour empêcher le départ d'un groupe de 300 soldats envoyés contre la Commune de Paris. Une partie des soldats se joint aux manifestants. La préfecture et l'Hôtel de ville sont pris, la Commune est proclamée. Mais dès le lendemain une forte intervention militaire (trois régiments d'infanterie, un bataillon de chasseurs à pieds, un régiment de cuirassiers, deux batteries d'artillerie, une demi-batterie de mitrailleuses) balaie les insurgés. Outre Limoges, plusieurs villes du Limousin ont manifesté leur sympathie pour la Commune de Paris : Tulle, Saint-Junien, Solignac, Aubusson, La Souterraine, Saint-Léonard-de-Noblat. Plusieurs ont été mises en état de siège, et des conseils municipaux dissous. Le 5 : manifestation à Vierzon Le 9 : manifestations de chômeurs à Laval et d'ouvriers à Auxerre Le 10 : Emeute à Montereau, insurrection à La Charité sur Loire Le 11 : manifestations à Boulogne sur mer, Compiègne et Annonay Du 11 au 13, insurrection des gardes nationaux et des cheminots à Périgueux Du 12 au 15, nouvelles manifestations à Boulogne sur mer Le 14 : Les Internationaux et radicaux de Rouen tentent d'aller soutenir La Commune de Paris par les armes Le 15 : manifestation à Auxerre Du 15 au 18 : mouvements insurrectionnels à Cosne sur Loire et Saint-Amand-Montrond Algérie : A la mi-avril, plus d'un tiers de l'Algérie (Kabylie, province de Constantine, est soulevée. L'insurrection ne prendra fin qu'en janvier 1872 Le 16 : manifestations à Pouilly sur loire, Castre, Annecy et Grenoble Le 17 : tentatives de Commune à Voiron, Tullins et Saint-Marcellin Du 17 au 19 : manifestations et troubles importants à Bordeaux Les 18 et 19 : manifestation à Neuvy (Nièvre) Le 19 : nouvelle action contre l'armée à Grenoble. Manifestations de divers niveaux à Bayonne, Fleury-sur-Loire, Arquian, Saint-Amand-en-Puisaye, Clamecy, Gien. Le 21 : Grève et manifestation à Moreuil (Somme). Intervention des troupes prussiennes. Tulle arbore le drapeau rouge. Le 25 : Manifestations à Montluçon et à La Palisse. Le 28 : Manifestation au Havre. Le 30 : A Lyon : nouvelle tentative d'insurrection "anarchiste" à La Guillotière et sur La Croix Rousse. Manifestations à Sarlat, Agen, Vallières (Creuse), Nice, Carpentras, Maurs (Cantal), Reims. Manifestation à Thiers avec prise de l'Hôtel de ville pour quelques heures.

Mai 1871

Le 1er : Un drapeau rouge flotte au fronton du théâtre de Montargis. Le 3 : Opposition au départ des trains de canons pour Versailles à Foix et à Varilhes (Ariège). Les 7-8 : Mouvement insurrectionnel à Montereau. Les 8-9 : Drapeau rouge à Vierzon. Le 14 : A Lille, manifestation anti-versaillaise de soldats du 75e de ligne. Les 17-24 : Anzin, grève des mineurs. Le 17 : Emeute paysanne à Parthenay (Deux-Sèvres). Le 19 : Sablé (Sarthe), troubles sur le marché. Le 21 : Saint-Pierre-des-Corps, agitation parmi les troupes que l'on envoie sur Paris. Le 22 : A Blois, manifestations de ces mêmes troupes. A Tours, tentatives pour empêcher les soldats d'aller à Versailles. Troubles à Romans, à Albi. Du 22 au 30 : Troubles à Pamiers. Ils durent pendant neuf jours. La troupe est envoyée pour les faire cesser. Le 24 : Nouvelle émeute paysanne à Parthenay. Manifestation à Vienne. Troubles à Voiron.

Après la chute de la Commune de Paris, la solidarité avec les Communard.es a pris de nouvelles formes : accueillir ceux qui avaient réussi à échapper à la répression versaillaise et les faire passer clandestinement à l'étranger. Et puis, il y avait les soutiens aux prisonnier.es et aux familles des victimes de la boucherie versaillaise.

# Des violences faites aux femmes à la violence des femmes ?

**Le relatif succès de La Terreur féministe – petit éloge du féminisme extrémiste <sup>(1)</sup> montre que la violence comme moyen d'action est un sujet d'actualité dans les milieux féministes, malgré leur dominante pacifiste. Dans son court essai, Irene interpelle en premier lieu ces milieux sur la nécessité de diversifier les modes d'action ; et, sans prôner ni déplorer l'usage de la violence, elle la présente comme « un outil permettant d'établir un rapport de forces contre toutes les oppressions et dominations ».**

1. D'abord auto-publié à 1 500 exemplaires avec un financement participatif, il a été repris par les éditions Divergences (122 p., 14 €) avec paraît-il un tirage à 10 000. Les citations figurant dans cet article sont tirées de lui ou d'entretiens réalisés sur des sites à l'occasion de sa sortie.
2. Elle définit le collage comme « une pratique anarchiste dans la mesure où il n'y a pas de hiérarchie, pas de dynamique de pouvoir, on ne demande pas la permission pour agir et on agit en dehors de toute la sphère politique ».
3. Condamnée à dix ans de réclusion criminelle, elle a été graciée par le Président Hollande en 2016.
4. Sa condamnation à mort a été commuée en cinq ans de prison ferme après une campagne internationale de soutien menée par des ONG.

Militante anarchiste basque de 22 ans, Irene s'est fait remarquer en février 2019 en se baladant dans Paris avec un pantalon taché par son sang menstruel pour briser le tabou des règles et montrer concrètement le problème que pose aux femmes démunies l'achat de protections périodiques. Puis elle a participé au lancement des collages contre les féminicides <sup>(2)</sup>, est devenue « bloqueuse de cinémas et rouleuse de pelles "contre nature" », selon son interview à Manifesto.XXI le 14 février dernier ; et elle utilise son compte Instagram pour faire « de la pédagogie et de la démocratisation d'idées (...), entre stories sur la masturbation et posts sur les bases de l'anarchisme ». « Le féminisme est un mouvement pour reconstruire le monde (...) qui doit aller de pair avec l'antiracisme, l'anticapitalisme, l'écologisme », dit-elle sur Urbania le 17 février, avant de se déclarer « très inspirée » par Emma Goldman, Louise Michel, « mais surtout Lucia Sanchez Saorin ou Amparo Poch y Gascón [cofondatrices de Mujeres libres pendant la Révolution espagnole], des figures qui ont autant une réflexion sur le genre que sur la classe » ; puis par « Maya Angelou et Angela Davis pour leur réflexion sur la race. J'aime les femmes qui ont une implication théorique mais aussi une application pratique et qui ont su réfléchir aux intersections entre

les différentes luttes ».

On peut ne pas partager son choix d'un investissement militant sur les réseaux sociaux ou du langage intersectionnel issu de l'Université, et avoir sans doute d'autres désaccords avec elle ; cela n'empêche pas d'apprécier son point de vue sur la violence et d'approuver son désir de « mettre le sujet sur la table ».

## L'action individuelle de femmes contraintes à la violence

Dans son ouvrage au style simple et vif, Irene cherche à démontrer que, « face à un système qui maltraite et peut aller jusqu'à tuer les femmes, riposter avec violence est vital, légitime et nécessaire ». Le titre qu'elle lui a donné est un clin d'œil ironique à la une de *Valeurs actuelles* dénonçant, en mai 2019, la « terreur féministe » que feraient régner sur les hommes des femmes castratrices, misandres et matriarcales. Et elle a voulu « que chaque partie ait un visage », a-t-elle expliqué sur Radio-Parleur le 9 février, pour sortir les femmes de leur invisibilisation car elles ne figurent pas plus dans l'Histoire que dans l'histoire de l'art. C'est pourquoi elle nous présente des personnes réelles ou imaginaires qui ont recouru à la violence de façon individuelle ou collective – parfois de façon délibérée et planifiée, parfois non : elles n'avaient d'autre choix que leur geste désespéré pour échapper à leur agresseur.

Ses premiers exemples sont plus ou moins convaincants. Peut-on qualifier de violente la peintre Artemisia Gentileschi juste parce que, après avoir été violée par son précepteur, elle a donné ses propres traits, dans le tableau *Judith décapitant Holoferne*, à la jeune femme qui y dessoude d'un air serein et déterminé ce général pour empêcher l'invasion de sa ville ? Et de même pour Ana Orantes, brûlée vive par son mari treize jours après avoir témoigné de façon pacifique à la télé espagnole, le 4 décembre 1997, sur les violences conjugales qu'il lui avait fait subir pendant quatre décennies ?



Quant à Lisbeth, cette héroïne du roman *Millénium* qui n'hésite pas à agir avec une extrême violence, si elle a sans nul doute fait fantasmer nombre de lectrices par sa brillante intelligence, son indifférence à l'égard de la morale et des conventions, et la « mission » qu'elle s'est fixée ou qu'on lui attribue (elle veut « rendre justice aux femmes ayant été violentées par les hommes », assure Irene), elle n'en demeure pas moins un personnage de fiction. Et pas si « dérangement » ou « hors normes » que ça, au bout du compte : non seulement son comportement se trouve peu à peu « justifié/excuse » par la révélation de son histoire familiale, mais tout en la décrivant comme d'une maigreur qui la voue « à l'échec pour une carrière de mannequin » (appréciation discutable vu les critères de cette profession), son créateur Stieg Larsson la déclare néanmoins « attirante ».

En revanche, d'autres femmes citées dans *La Terreur féministe* illustrent bien le propos d'Irene. En Espagne, sa grand-mère qui a arrêté le bras de son mari en menaçant de le tuer dans son sommeil s'il la frappait de nouveau ; ou Maria del Carmen qui, en 2005, a jeté de l'essence puis une allumette sur le voleur de sa fille quand celui-ci, profitant d'une sortie de prison, est venu par provocation lui demander des nouvelles de ses enfants. En France, Jacqueline Sauvage qui en 2012 a abattu au fusil son mari après quarante-sept ans de violences <sup>(3)</sup>. Au Mexique en 2013, « Diana » qui a éliminé deux chauffeurs de bus pour les viols qu'ils avaient commis. Au Soudan en 2017, Noura Hussein qui, mariée de force à 19 ans, a poignardé son mari après qu'il l'a violée <sup>(4)</sup>...

La violence étant inhérente au patriarcat, sa destruction le sera aussi, Irene en est convaincue. Aussi pense-t-elle que le recours à ce moyen d'action devrait être débattu dans les milieux féministes, comme il l'est dans les milieux écologistes, altermondialistes ou anars ; et que, les actions violentes et non-violentes étant complémentaires, elles ne devraient pas plus être hiérarchisées que susciter en cas de répression une solidarité à échelle variable. Irene se dé-

Le 18 novembre 1910 a été baptisé « vendredi noir » en Grande-Bretagne parce que, pour empêcher la marche de 300 suffragettes vers le Parlement, la police est violemment intervenue et a procédé à une centaine d'arrestations.





Edith Garrud, militante de la WSPU, enseignait le jujitsu à son « bodyguard », l'unité de protection qu'elle avait créée notamment pour empêcher l'arrestation de suffragettes.

clare pacifiste dans le sens où elle se bat « pour un monde en paix et juste », et réalise en général des actions « chocs », de sensibilisation, non-violentes. Mais elle pense que « si depuis six-sept mois on a un violeur au ministère, ou un qui gagne des césars, et qu'on n'est pas écoutées, il faut au bout d'un moment s'interroger collectivement sur ce qu'il faut faire pour être entendues et que justice soit faite. (...) Et si certains modes d'action ne correspondent pas à ce but mais constituent un moyen de l'atteindre, [il faut être] pragmatique, même si on n'en a pas trop envie, raisonner en termes d'utilité, impact, efficacité ».

Ces paroles sont comme un écho aux manifestations de milliers de femmes qui se sont déroulées à Mexico en août 2019 pour dénoncer des viols de mineures par des policiers. Lors de la première, des tags ont été faits et des paillettes roses lancées sur le chef de la police. La maire a affirmé qu'il y aurait des « poursuites judiciaires » contre ces « actes de provocation ». Lors de la seconde, une station de métro a été sacagée, des vitrines brisées et un commissariat incendié en réaction à ces paroles... et la maire a promis l'abandon des poursuites tandis que le gouvernement annonçait de nouvelles mesures contre les violences faites aux femmes.

## La violence comme stratégie politique féministe

À la fin du XIXe siècle en Grande-Bretagne, remarque Irene, les suffragistes ont multiplié en vain manifs pacifiques et distributions de flyers afin d'obtenir le droit de vote pour les femmes ; ce sont les suffragettes de la WSPU (Women's social and Political Union), créée en 1903 par Emmeline Pankhurst, qui ont arraché ce droit en 1918 par leurs actions radicales : couper le fil des télégraphes, agresser politiciens ou flics, provoquer des incendies, etc. <sup>(5)</sup>. Cette analyse serait à nuancer, car d'autres facteurs sont entrés en ligne de compte. En particulier, lors de la Première Guerre mondiale, la nécessité de continuer à faire tourner l'économie qui a conduit le Premier ministre (conservateur) Lloyd George à négocier avec Emmeline Pankhurst... et, contre la promesse que le suffrage féminin serait accordé à la fin du conflit, la WSPU a ensuite contribué activement à l'embauche des

femmes dans les usines et au recrutement des hommes dans l'armée ( !). Toutefois, Irene a raison de dire que les suffragettes doivent leur présente bonne image dans les médias à leur victoire, qui a entraîné une réécriture de l'Histoire ; et d'estimer que le féminisme n'était pas moins violent hier, contrairement à ce que prétendent certaines féministes aujourd'hui <sup>(6)</sup>. Entre 1975 et 1996 en Allemagne, les Rote Zora (RZ) ont ainsi ciblé par des attentats à la bombe des institutions judiciaires ou médicales opposées au droit à l'avortement, de grosses entreprises ou des sex shops.

Mais elle a également raison de souligner que si les femmes sont capables de violence – en donnant l'exemple de celles qui participent aujourd'hui aux black blocs <sup>(7)</sup> –, elles en usent rarement parce qu'on les éduque à être gentilles et soumises, à s'en remettre au jugement d'autrui, et à se plaindre pour être secourues plutôt qu'à riposter physiquement quand elles sont agressées. De ce fait, leur vie durant, beaucoup de femmes ont du mal à exprimer leur propre opinion face à celle des autres, par manque de confiance en soi, et elles se laissent victimiser et prendre en charge. Un travers qui a des répercussions dans le féminisme : bien des militantes s'appliquent à paraître inoffensives, à nier ou à invisibiliser la violence des femmes, par peur d'être mal vues ou de déplaire aux hommes. Dans cette logique, la formule de Benoîte Groult « Le féminisme n'a jamais tué personne, le machisme tue tous les jours » est devenue un slogan très populaire ; et des prises de parole un peu virulentes ou des actions symboliques se voient qualifiées de « violentes » ou d'« extrémistes »...

Une telle attitude mène pourtant à une impasse : on ne se fait respecter que si on se fait craindre, rappelle Irene, alors, au lieu de s'en remettre aux institutions patriarcales que sont l'Etat ou les tribunaux, ou de chercher à avoir les faveurs de médias qui servent l'ordre établi, mieux vaudrait prendre la violence féministe comme un moyen subversif d'autodéfense et de survie. Les femmes devraient se réapproprier leur corps et apprendre à se défendre, car cela aide à avoir confiance en soi « même si on sait que, tout en possédant la théorie, on peut être tétanisée en cas d'agression. C'est important de marcher dans la rue avec la tête haute, les épaules dégagées, en se disant qu'on a le droit d'être là, à n'importe quelle heure et dans n'importe quel quartier, et de se sentir puissante ». Et « en manifestant, devant des fafs ou des mecs de gauche, c'est important de réagir en groupe ».

De même, le féminisme devrait viser à détruire tous les systèmes de domination et tous les pouvoirs. Pour Irene, l'objectif n'est pas d'instaurer une domination féminine,

mais d'« affaiblir l'oppression » pour créer « une révolution dans les mœurs et l'imaginaire collectif ». Il ne s'agit pas de ressembler « à l'homme blanc cisgenre hétérosexuel », parce que « être un homme aujourd'hui c'est incarner la violence, une partie de l'oppression patriarcale, cette virilité toxique et nocive ». Mais il ne faut pas « se contenter de rassurer les hommes et de leur dire : "On veut juste l'égalité, ne vous inquiétez pas." Dans les faits, l'égalité passe par leur ôter des privilèges et changer leur mode de vie ». Cela signifie pour eux « assumer plus de tâches ménagères, plus les enfants, en gagnant moins de thunes pour plus d'équité ».

Parce que l'Etat est un obstacle à la libération des femmes, Irene critique la démarche des féministes institutionnelles : « Ce n'est pas en entrant dans les sphères qui nous oppriment qu'on va se défaire de l'oppression (...). Il y a toujours ce fantasme de "je vais changer les choses de l'intérieur", mais en fait c'est plutôt l'intérieur qui nous change. C'est inutile et inefficace, on l'a vu notamment avec Federica Montseny, anarchiste devenue ministre pendant la guerre en Espagne qui a déclaré des années plus tard qu'elle avait regretté ce choix parce qu'il était impossible d'arriver au but en jouant avec l'opresseur. Si on veut la liberté et la révolution, ce n'est pas avec des mesures réformistes qu'on va les obtenir. »

Sa priorité n'est pas non plus d'avoir des femmes cheffes d'entreprise ou PDG de multinationales, de mettre des femmes en situation de pouvoir, de partager le pouvoir : « Ce qui m'intéresse est de le détruire, pas que des femmes puissent opprimer économiquement et socialement. Les femmes oppriment aussi, sur le plan du racisme... »

Enfin, elle estime important, en tant que féministe, de mener un combat anticarcéral car « la prison ne protège pas les femmes et ne réforme pas les violeurs » : c'est l'endroit où on envoie les pauvres, les personnes en marge de la société – et cet endroit est rempli bien « au-delà de ses capacités, mais pas de violeurs et criminels. Les violeurs sont ailleurs, dans les ministères... ». De plus, la prison n'est en rien susceptible de conduire violeurs ou criminels à se remettre en question et ne pas recommencer : elle ne sert qu'à les mettre à l'écart.

On le voit, le débat sur les moyens d'action dans la lutte féministe débouche sur la finalité de cette lutte – et, plus largement, *La Terreur féministe* est un petit pavé lancé dans la mare de tous les réformismes.

**Vanina**

5. La répression policière a été très violente pendant des années, avec des centaines d'arrestations et l'alimentation de force de suffragettes qui faisaient la grève de la faim en prison. 6. Lire par exemple, sur le combat et les revendications des ouvrières du nord de l'Angleterre, *L'Histoire des suffragistes radicales*, de Jill Liddington et Jill Norris, paru en 1978 mais traduit (chez Libertalia) seulement en 2018. 7. Ces groupes sont présentés à tort comme masculins... précisément parce qu'ils sont violents. Dans *Les Black Blocs* (Lux, 4e éd. 2016), Francis Dupuis-Déri évalue la présence féminine entre 25 et 40 % selon les événements.

# 1918, un monde en révolutions : une révolution oubliée en Alsace-Lorraine

*«Les matelots sont internationalistes par profession. Ce sont des généraux prussiens qui ont créé le mouvement nationaliste en Alsace. L'on a oublié ainsi l'essentiel : le sort de l'Alsace-Lorraine... Le but suprême ne doit pas être de choisir entre l'Allemagne et la France, mais de travailler à l'œuvre civilisatrice et de préparer la fraternisation des hommes»*

Thomas Wendelin <sup>(1)</sup>

## Avant d'aller plus loin

Un peu passé inaperçu dans les milieux militants, à notre connaissance, l'ouvrage de Jean-Claude Richez, *Une révolution oubliée* ; novembre 1918, la révolution des conseils ouvriers et de soldats en Alsace-Lorraine, publié en 2020 est tiré de son ancien mémoire de maîtrise soutenue en 1979. Pour comprendre le contexte d'écriture de ce livre et le renouveau d'intérêt pour cet événement historique largement ignoré, sauf pour les lecteurs de CA <sup>(2)</sup>, il faut avoir à l'esprit plusieurs choses : celui-ci s'est inscrit dans le cadre des préoccupations universitaires liées au centenaire de la guerre de 1914 et pour la gauche locale d'une tentative de captation de la mémoire d'une histoire ouvrière largement méconnue.

## Novembre 1918...

En novembre 1918, le front de l'ouest s'effondre. Toute la machine de guerre allemande est brisée. L'état-major de la flotte décide de lancer une dernière offensive suicide dans un dernier baroud d'honneur. C'en est trop, dans la nuit du 29 au 30 octobre, les marins refusent d'obéir et se mutinent. Le drapeau rouge est hissé sur les navires. Une partie des matelots insurgés sont mis aux arrêts à Kiel. Le reste des marins retournés à terre rallie les ouvriers pour exiger la libération de leurs camarades. Les insurgés se rendent maîtres de la ville. Une révolution sans précédent dans l'histoire allemande vient de démarrer en ce mois de novembre 1918. Très rapidement, des «Soldatenräte» et des «Arbeiterräte» (Rat étant la traduction de soviétique) émergent. Loin de rester circonscrit, le mouvement fait tache d'huile. Parmi ces marins, nombre d'entre eux sont originaires du Land Elsass-Lothringen ; ils prennent une part active aux mutineries avec leurs camarades allemands, à l'exemple de celui qui deviendra le représentant de la frange radicale des marins arrivés à Strasbourg, Thomas Wendelin. Les marins alsaciens-lorrains décident de réquisitionner deux trains pour rentrer chez eux et emmènent avec eux la Révolution. C'est la suite de cette histoire dans le Land Elsass-Lothringen que nous décrit le livre de Jean-Claude Richez, *Une révolution oubliée* <sup>(3)</sup>.

## Une révolution oubliée

Le livre de Richez est découpé en neuf chapitres ; le découpage est chronologique et suit pas à pas cette révolution oubliée. L'introduction nous rappelle que cet événement reste assez méconnu

dans l'histoire du mouvement ouvrier français. Le 1er chapitre aborde la dramatique situation économique et sociale en Alsace-Lorraine à l'aube du novembre 1918. Il rappelle aussi que c'est 380 000 alsaciens-lorrains qui sont mobilisés dans l'armée allemande pendant la Première Guerre mondiale. Le 2nd chapitre du livre aborde la montée des tensions politiques face à la dégradation de la situation économique en Alsace-Lorraine, l'exacerbation des tensions sociales, le régime de dictature militaire, et le tour incertain que prend la guerre. L'auteur présente la crise parlementaire qui agite le «Reichland», ainsi que l'irruption des marins révolutionnaires en Alsace-Lorraine qui incitent les soldats stationnés en Alsace-Lorraine à constituer des «conseils de soldats». Il souligne que la Kaiserliche marine compte un nombre important d'alsaciens-lorrains et que dans la marine de guerre allemande, les «matelots participent à un milieu très politisé et se radicalisent au cours de la guerre». À la suite de cette première vague de marins insurgés en succède une seconde beaucoup plus radicale dans ses revendications. On pourrait y voir une forme de naïveté en ayant connaissance du fait que l'armée française était toute proche, mais il faut voir qu'en ce temps-là, le monde était en plein bouleversement social et politique : c'était «l'appel des possibles» <sup>(4)</sup>. Le chapitre 3 présente la naissance et l'extension du mouvement d'ouvriers et de soldats dans le Reichland. L'auteur aborde parfois de manière ambiguë l'action des sociaux-démocrates alsaciens. Ceux-ci vont favoriser la création de conseils ouvriers dans toute l'Alsace-Lorraine et se mettre à l'avant-garde de ce mouvement -le noyauter en quelque sorte- face à un courant radical, révolutionnaire et internationaliste qui traverse les «conseils de soldats» qui se sont constitués avec l'arrivée des marins insurgés. On y voit là une constante d'une large part de la social-démocratie (en Allemagne et en Alsace-Lorraine) : un nationalisme exacerbé, mais aussi une peur panique de ce que peut être une révolution à caractère sociale et politique. Un paradoxe pour des gens d'un parti, le SPD, qui devait mener à la révolution et qui lors du déclenchement celle-ci choisit l'action contre les masses, mais aussi la sauvegarde des intérêts de la bourgeoisie. Jacques Peirotes sera l'homme de la social-démocratie locale (c'est aussi le chef) qui se sera partout, pour que partout rien ne se passe. L'auteur prétend d'ailleurs que celui-ci aurait proclamé le 10 novembre une république sociale. À notre sens, il semble peu crédible qu'un homme comme Peirotes ait fait une déclaration concernant une «république sociale». L'auteur ne nous explicite pas, ce qui est bien regrettable, si les différents conseils n'ont pas essayé à un moment donné ou un autre de se coordonner dans toute l'Alsace-Lorraine. Une chose qu'il note avec justesse, c'est l'ob-

session du maintien de l'ordre, principalement par ceux qui ne veulent pas d'un mouvement de remise en cause de la «société de classe». Il ne faut pas non plus oublier que les soldats allemands, dont la plupart ne sont pas habitants de la région, étaient eux-mêmes remplis de contradictions : ils souhaitaient surtout une chose, revenir chez eux. Le chapitre 4 aborde de l'exercice du pouvoir par les conseils d'ouvriers et de soldats en Alsace-Lorraine ; il y décrit les différentes contradictions qui les traversent, principalement à cause du sentiment d'appartenance des principaux acteurs de cette révolution. Le chapitre suivant aborde l'agitation des parlementaires alsaciens, ainsi que la formation de gardes civiques pour tenter de s'opposer au monopole des conseils d'ouvriers et de soldats. Le chapitre 6 parle du fossé entre les générations qui n'ont pas connu la guerre, du mécontentement ouvrier et des multiples expropriations des soldats qui se moquent de ceux qui prêchent le maintien de l'ordre. L'auteur met en lumière les limites de l'emprise géographique du mouvement ; une emprise qui devient nulle avec le retrait des troupes allemandes qui entraînent la disparition de facto des conseils de soldats. On y voit aussi l'appel insistant des chefs de la social-démocratie locale à l'armée française pour hâter son arrivée et mater les rouges. Le chapitre 7 et 8 évoque l'arrivée précipitée de celle-ci en Alsace-Lorraine. L'armée française ne reconnaît aucune existence aux «conseils» et fait annuler tous les décrets sociaux. On procédera à la création de commissions de triage et à des expulsions forcées, avec la mise en place d'un régime d'exception. Enfin, le dernier chapitre sous forme d'épilogue aborde les conséquences sur le long terme de ce souffle révolutionnaire qui traversa l'ex-Reichland après 1918 et cela pendant plusieurs années : multiplication des grèves, radicalisation des mots d'ordre, grèves générales, puis revendication d'autonomie vis-à-vis de la France.

En conclusion, pour nous, il s'agit d'un ouvrage et d'un jalon important pour la compréhension de l'histoire de la mémoire et des luttes ouvrières.

Vincent (OCL-Strasbourg)

1. Citation tirée de la biographie du Maitron de Thomas Wendelin

2. Voir *Courant Alternatif* de janvier 2008 pour une première approche de cet événement

3. Jean-Claude Richez, *Une révolution oubliée : Novembre 1918 la révolution des conseils ouvriers et de soldats en Alsace-Lorraine*, Paris, éditions Syllepse, 2020, 254 p.

4. Voir le site de Retronews : chronique un monde en révolution.



Note de lecture

# À quel moment le Mexique a-t-il été foutu ?

*Ce texte sur la situation du Mexique aujourd'hui a été rédigé par des personnes vivant à Mexico. Sa première partie, que nous publions ici, rappelle les origines du désastre économique et social en cours dans ce pays; la seconde partie (à paraître dans le prochain CA) fera une description du passage du Mexique à un narco-État, une critique de la politique suivie par le gouvernement de López Obrador, et il examinera les raisons de la crise que connaissent actuellement les mouvements sociaux.*

Il y a plus d'un demi-siècle, Mario Vargas Llosa commençait *Conversation à La Cathédrale* <sup>(1)</sup>, l'un de ses romans les plus célèbres, en se demandant: «À quel moment le Pérou a-t-il été foutu ?» Il faisait référence à la sombre dictature du général Odría (1948-1954) et, même si comparer le Pérou d'alors avec le Mexique d'aujourd'hui serait une erreur, la question circule avec insistance dans la presse et sur les réseaux sociaux : à quel moment le Mexique a-t-il été foutu ? C'est peut-être exagéré, mais le fait que cette question soit posée est symptomatique. La vérité est que, malgré les attentes suscitées en 2018 par la victoire électorale du candidat de centre gauche Andrés Manuel López Obrador – populairement connu sous le nom d'AMLO –, le pays ne sort pas de la crise économique, sociale, culturelle, écologique, humanitaire et maintenant aussi sanitaire dans laquelle des décennies de gouvernements néolibéraux l'ont plongé.

Cette année-là, plus de 30 millions de Mexicains (un chiffre supérieur à celui qu'a obtenu l'ensemble des autres candidats) ont voté, avant tout, contre la richesse obscène de quelques-uns, l'appauvrissement accéléré des autres, la corruption rampante et une violence criminelle qu'il n'est pas exagéré de qualifier d'apocalyptique. Mais ils ont aussi parié sur un prétendu projet alternatif pour la nation, pompeusement appelé la «4e transformation» ou «4T» – les trois précédentes étant l'Indépendance, la Réforme et la Révolution – qui, sans rompre avec la domination capitaliste, chercherait à démocratiser l'État et à en faire le promoteur d'une économie pour ainsi dire «à visage humain». On y promettait également de respecter les droits fondamentaux – à commencer par le droit à la vie – et de mettre fin à la complicité de longue date entre le gouvernement, les hommes d'affaires et le crime organisé.

*«Le Mexique, lieu de rencontre de l'ensemble de l'humanité, ancien champ de bataille de conflits raciaux et politiques de toutes sortes. Le Mexique est le monde, ou le jardin d'Eden, ou les deux en même temps. Le Mexique est paradisiaque et, sans doute, infernal.»*

**Malcolm Lowry**

faire et le crime organisé. Trois ans plus tard, ce projet se heurte à la dure réalité d'un pays dévoré par des problèmes qui semblent insolubles dans le cadre institutionnel actuel.

## Le crépuscule du corporatisme

Sans remonter ni à l'époque de la conquête – l'une des grandes catastrophes de l'histoire de l'humanité –, ni à l'époque coloniale où Alexander von Humboldt a écrit sur la terrible inégalité qui régnait en Nouvelle-Espagne, ni aux nombreuses révolutions défaites et trahies qui ont marqué l'histoire du Mexique, on peut situer l'origine de l'effondrement qu'il connaît aujourd'hui aux années 80 du siècle dernier. C'est au cours de ces années-là que, à partir d'un ensemble de circonstances apparemment sans rapport, le pays a commencé à se diriger inexorablement vers la situation désastreuse dans laquelle il se trouve aujourd'hui. La perspective de ce désastre était cependant encore imprévisible quelques années plus tôt.

En 1976, le Président de l'époque, José López Portillo, a déclaré que le Mexique devait s'habituer à «gérer l'abondance». En effet, le pays connaissait un boom sans précédent de son industrie pétrolière depuis sa nationalisation en 1938. Un contexte international favorable, dû au fait qu'en 1973 l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPEP) a refusé de vendre du pétrole aux États-Unis et aux autres pays qui soutenaient Israël dans la guerre du

Kippour, ce qui a provoqué une augmentation importante du prix du pétrole et a fait du Mexique le fournisseur par excellence de pétrole brut des États-Unis. En outre, on a découvert de nouveaux gisements de pétrole dans le pays : Cantarell, dans le détroit de Campeche, est ainsi devenu l'un des plus importants au monde. Le Mexique a connu un taux de croissance annuel moyen de 8,4 %. Cependant, une mauvaise gestion de cette «abondance» dans la politique intérieure, l'endettement excessif pour financer l'exploitation des gisements découverts et, surtout, la fin de l'embargo pétrolier de l'OPEP avec la chute consécutive des prix du pétrole et l'augmentation des taux d'intérêt ont marqué la fin de cette manne éphémère et le début d'une spirale sans fin de la dette extérieure, qui n'a fait que croître et hypothèque actuellement 52,3% du produit intérieur brut.

À peine les années 80 ont-elles débuté que le pays a été plongé dans une crise profonde. En 1981, le même Président affirmait, à présent sans le moindre signe d'enthousiasme, son intention de «défendre le peso comme un chien». Cet objectif a échoué, puisque quelques mois plus tard il a dû dévaluer la monnaie de 20 à 70 pesos pour 1 dollar et déclarer un moratoire sur les paiements. Dès lors, l'un après l'autre, les gouvernements qui ont suivi ont adhéré au «consensus de Washington», un ensemble de réformes néolibérales promues par des institutions telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, qui consistait, entre autres, à privatiser les industries publiques, à libéraliser le commerce et la circulation des capitaux, à déréglementer le droit du travail et à réduire les dépenses budgétaires.

Curieusement, c'est la puissante machinerie d'entreprise née des

1. Mario Vargas Llosa, *Conversation à La Cathédrale*, Gallimard, 1973.

cendres de la Révolution mexicaine et mise au point dans les années 30 par le Président Lázaro Cárdenas (1934-1940) qui a facilité l'intronisation du néolibéralisme dans le pays vers la fin du XXe siècle. Il convient de souligner que – triste ironie – le projet cardéniste allait dans la direction opposée : il visait à éliminer les formes les plus virulentes de l'exploitation capitaliste, développer le marché intérieur et faire place à un capitalisme national pour ainsi dire «à visage humain». C'était une utopie et elle s'est vite évanouie, mais le système autoritaire particulier sur lequel elle reposait – celui qu'Octavio Paz a défini, de façon poétique, comme l'«ogre philanthropique» – était là pour rester. L'ogre était le président de la République tout-puissant qui contrôlait le parti d'État (le Parti révolutionnaire institutionnel, PRI, fondé en 1929 sous le nom de Parti national révolutionnaire), et il tenait la société mexicaine entre ses griffes, distribuant récompenses et punitions.

Les organisations de travailleurs ont fait l'objet d'une attention particulière. En 1931, une loi fédérale sur le travail a été promulguée, directement issue du fascisme et de l'idéologie corporatiste de la collaboration des classes. Comme dans l'Italie du Duce, l'État a décidé quels syndicats étaient reconnus et lesquels ne l'étaient pas, sans tenir compte de la volonté des travailleurs. De même, les commissions de conciliation et d'arbitrage ont établi quelles grèves étaient légales et lesquelles seraient réprimées, une pratique qui a duré jusqu'à la réforme du travail de 2019. En 1936, Vicente Lombardo Toledano, sinistre personnage à la foi stalinienne avérée (il a été l'un des persécuteurs de Trotsky), a fondé la Confédération des travailleurs du Mexique (CTM), qui a fêté son 85e anniversaire le 24 février dernier. Cette nouvelle centrale avait pour slogan «Pour une société sans classes», mais en vérité elle s'est révélée le principal instrument de coopération et de contrôle de la classe ouvrière – en particulier avec son dirigeant suivant, Fidel Velázquez, qui a été le tsar du syndicalisme officiel pendant plus d'un demi-siècle. Les postes ont été vendus, hérités ou accordés de manière discrétionnaire dans un contexte de corruption généralisée.

Les mécanismes d'exploitation –



Poster d'Andrés Manuel López Obrador pour la campagne présidentielle de 2018.

dont certains continuent d'exister – se sont intensifiés avec l'aide de la CTM. L'un d'eux est l'externalisation ou la sous-traitance : une entreprise en engage une autre pour effectuer certaines activités complémentaires (le nettoyage, par exemple) afin d'éviter de remplir ses obligations en matière de travail, de priver les travailleurs de leurs droits et de leur imposer des conditions de travail défavorables. Il y a aussi les contrats collectifs de protection des employeurs, des arrangements mafieux qui se mettent en place dans les grandes chaînes commerciales, les maquiladoras [industries d'assemblage et de sous-traitance], les restaurants et les hôtels : des syndicats fantômes dirigés par de faux dirigeants signent des conventions collectives dans le dos des travailleurs et les entreprises leur versent chaque mois une somme pour s'éviter des désagréments. En conséquence, le Mexique n'a pas connu une seule grève générale depuis plus de cent ans. La dernière grève sectorielle a eu lieu à la fin du mois de juillet 2016, sous l'impulsion de la Fédération des syndicats ouvriers du district fédéral (FSODF), qui regroupe les ouvriers de l'électricité, ceux des tramways et les employés de commerce.

Bien que la CTM soit aujourd'hui en net déclin, au milieu des années 80, le contrôle qu'elle exerçait sur le mouvement ouvrier restait solide, et la soumission du PRI aux directives de l'exécutif également. Ainsi, lorsque, après les présidences de Miguel de la Madrid (1982-1988) et, surtout, de Carlos Salinas de Gortari (1988-1994), un groupe de technocrates formés dans les universités nord-américaines a pris le contrôle du gouvernement, l'appareil corpo-

ratif s'est adapté aux nouvelles politiques néolibérales sans réel problème et sans se rendre compte qu'il signait son certificat de décès. Le premier acte a été le dénommé «Pacte de solidarité économique» (1987) qui, avec la bénédiction de la CTM et sous le prétexte de contrôler l'inflation, a intégré dans un même paquet diverses politiques économiques monétaristes et néolibérales dont le but ultime était de contenir les salaires.

Une véritable orgie de privatisations a suivi, sous la forme d'un «capitalisme de copinage» : téléphones, banques, chemins de fer, engrais, aéroports, mines, industries sidérurgiques, compagnies aériennes, industries sucrières, autoroutes, chaînes de télévision, douanes... Et de nouveaux ogres sont arrivés, pas du tout philanthropiques. Carlos Slim Helú, plusieurs fois numéro un sur la liste *Forbes* des hommes les plus riches du monde, a réussi à obtenir ce rang après avoir acheté en 1990 Teléfonos de México, entreprise jusque-là publique, à un prix près de huit fois inférieur à sa valeur, et avoir bénéficié pendant plus de vingt ans d'un monopole dans l'exploitation des appels longue distance nationaux et internationaux. En 2012, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) rapportait, dans son étude sur les politiques et la réglementation des télécommunications au Mexique, ce qui était de notoriété publique : l'entreprise de Slim dominait 80 % du marché de la téléphonie fixe et 70 % de la téléphonie mobile.

Il ne s'agit pas d'un cas isolé. 14 des 16 milliardaires mexicains répertoriés par *Forbes* en 2018 se sont enrichis sous l'administration Salinas.

Leur numéro deux est German Larrea, de Grupo Mexico, qui a acheté en 1990 la mine de cuivre de Cananea et a ensuite repris, entre autres, la mine Pasta de Conchos, dans le Coahuila, qui a été le théâtre, en 2006, d'un terrible accident dans lequel 65 mineurs ont péri. L'une de ses propriétés, la mine Buenavista del Cobre, dans l'État de Sonora (Nord), a déversé 40 millions de litres de solution de sulfate de cuivre acidifiée dans les rivières Bacanuchi et Sonora en 2014, provoquant la pire catastrophe environnementale de la région et l'une des pires de l'histoire du pays.

de masse. Il a fonctionné – non sans contradictions – pendant des décennies, permettant au pays de connaître une croissance économique soutenue, malgré une corruption endémique. Ce n'était pas, bien sûr, la «dictature parfaite» dont parlait Vargas Llosa, car il y avait toujours une opposition. Le gouvernement a réprimé les revendications des étudiants, des enseignants, des cheminots et des médecins, tout en organisant des fraudes électorales lorsque c'était nécessaire. Il y avait également une opposition armée. Réprimés avec une grande violence, les mouvements de guérilla ont marqué de leur empreinte

dans l'eau dans le tissu social (Mao *dixit*), la conclusion logique était qu'il fallait retirer l'eau aux poissons.

Puisque l'ennemi n'était plus une armée clairement identifiable, qu'il pouvait s'incarner dans n'importe quel citoyen, la cible était désormais un ennemi intérieur, la «subversion communiste» que l'on trouvait partout, sans uniforme et cachée dans la société. La victoire ne dépendait plus d'un armement sophistiqué ou du nombre de soldats, mais de la guerre psychologique et de la création d'un appareil de renseignement efficace. La clé était l'information, et pour l'obtenir il fallait pratiquer la torture, pour laquelle des centres de détention clandestins et des groupes paramilitaires furent créés en marge de la loi.

Dans un premier temps, les États-Unis n'ont guère prêté attention à la question, car ils avaient peu intérêt à ce que la France conserve son empire colonial. La situation a toutefois changé rapidement, avec l'accentuation de la guerre froide et l'intensification de la croisade contre le communisme. En conséquence, des experts français ont enseigné les techniques de la guerre contre-révolutionnaire aux Américains et à une génération d'officiers militaires latino-américains à l'École des Amériques à Panama, et à Fort Bragg en Caroline du Nord. Malgré cela, la France a été vaincue d'abord en Indochine, puis en Algérie, tout comme les Américains au Vietnam. Il existe cependant une partie du monde dans laquelle la guerre sale a bien fonctionné : l'Amérique latine, où elle a été employée avec succès dans les pays du cône Sud [Chili, Argentine, Bolivie, Paraguay, Pérou], en Colombie, au Guatemala et, bien sûr, au Mexique.

Le cycle de la guérilla mexicaine a commencé au petit matin du 23 septembre 1965, lorsqu'un groupe de 13 hommes, dirigé par Pablo Gómez et Arturo Gámiz, a tenté de prendre d'assaut la caserne de Ciudad Madera, dans le Chihuahua, où se trouvaient 125 soldats. Ils ont été exterminés, mais peu de temps après et surtout à la suite du massacre de Tlatelolco (2 octobre 1968), les organisations ouvrières, paysannes et étudiantes ont acquis la conviction que la lutte ne pouvait plus être pacifique. Des dizaines d'organisations armées sont apparues, tant dans les zones rurales qu'urbaines. Parmi



La violence n'a cessé de croître au Mexique depuis 2006 : 34 523 homicides recensés en 2020.

Les autres milliardaires figurant sur cette liste sont Alberto Baillères González et Ricardo Salinas Pliego. Le premier possède des compagnies d'assurances, le grand magasin de luxe El Palacio de Hierro, et Industrias Peñoles – la deuxième compagnie minière du Mexique et l'une des plus importantes au monde en matière de production d'argent. Le second, propriétaire des magasins Elecktra – spécialisés dans la vente de meubles et d'appareils électroménagers à des milieux populaires qui, à la fin des années 80, ont eu bien du mal à échapper à la ruine –, a acquis en 1993 deux des chaînes (7 et 13) de la télévision publique Imevisión; à partir de là sa fortune n'a cessé de croître, et il est devenu depuis propriétaire de banques, d'entreprises sur Internet et de télécommunications, de compagnies d'assurances, de sociétés de courtage, etc.

### Les métamorphoses de la sale guerre

À l'origine, le corporatisme mexicain assurait une (modeste) répartition des richesses, tout en garantissant la paix sociale par un contrôle quasi absolu non seulement sur les organisations de travailleurs, mais aussi sur la presse et les médias

le miracle économique du pays <sup>(2)</sup>. Le gouvernement mexicain leur a fait front en recourant à la torture, aux enlèvements et à la mort dans ce que l'on appelle la «guerre sale». Il est utile d'évoquer, ne serait-ce que rapidement, les principales caractéristiques de cette forme particulièrement sinistre d'attaque contre le peuple.

Marie-Monique Robin a montré qu'elle est née dans les jungles d'Indochine et dans les rues accidentées d'Alger, de la tentative faite par la France de conserver ses colonies après la fin de la Seconde Guerre mondiale <sup>(3)</sup>. C'est à ce moment-là que les militaires français ont compris que le modèle classique de guerre, avec un front, deux camps alignés l'un contre l'autre et des soldats en uniforme, ne fonctionnait pas contre les mouvements de libération nationale. Ils ont étudié les travaux de Mao (qui a proclamé la République populaire de Chine le 1er octobre 1949) sur la guerre populaire et sont arrivés à la conclusion que l'information, et non les armes, était la clé pour vaincre cet ennemi insaisissable. Si, grâce au soutien de la population, le Viet-minh et le Front de libération nationale algérien se déplaçaient comme des poissons

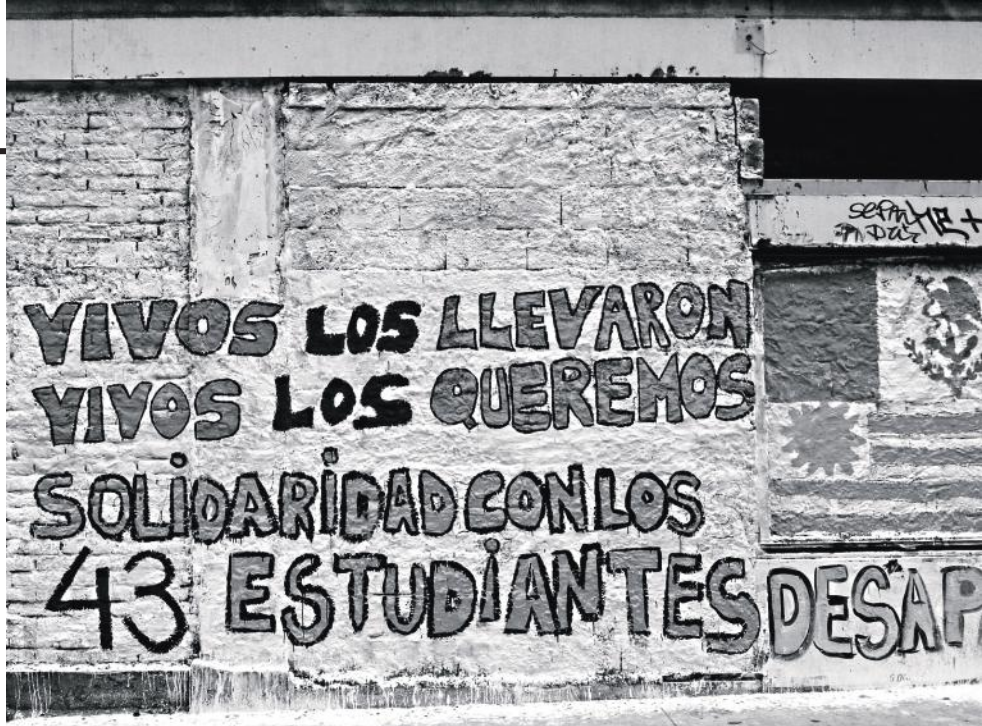
2. Laura Castellanos, *Le Mexique en armes – Guérilla et insurrection. 1943-1981*, Lux, 2009.  
3. Marie-Monique Robin, *Escadrons de la mort, l'école française, La Découverte*, 2004, rééd. 2008.

eux, on peut citer la Ligue communiste du 23 septembre, les Forces de libération nationale (ancêtre de l'actuelle Armée zapatiste de libération nationale, EZLN), l'Union du peuple, le Parti des pauvres et l'Association civique révolutionnaire nationale.

La répression a été menée par la redoutable Direction fédérale de la sécurité, un repaire de tortionnaires rattachés au ministère de l'Intérieur et à l'armée elle-même, qui envoyait à l'époque ses officiers se former aux États-Unis. Ça été le cas, par exemple, du général Arturo Acosta Chaparro, classe 1942, diplômé de Fort Bragg en 1970 en tant que bérét vert, qui est devenu l'un des principaux responsables de la guerre sale, d'abord à Oaxaca, puis à Guerrero. À ce titre, il a dirigé personnellement les interrogatoires et a disposé de groupes paramilitaires secrets autorisés à commettre n'importe quelle violation. Au milieu des années 80, presque toutes les organisations politico-militaires ont été écrasées dans une guerre non reconnue mais extrêmement violente, et dont le bilan est, selon les chiffres officiels, de près de 1 500 morts, 15 000 détentions illégales, 1 421 cas documentés de torture et 1 650 autres personnes emprisonnées. En outre, 1 650 personnes ont été détenues dans des prisons clandestines, parmi lesquelles 100 ont été exécutées de manière extrajudiciaire et 797 ont disparu.

Une fois l'ennemi intérieur liquidé, l'appareil répressif a emprunté de nouvelles voies, ce qui a débouché sur une collusion entre l'État et le crime organisé. En 1985, Enrique Camarena, un agent secret de la DEA [Drug Enforcement Administration] qui avait infiltré le cartel de Guadalajara et grâce auquel une importante opération antidrogue avait été réalisée, a été assassiné dans cette ville après avoir été cruellement torturé. La DEA a alors lancé l'opération Legend, l'une des plus grandes enquêtes de l'histoire du trafic de drogue. Bien que deux grands barons de la drogue aient été rapidement appréhendés – Rafael Caro Quintero et Ernesto Don Neto Fonseca Carrillo –, les enquêtes se sont poursuivies pendant plusieurs années et les résultats ont été révélateurs.

Il est notoire que, pendant la présidence de Ronald Reagan, entre 1981 et 1989, la CIA a soutenu le mouvement armé de la Contra au Ni-



« Ils les ont emmenés en vie, dit le graffiti. Nous les voulons vivants. Solidarité avec les 43 étudiants disparus » à Iguala (État de Guerrero) en 2014.

caragua pour renverser le gouvernement du Front sandiniste de libération nationale. Quand le Congrès américain a restreint les fonds destinés à cet objectif, la CIA a mis en place un système triangulaire illégal qui consistait à vendre des armes à l'Iran – la fameuse opération connue sous le nom d'Iran-contras [ou Irangate] –, mais aussi, ce qui est moins connu, à autoriser l'entrée aux États-Unis de drogues (notamment de cocaïne) en provenance de Colombie et du Mexique, en échange d'une partie des bénéfices versés aux mouvements armés contre-révolutionnaires d'Amérique centrale. C'est ainsi que les cartels de la drogue mexicains sont passés du statut de simples producteurs de marijuana et de pavot à celui de grands trafiquants de cocaïne et de drogues de synthèse, avec le soutien de la Direction fédérale de la sécurité (DFS), la même agence qui avait dirigé la guerre sale.

Il est utile d'évoquer d'autres faits. Le 30 mai 1984, Manuel Buendía, chroniqueur du journal *Excelsior*, a été assassiné à Mexico. Ce prestigieux journaliste avait réussi à recueillir des informations sur les activités de contrebande d'armes de la CIA et sur les relations que l'agence de renseignement entretenait avec les trafiquants de drogue à Veracruz. «Buendía a contacté Jose Antonio Zorrilla Perez, chef du DFS, et lui a rapporté toutes les informations qu'il possédait. Le journaliste cherchait des conseils sur la manière de procéder, mais en retour il a reçu la mort (4).» D'autre part, en 2013, après vingt-huit ans de silence, trois anciens agents de la DEA qui avaient

participé à l'enquête de l'opération Legend pour découvrir la vérité sur le meurtre de leur collègue Camarena ont déclaré au magazine *Proceso* que celui-ci «n'aurait pas été tué par Rafael Caro Quintero – un *capo* qui a purgé une peine pour ce crime –, mais par un agent de la CIA (4)». La raison : Camarena avait découvert que son propre gouvernement collaborait avec les narcos mexicains dans leurs affaires illicites.

C'est ainsi que, progressivement, les membres des appareils répressifs qui avaient mené la guerre sale se sont «modernisés» en devenant le lien organique entre l'État et les organisations criminelles, lesquelles se sont installées au cœur du système politique et économique mexicain, où elles ne représentent maintenant plus une anomalie, mais existent en bonne et due forme. Cela s'est produit en pleine dérégulation économique néolibérale, ce qui – comme le souligne Carlos Fazio – leur a permis d'investir massivement dans l'économie légale par le biais de montages financiers sophistiqués. Ce que l'on pourrait appeler la grande remise à zéro de la corruption au Mexique a conduit à la formation de nouvelles classes dirigeantes ne provenant plus de la bureaucratie étatique (l'ancienne machine corporative), mais plutôt d'un marché monétariste qui, en l'absence de règles, a profondément modifié la relation entre économie et politique.

(À suivre.)

**Claudio Albertani  
et Fabiana Medina**

4. Anabel Hernández, *Los Señores del narco*, Mondadori, 2010.

# L'Algérie au temps du hirak: marches ou grèves ?

*«Le front social en ébullition: actions de protestation annoncées dans plusieurs secteurs» (Liberté, 25 mars 2021). «La grogne sociale gagne du terrain» (Midi libre, 29 mars 2021). «Front social : Les foyers de contestation se multiplient» (El Watan, 20 avril 2021). «Le front social s'emballe» (Le Soir d'Algérie, 21 avril 2021).*

Depuis plusieurs semaines, les titres de la presse algérienne se suivent et semblent indiquer le regain – si ce n'est le retour – de la contestation. En effet, par-delà la reprise des manifestations hebdomadaires du hirak en février de cette année – après une suspension décrétée en mars dernier par les animateurs du mouvement populaire en raison de la pandémie de COVID-19 –, l'intervention autonome des travailleurs par le moyen de la grève permet la réémergence d'une question sociale sciemment enfouie par une coalition hétéroclite de bureaucrates, de conservateurs et de libéraux.

Fin janvier, Salim Labatcha, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) – centrale historiquement liée à l'Etat, surtout implantée dans la fonction publique – et ancien député du Parti des travailleurs (PT) – organisation lambertiste proche ces dernières années de la direction de l'UGTA –, a déclaré qu'un salarié devrait toucher 75 000 dinars (soit 467 euros) par mois afin de pouvoir subvenir à ses besoins (*Echorouk online*, 26 janvier 2021). Précisons que, selon l'Office national des statistiques, le salaire moyen en Algérie était de 41 000 dinars en 2020 (*El Watan*, 6 février 2020) et que le salaire minimum est fixé à 20 000 dinars (soit 125 euros) depuis le 1er juin dernier. La sortie du dirigeant de l'UGTA était d'ailleurs interprétée par certains commentateurs comme un «avertissement» adressé au gouvernement (*Le Quotidien d'Oran*, 28 janvier 2021), sans pour autant l'amener à franchir le Rubicon et sortir de son rôle de «pompier social» au service d'un régime antipopulaire.

À la même période, 13 syndicats de la fonction publique membres de la Confédération des syndicats autonomes (CSA) – organisation qui attend son agrément des autorités et revendique un salaire minimum de 80 000 dinars (*El Watan*, 18 avril 2021) – se sont réunis pour dénoncer la «dégradation» du climat social. À cette occasion, Boualem Amoura, pré-



Manifestation du «Hirak», le 30 avril 2021, à Alger. AFP - RYAD KRAMDI

sident du Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (SATEF), a affirmé : «Il y a en ce début d'année une érosion vertigineuse du pouvoir d'achat. Les prix de tous les produits ont connu une flambée de façon inacceptable, alors que les salaires n'ont pas augmenté depuis 2012» (*El Watan*, 30 janvier 2021). Dans sa déclaration où se mêlent constats irréfutables et rhétorique réformiste, le responsable syndical a ajouté : «Les partenaires sociaux ont été ignorés et le sont encore aujourd'hui. Les travailleuses et les travailleurs ne peuvent plus supporter une telle situation. Nous allons tout droit vers une explosion sociale.»

Pourtant, que la bureaucratie syndicale soit associée ou non aux concertations officielles, la colère des travailleurs – dont près d'un tiers peut désormais être considéré comme pauvre – ne pouvait plus rester indéfiniment étouffée sous les slogans nationalistes du hirak ou contenue par la «trêve sociale» décrétée par les syndicats autonomes.

Et cela, sans compter les mesures liberticides imposées par le gouvernement en raison de la situation sanitaire ou les polémiques stériles lancées régulièrement par des politiciens au service de la confusion ambiante, à l'instar de l'islamo-populiste Abdelkader Bengrina, qui a affirmé en février dans un meeting : «le hirak des millions, le hirak authentique, est un hirak politique et n'a jamais été un

mouvement social. C'est un hirak contre ceux qui ont voulu l'opposer aux constantes nationales, contre ceux qui ont voulu le réduire à un hirak villageois après avoir été le hirak d'une nation, et contre ceux qui ont voulu exploiter le hirak et l'instrumentaliser pour briser l'unité nationale» (*El Watan*, 25 février 2021).

Ces paroles s'accordent tout à fait avec la propagande des autorités qui se réclament du «hirak authentique», à savoir le mouvement de masse qui a chassé Abdelaziz Bouteflika du pouvoir en avril 2019, mais qui cherchent depuis à neutraliser la dynamique contestataire visant explicitement à changer de régime et dont la ténacité a surpris de nombreux observateurs pariant sur sa disparition avec la pandémie et la répression. Mais l'aspect autrement significatif du discours d'Abdelkader Bengrina réside dans sa volonté de nier le contenu social du mouvement populaire pour le cantonner à sa dimension strictement politique – nationaliste de surcroît – alors que l'aspiration à la dignité et à la justice sociale constitue un ressort essentiel de la mobilisation malgré les réticences de ceux qui, parmi l'opposition libérale, ont voulu restreindre le hirak en le limitant à une problématique strictement démocratique.

Nedjib SIDI MOUSSA

# Lutte et répression dans le Maroc de Mohammed VI

*Le Maroc, pays ami de la France et de l'Occident, ne fait que rarement la une des journaux français. Pourtant, la situation sociale et politique s'est fortement dégradée sous les coups de boutoir d'une répression sans bornes. Nous avons interviewé W., militant de la région de Marrakech sur ses impressions sur les rapports de force qui animent la société marocaine.*

**L'actualité est marquée par les affaires Omar Radi et Soulaïmane Raïssouni, deux journalistes arrêtés. Peux-tu nous faire un point sur ces affaires, notamment celle de Omar Radi, qui a été fortement médiatisée en France ?**

Au Maroc, il y a toujours eu des attaques contre la presse. Différentes méthodes sont utilisées par le pouvoir pour discréditer le journalisme dit indépendant qui n'est pas directement lié à l'appareil d'État. Pour comprendre, il faut revenir sur la fin du régime de Hassan II en 1999 où une sorte d'ouverture a permis l'émergence d'une presse libre et de journaux indépendants. On peut citer l'exemple du «Le journal» (1997-2010) du journaliste Aboubakr Jamaï. Pour la plupart, il ne s'agissait pas de journaux du champ social, mais plutôt des articles d'investigations, notamment sur les faits économiques, portés par des journalistes démocrates. Il ne s'agissait pas non plus de journaux spécialement marqués à gauche, mais plutôt d'articles qui défendaient l'État de droit. Pourtant, c'était déjà très mal vu par le pouvoir qui a dès lors usé de multiples sanctions contre les journaux réputés comme trop remuants. Cela passait principalement par des condamnations à des amendes ou à des interdictions de publicité qui ont pour conséquence la fermeture. Des journalistes comme Ali Anouzla et Ali Lmrabet, tous deux de convictions républicaines, ont été particulièrement ciblés par les autorités <sup>(1)</sup>. Ali Lmrabet a par exemple été interdit d'exercer à partir de 2005. À partir de 2011 les peines se sont durcies avec des emprisonnements pour Anouzla en 2013 qui a été condamné de manière délirante pour «apologie du terrorisme» ou encore cette même année pour Rachid Niny qui s'était trop intéressé aux histoires de corruption.

C'est à partir de cette période qu'ont commencé les montages policiers contre les journalistes.

Désormais la police ne cherche pas des accusations sur la base de ce qui est écrit par les journalistes, mais on attaque plutôt par le biais des mœurs, de la vie privée, de la morale. L'exemple le plus marquant c'est celui de Taoufik Bouachrine, un journaliste qui a été condamné à quinze ans de prison pour viol. Les flics ont installé des caméras pendant 3 ans dans son bureau dans lequel Bouachrine a eu plusieurs relations sexuelles avec différentes collaboratrices. Les flics ont ensuite appelé ces collaboratrices pour les convaincre de porter plainte pour viol. Il s'agissait de relations sexuelles hors mariage ce qui peut t'emmener directement en prison, surtout si tu es une femme. Les pressions ont donc fonctionné pour une partie des femmes concernées. Les autres l'ont dénoncé, mais cela n'a pas été suffisant pour éviter une condamnation. Dans le même ordre d'idée, Soulaïmane Raïssouni, un journaliste très critique envers le pouvoir policier, notamment, a été accusé de viol sur un mineur de 17 ans. Dans une société conservatrice, les relations sexuelles hors mariage sont déjà une accusation infamante, alors quand cela se double d'un rapport homosexuel... Enfin, en 2020, c'est Omar Radi (voir encadré), journaliste très ancré à gauche, qui a été accusé de viol alors même que les flics s'étaient acharnés sur lui toute l'année précédente pour prouver des supposés liens avec les services secrets britanniques. Il dort actuellement en prison. L'aspect sexuel est là pour décrédibiliser la parole politique des journalistes et masquer les aspects politiques de l'affaire. Des fois, c'est complètement hallucinant, Hamid Mehdaoui, un journaliste qui couvrait des manifestations dans le Rif a été accusé de vouloir faire venir des tanks depuis la Belgique pour renverser le pouvoir. On ne s'embarrasse pas avec la réalité.

**Ces journalistes sont de tendances politiques différentes. Ce sont également ces orientations que l'on retrouve dans les luttes sociales. Comment celles-ci cohabitent-elles dans la répression ?**

Il y a un tournant autoritaire au Maroc qui n'accepte plus de voix critiques. Qu'elles soient radicales ou réformistes, le pouvoir s'en fiche. Politiquement par exemple, Bouachrine va être sur une ligne réformiste conservatrice. En 2011, il est proche du Parti de la Justice et du Développement (PJD), actuellement au pouvoir, qui est une émanation des frères musulmans. Il demande la séparation des pouvoirs politiques et une interprétation plus démocratique de la constitution. À côté de ça, il reste extrêmement conservateur, notamment sur les mœurs, les droits des femmes, etc. Ce n'est pas du tout le cas d'Omar Radi qui lui, est sur des lignes marxistes révolutionnaires qui travaillent beaucoup sur les aspects économiques de prédation et de corruption. Raïssouni lui, s'est attaqué directement au patron de la Direction Générale de la Surveillance du Territoire, Abdelatif Hammouchi, un homme fort du régime, maître d'œuvre des montages policiers. Même si Raïssouni est un démocrate plutôt libéral et peu radical, c'était de trop pour le Makhzen <sup>(2)</sup>.

Ces tendances politiques ne cohabitent que peu en dehors de la répression qui crée finalement de la solidarité.

Tu peux nous expliquer ce que c'est que les réformistes conservateurs ? C'est quelque chose qu'on n'a pas vraiment en France...

Au Maroc c'est évidemment très différent de la France. En France il y a eu une rupture avec l'Ancien Régime au moment de la Révolution française et de la révolution industrielle. Il y a eu la démocratie bourgeoise. Au Maroc la

1. On peut également parler de Ahmed Réda Benchemsi, directeur du journal «Telquel», qui, harcelé, choisira l'exil en 2010.

2. Mahzen: un mot signifiant peu ou prou le régime, mais qui laisse planer un flou concernant la personne du roi.



Hal Hoceima, 2017, des femmes continuent à manifester après la charge des flics. Photo de Louis Witter.

question démocratique n'a jamais pu être posée. Il y a toujours eu l'autoritarisme. On persiste dans un rapport qui mêle féodalisme et triomphe de la bourgeoisie. Les réformistes conservateurs et conservatrices veulent la séparation des pouvoirs, avec une justice indépendante. Pour ma part, je suis pour un renversement radical des modes de production et du système capitaliste donc en ce qui me concerne, ce sont des débats de forme. Par contre ils et elles sont complètement conservateurs.rices sur les aspects de mœurs, de droits des femmes... Ils le sont également sur des aspects de droits sociaux comme les élargissements des droits à la retraite par exemple.

***Ce sont également ces conflits et ces alliances qui ont animé, il y a dix ans déjà, le mouvement du 20 février, émanation marocaine du printemps des peuples. Quel regard portes-tu, dix ans après cette lutte, sur cette période ?***

C'est la nature de tous les mouvements sociaux en ce moment j'ai l'impression. On le voit avec les gilets jaunes en France. Cette diversité politique au sein du mouvement n'est pas facile à gérer. Mais le dénominateur commun c'est que tous les participants étaient issus.e.s d'une même classe sociale. Mon analyse est une analyse de classe. Et même si au sein du mouvement du 20 février il y a eu des membres de l'extrême droite marocaine, on a réussi à obtenir des avancées. Les partis islamistes sont aussi représentés que la gauche dans la population, via des syndicats, des associations, même s'ils ont un projet de société réactionnaire, on ne peut nier leur implantation dans le prolétariat. Nous sommes donc obligés de composer avec. Mais de toute façon, leur présence est souvent opportuniste. Le

mouvement social marocain est donc hétérogène, sans ligne directe de telle ou telle organisation, au sein duquel, il ne faut pas laisser le terrain aux conservateurs.rices. En 2011, ça avait créé des clivages, d'ailleurs, certaines tendances de la gauche marocaine ont abandonné le 20 février pour ces raisons. C'est une catastrophe. D'autant que les questions posées étaient d'ordre social, et ont peu à peu marginalisé les conservateurs qui, eux, restent des alliés de la bourgeoisie et ne trahiront jamais la loi du plus fort. Les gens, les jeunes, se sont politisés sur des questions de classe et ça c'est une victoire pour les forces progressistes. Les revendications se sont complètement réorientées vers les revendications classiques des mouvements de gauche historique (liberté pour les prisonniers politiques, minimas sociaux, etc...).

***Les partis qui existent au Maroc ont-ils un vrai poids dans la société ? Et quelle influence politique ont-ils dans la monarchie ?***

Il y a une crise des partis, mais qui semble universelle, y compris au sein des démocraties. On voit ça en France également. Ce déclin, c'est le même au Maroc. Mais la spécificité c'est que la monarchie essaie en permanence et de manière structurelle d'affaiblir les partis, quels qu'ils soient, même les partis proches du pouvoir. Car pour le roi, le seul acteur politique du Maroc, c'est le roi. Les partis politiques servent juste pour animer des campagnes électorales de façade. Tous les cinq ans pour les législatives et tous les six ans pour les communales. Cette situation s'est durcie ces derniers temps où on note un rejet total de toute forme d'organisation politique par la monarchie. Et dans le même temps, le makhzen essaie de nous culpabiliser sur l'absten-

tion alors même que celui-ci vide de tout contenu politique les propositions de partis. Mais la politique, on en fait; pas par des voies électoralistes, mais par des systèmes d'organisation directe, par des résistances, par des solidarités. De toute façon, les partis n'ont aucune légitimité.

***La répression, même si elle n'a jamais disparu, semble s'être durcie notamment depuis le moment du Hirak de 2017, qui a été très fort dans le Rif marocain. Peux-tu nous parler de ce mouvement qui a été extrêmement fort, mais qui a eu très peu de répercussions en France ?***

Le mouvement du Hirak vient de la mort de Mouhcine Fikri, un vendeur de poisson qui a été jeté par les flics dans un camion poubelle qui l'a broyé vivant. Mais pour bien comprendre le Hirak, il faut revenir sur l'histoire du Rif. Historiquement cette région a été marginalisée par le pouvoir de Hassan II et a une grande tradition de lutte. Il y a eu des tentatives d'insurrection nationale dont la plus connue est «la guerre du Rif» menée par Abdelkrim el-Khattabi dans les années 20. S'en est suivie, une grande répression en 1958 orchestrée par Hassan II qui n'était alors que prince héritier. En 1984, une nouvelle révolte est encore une fois écrasée par Hassan II qui traite publiquement de «sauvages» les citoyens. Depuis, lésé par le régime, on note un grand écart de développement entre le Rif et le reste du pays. Il manque tout. Pas d'hôpitaux, peu d'infrastructures sociales, isolement, très fort chômage, etc. Avec cet événement déclencheur qu'est l'assassinat de Mouhcine Fikri, est née une grande revendication sociale qui n'était pas d'ordre politique, mais bien exclusivement sociale. Ce mouvement s'est caractérisé par un grand pacifisme. Mais la violence a commencé quand le pouvoir a commencé à arrêter les leaders. Ils ont commencé une série de procès sur des faits imaginaires ayant pour but de démontrer que le mouvement était financé par des forces extérieures ou encore à prêter aux manifestants.e.s des volontés séparatistes.

***À cette occasion Nasser Zefzafi, ainsi que d'autres leaders du mouvement ont été condamnés jusqu'à 20 ans de prison sur des bases complètement***

**délirantes. Au-delà de la répression horrible qui s'est abattue sur ces personnes, peut-on détailler quel était la ligne politique de ces leaders ?**

On ne peut pas dire que les bases idéologiques soient très claires. En tout cas, elles reflètent les positions de la population. Ils n'ont jamais été représentatifs d'une tendance X ou Y. Ils ont toujours été fidèles aux revendications du mouvement. Pour moi, c'est le genre de personnes très simples qui se retrouvent d'un coup comme identifiés «ennemis de l'État». Ils avaient des revendications sociales. Point final. Même si en fin de compte c'est évidemment des revendications politiques. Car les revendications sociales sont de toute façon au-delà de ce qu'on peut espérer du système monarchique. On les encourage en tous cas, car pour certains ils ont pris jusqu'à 20 ans, Nasser Zefzafi en a déjà fait 5. Avec d'autres détenus, ils ont boycotté les procès de la cour d'appel considérant que ce n'était pas un procès, mais une mascarade.

**Le roi est le commandeur des croyants. Ça veut dire quoi ? Est-ce que certains musulmans et musulmanes dans le royaume s'opposent à cette vision ?**

Ce pouvoir de commandeur des croyants a toujours été le centre du pouvoir théocratique du roi. De fait, il y a un lien d'allégeance entre les croyants et leur chef. C'est ce qu'on appelle la Bay'a. Ce lien religieux est supérieur à tous les liens juridiques ou politiques dans le cadre d'une constitution. Et c'est très fort. Ce fut une des revendications du mouvement du 20 février de réformer l'article 19 de la constitution qui instaure légalement ce lien de subordination. Dans les traditions islamiques, si quelqu'un conteste ce lien-là, il s'expose à une condamnation à mort. La question religieuse, elle déclenche toujours des débats, car pour certains, on n'a pas besoin de constitution si on a déjà un roi. Ça bloque évidemment la liberté à tous les niveaux et notamment la liberté de culte puisque tout sujet marocain qui voudrait se convertir à une autre religion ou abandonner l'islam se retrouve à désobéir son roi. C'est une vision contestée par la gauche évidemment, mais aussi par certains islamistes qui ne considèrent pas du tout que cette structure théocratique est pro-



Manifestation contre la mine d'Imider, propriété du Roi, dans la région de Ouarzazate.

blématique. Par contre, en fonction du débat théologique, certains considèrent pour diverses raisons que Mohammed VI n'est pas légitime. Il ne s'agirait juste pas du bon commandeur des croyants.

**L'impact de la morale religieuse et traditionaliste a évidemment des conséquences terribles pour les femmes marocaines. Y a-t-il eu des luttes et des avancées dans ce domaine ? Peux-tu nous en dire deux mots, même si cela mérite un article dédié ?**

La seule vraie avancée sur ce point a été la réforme du code de la famille en 2004, sur décision royale. Cela a permis aux femmes de se marier sans l'autorisation du père ou du frère par exemple ou de détenir un commerce en leur nom. Il y a eu quelques avancées, quelques droits grappillés, mais dans le fond, il reste un manque flagrant d'égalité face à la loi, aussi bien dans l'espace public que dans l'espace privé. La réforme de l'héritage par exemple, dans laquelle les femmes n'ont pas le droit d'hériter à une part égale de l'homme. Mais réformer le code de la famille c'est s'opposer aux islamistes. Évidemment dès 2004, il y a eu des grandes oppositions de la part de ces derniers. Et comme ils sont au pouvoir, ce n'est pas demain que ça risque de se faire... Quant à la question de l'avortement, couplée au fait que les relations sexuelles hors mariage sont punies lourdement par la loi, c'est encore plus compliqué. Et ce, malgré le fait que c'est un problème de santé publique majeur. Si on compare avec la Tunisie post révolutionnaire, le Maroc est encore à des années-lumière de ces avancées.

**On a l'impression que le Roi détient plus que jamais tous les pouvoirs, et de plus en plus de pouvoir économique. Il a dé-**

**veloppé, depuis la mort de son père, un système de rente qui s'apparente à un pillage sans concession des biens des Marocains ? Peux-tu nous expliquer comment fonctionne ce système ?**

C'est le point le plus important dans le système économique de Mohammed VI. Hassan II était évidemment un homme fortuné, mais politiquement, quelques événements politiques l'ont contraint à céder un peu d'argent à une élite. Ayant connu deux coups d'État, il a essayé d'élargir sa base bourgeoise afin de garantir que celle-ci lui fasse allégeance. Mohammed VI, en revanche, a juste essayé d'instrumentaliser son pouvoir politique et religieux afin de dominer le marché économique et d'accroître ainsi sa fortune. Et pourtant si on parle un peu démocratie même dans le libéralisme, il faut respecter la règle de concurrence. Il ne joue même pas le jeu du capitalisme ! Les dés sont pipés d'avance. Il y a juste un monopole. Si tu as un secteur d'activité, et que Mohammed VI par le biais d'une de ses filiales, est ton concurrent, tu es obligé d'abandonner ce marché. Sinon tu as des soucis.

Le roi dispose d'une holding, Al Mada, qui exerce littéralement partout. Il est par exemple leader sur le secteur bancaire avec Attijariwafa bank, 4e banque d'Afrique, propriétaire des mines d'argent du Maroc <sup>(3)</sup>, actionnaire majoritaire des sociétés de grande distribution, il est également propriétaire d'hôtels de luxe, il a une filiale d'exploitation des domaines agricoles, et j'en passe. Il est également positionné comme actionnaire dans de nombreuses entreprises, notamment françaises dans le domaine des énergies renouvelables... C'est une fortune considérable.

Il défend de manière directe ses intérêts économiques. Il exerce même

3. Mines qui sont des catastrophes écologiques et économiques pour les habitants des régions et qui donnent lieu à des luttes comme le conflit d'Imider qui oppose depuis 2011 les habitants d'un petit village du sud à l'État.



Manifestation d'enseignants contractuels le 20 février 2019 à Rabat. Cette lutte demande la titularisation de milliers d'enseignants depuis 2016.

sur le domaine du microcrédit en Afrique sur des populations précaires via le «Centre Mohammed VI» (sic). Mais cela fait aussi grincer des dents, car il exerce une concurrence déloyale. Dans le livre «Le roi prédateur» de Eric Laurent et Catherine Graciet, il a été prouvé que Mohammed VI a effectué une OPA sur le groupe Auchan au Maroc, obligeant le groupe de Mulliez à céder la majorité de ses parts à la holding royale (4). Il y a clairement un abus de pouvoir et il ne respecte même pas le jeu capitaliste. En plus il affiche clairement sa richesse de manière outrancière. Il aime beaucoup les montres donc il s'en achète parfois des très jolies. La dernière coûtait 2 millions d'euros. De même il aime bien la France où il s'est acheté l'année dernière un petit hôtel particulier sur le Champ-de-Mars pour la modique somme de 80 millions d'euros. C'est indécent. À cela, il faut rajouter le budget dédié au «palais» (5) qui coûte énormément d'argent aux Marocains et Marocaines. Le budget annuel de 2.7 milliards de dirhams dépasse largement celui de nombreux autres ministères. Pour avoir un ordre d'idée, le salaire mensuel est de 2000DH, soit près de 200 euros. Son train de vie, sans compter celui des membres de sa famille, est donc très coûteux pour le contribuable. Et il affirme qu'il s'en fout puisque ce budget continue d'augmenter. Enfin, il ne faut pas oublier que Mohammed VI bénéficie des paradis fiscaux puisqu'il apparaissait bien placé dans les dossiers de WikiLeaks et de Panama Papers. Il est bien plus riche que les dirigeants des pays du Golfe qui pourtant ne sont pas à plaindre...

***Longtemps, une des forces du roi était que les classes populaires le voyaient comme ne faisant pas partie du problème, comme s'il était juste mal entouré. Est-ce que ce discours est encore très présent ou la parole est en train de se libérer à ce sujet ?***

Avec l'arrivée de Mohammed VI au pouvoir, il y a eu de grandes opérations de propagande. Autoproclamé «roi des pauvres», il distribuait des paniers aux plus pauvres dans les quartiers populaires, notamment pendant le ramadan. Certain.e.s y ont cru. Mais on assiste actuellement à une montée de la conscience de classe au Maroc, largement présente sur les réseaux sociaux. Ces infos circulent librement. C'est un contre-pouvoir important. La minorité qui connaît les privilèges du roi s'est élargie, à tel point qu'il ne pouvait plus faire son discours en direct sur YouTube sans avoir une flopée de commentaires sur son rythme de vie, phénomène exceptionnel au Maroc. Les chaînes ont été donc contraintes de bloquer lesdits commentaires. Ils ont cédé un peu en liberté d'expression sur les réseaux sociaux, sur Facebook et YouTube notamment, mais la répression est toujours réelle et amène à des arrestations. Ces derniers mois, de très nombreux Youtubeurs sont allés en prison pour des propos contestataires. C'est aussi grave que les affaires de journalisme, mais on en parle moins, car ils ont moins d'influence et moins accès à des réseaux de solidarité. D'ailleurs, l'État a réagi en mettant en place des pages officielles du régime qui sont sponsorisées et qui diffusent la propagande du régime via des contenus très agressifs et diffama-

toires. C'est le cas de Chouf TV qui a largement contribué à l'acharnement contre Omar Radi et à son arrestation.

***En tant que militant, comment vois-tu l'avenir du mouvement social et les espaces d'émancipation qui peuvent exister ?***

En ce moment, il y a un recul total. Il y a quelques manifestations notamment pour la titularisation des enseignants précaires, mais c'est très réduit. Le contexte pandémique, la crise sociale et sanitaire conséquente, l'absence de couverture sociale, de minimas sociaux, couplés au durcissement du pouvoir policier. Tous les ingrédients sont là pour un soulèvement populaire. Mais actuellement il n'y a pas d'alternative dans le champ politique. Le Makhzen laisse miroiter des avancées sociales pour apaiser les gens en reportant les espoirs sur les élections de l'an prochain 2022, mais socialement il n'y aura pas de réponses aux questions, c'est sûr... Car la bourgeoisie marocaine, le roi en tête, n'a aucune envie de délaisser ses privilèges. Il y aura une confrontation entre le peuple et cette classe qui possède tout, c'est évident. Mais il reste la question de la perspective, et force est de constater qu'aucune force politique n'est à même de proposer un programme progressiste pour éviter les erreurs qui ont été vécues en Tunisie ou en Syrie ou même en ce moment en Algérie. Il nous faut un minimum d'organisation au niveau des bases, au niveau des quartiers. Pour le moment, les progressistes en général et les révolutionnaires en particulier n'ont pas pris le bon chemin pour la création d'une plateforme ou d'une base de discussion pour une évolution progressiste au Maroc.

4. Les journalistes français ont payé cher ces révélations puisqu'ils ont été accusés et poursuivis pour «chantage» auprès de Mohammed VI. Il faut dire que Mohammed VI était bien défendu puisque son avocat n'était autre que...Eric Dupont-Moretti, devenu entre-temps ministre de la Justice.  
5. Le palais est un terme générique pour parler des infrastructures royales. En vérité, le roi dispose d'une multitude de palais dans toutes les villes du pays (Rabat, Fès, Meknès pour ne citer que ceux-ci) même s'il passe une bonne partie de sa vie en France à passer du bon temps.

## Omar Radi

Omar Radi est un militant de la gauche marocaine, proche de l'Association marocaine des droits humains et de Attac Maroc, il s'est très tôt lancé dans le journalisme d'investigation à la fois en langue française et en arabe, ce qui est très rare au Maroc. Ses articles sont trouvables sur le site <https://freemarradi.com/>. Il a de grandes difficultés à travailler ces dernières années, les journaux se montrant frileux à l'embaucher craignant des problèmes. En 2017, il a été arrêté une première fois alors qu'il couvrait le soulèvement populaire du Rif. En 2019, la pression s'est accentuée sur lui après sa condamnation pour un tweet où il dénonçait les juges comme des «bourreaux du peuple» (on ne peut que lui donner raison). Il a été condamné à 4 mois de prison avec sursis à cette occasion. Début 2020, il dénonce, en lien avec Amnesty International, l'installation sur son téléphone du logiciel espion de confection israélienne «Pegasus» depuis de nombreuses années. Vexé de s'être fait griller, les flics se sont dès lors acharnés sur lui, faisant tout pour le présenter comme un collaborateur du MI6 anglais, le convoquant à une quinzaine de reprises en 2 mois, ils ont compris que le dossier ne suffirait pas. Alors en juillet 2020, un dossier de viol sur une collègue a été sorti des placards. Il ne s'agit pas ici de dire que le viol est du domaine de l'impossible du fait de la probité de Omar, mais il semble évident qu'au vu du contexte et du profil de l'accusatrice (elle a travaillé pour des agences de presse très proches du pouvoir), la transformation fortuite d'une relation consentie en viol tombe à point pour le pouvoir, accusation infamante qui pourrait l'envoyer 15 ans dans les geôles marocaines. D'autant plus que les accusations de viol et d'espionnages seront jugées durant le même procès.



ils ont parlé du port du masque...

## RENCONTRES LIBERTAIRES DU QUERCY ORGANISÉES PAR L'OCL DU 10 AU 15 JUILLET 2021 INCLUS

Les rencontres libertaires de l'OCL sont prévues cette année du samedi 10 au jeudi 15 juillet inclus, dans les coteaux du Quercy (à trente minutes au nord de Montauban ou au sud de Cahors et à une heure de Toulouse).

Présentement, nous ne savons cependant pas encore si ces rencontres pourront se tenir, car tout va dépendre des décisions prises par le gouvernement concernant la réouverture des campings et autres lieux publics.

Nous vous en dirons donc plus dans les Courant alternatif de juin et de l'été, ainsi que notre site web <http://oclibertaire.lautre.net/>. Si ces rencontres ont bien lieu, vous y trouverez le programme des débats ainsi que les modalités d'accueil, les tarifs et autres informations pratiques permettant d'assurer et de faciliter votre venue.

Mais voici d'ores et déjà des thèmes sur lesquels nous envisageons de débattre : Bilan politique, économique et social de l'année écoulée dans le contexte de la pandémie ; La nature du régime politique français actuel et les enjeux politiques à l'approche de la présidentielle ; La situation dans l'Education nationale ; La marche des sans-papiers et la politique migratoire ; Le post-colonialisme ; Bilan et perspectives du féminisme ; Questions autour du militarisme et de l'antimilitarisme ; La situation en Algérie, en Palestine...